

## **FICHE relative au cadre juridique et financier de la compensation financière aux collectivités territoriales et à la présentation des mesures adoptées en LFI 2019**

### **I. Cadre juridique et financier de la compensation des transferts de charges aux collectivités territoriales**

#### **A. Les principes de compensation**

Conformément à l'article 72-2 (4<sup>ème</sup> alinéa) de la Constitution :

*« Tout transfert de compétences entre l'État et les collectivités territoriales s'accompagne de l'attribution de ressources équivalentes à celles qui étaient consacrées à leur exercice. Toute création ou extension de compétences ayant pour conséquence d'augmenter les dépenses des collectivités territoriales est accompagnée de ressources déterminées par la loi. »*

Les transferts de compétences aux collectivités territoriales s'accompagnent de l'attribution de ressources équivalentes à celles consacrées précédemment par l'État à leur exercice. Mis en œuvre depuis 1983<sup>1</sup>, ce principe législatif de neutralité financière des transferts de compétences a été érigé en principe constitutionnel en 2003.

La réforme constitutionnelle du 28 mars 2003 a également permis de préciser les règles applicables au financement des charges transférées par l'État aux collectivités territoriales au titre d'une création ou d'une extension de compétence :

- une création de compétence correspond à l'octroi d'une compétence nouvelle, dépourvue de tout lien avec une compétence déjà exercée par un niveau de collectivités territoriales<sup>2</sup>.
- une extension de compétence correspond à toute mission nouvelle, rattachable à une compétence déjà assumée par une collectivité territoriale, qui se concrétise soit par l'élargissement de la compétence à une nouvelle catégorie de personnes, soit par l'attribution d'une mission nouvelle qui ne saurait être assimilée à un aménagement de la compétence déjà exercée.

Les dispositions constitutionnelles de l'article 72-2 ont trouvé leur traduction au sein du code général des collectivités territoriales :

- à l'article L.1614-1 du CGCT pour les transferts de compétences,
- à l'article L.1614-1-1 du CGCT pour les créations et extensions de compétences,
- à l'article L.1614-2 du CGCT pour les modifications par voie réglementaire des règles relatives à l'exercice des compétences transférées.

#### **B. Les vecteurs de compensation**

Il existe plusieurs vecteurs de compensation financière :

- les *dotations versées par l'État sous forme de crédits budgétaires*, qui sont libres d'emploi pour les collectivités territoriales (les ressources ne sont pas affectées à une catégorie ou une nature de dépenses). Le montant de compensation versé au titre de la

<sup>1</sup> L'article 5 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État a posé le principe selon lequel les transferts de compétences de l'État aux collectivités territoriales s'accompagnent du transfert concomitant par l'État « des ressources nécessaires à l'exercice normal de ces compétences ».

<sup>2</sup> Décision du Conseil Constitutionnel n° 2008-569 DC du 7 août 2008.

dotation générale de décentralisation (DGD) et les crédits du fonds régional de l'apprentissage et de la formation professionnelle continue<sup>3</sup> prévus aux 1° et 2° de l'article L. 4332-1 du CGCT ne sont plus indexés et n'évoluent plus à compter de 2009, sauf nouveaux transferts de compétence à compenser ;

- les *prélèvements sur recettes* (PSR)<sup>4</sup>, opérés sur les recettes du budget général de l'État, qui permettent d'effectuer le versement des sommes aux collectivités territoriales sans recourir à la procédure préalable de délégation ministérielle de crédits aux préfets ;
- la *fiscalité transférée*, correspondant aux produits d'impôts d'État reversés aux collectivités territoriales, notamment la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE) et la taxe spéciale sur les conventions d'assurance (TSCA).

Plusieurs clauses de garantie permettent de sanctuariser de manière pérenne les montants de compensation financière versés pour l'exercice des compétences transférées :

- Lorsque le produit de la fiscalité transférée est inférieur au montant du droit à compensation, l'État est tenu de majorer le montant de la fiscalité transférée à due concurrence, conformément à la jurisprudence du Conseil constitutionnel<sup>5</sup>.
- L'article 119 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales (LRL) comporte une garantie de non-baisse des recettes de fiscalité transférée.
- Les pertes de produit fiscal résultant de la modification du fait de l'État de l'assiette ou des taux de ces impôts, postérieurement à la date de transfert des impôts, sont compensés intégralement, collectivité par collectivité, pour les départements et les régions (article L.1614-5 du CGCT).

### C. Tableaux de synthèse

Le montant des compensations correspondant aux transferts de compétences réalisés de 1982 à 2004 (acte I de la décentralisation) s'établit à :

- **12,96 Md€** sous forme de fiscalité transférée (cartes grises et DMTO<sup>6</sup> hors réforme de la taxe professionnelle) ;
- **6,86 Md€** sous forme de DGD pour les départements et les régions (dont 6,51 Md€ basculés dans la DGF en 2004).
- **130,3 M€** sous forme de DGD des communes.

Dans le cadre de la réforme des concours financiers de l'État aux collectivités territoriales, la DGD des régions et la DGD des départements de droit commun ont fait l'objet d'un transfert financier partiel en 2004 vers la dotation globale de fonctionnement (DGF) respective des régions et des départements selon les modalités suivantes :

- 95 % des crédits de la DGD revenant à chaque région ou département en 2003 ont ainsi été intégrés dans la dotation forfaitaire de chaque région ou département pour 2004 ;

<sup>3</sup> En application de la loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel, les régions exerceront à compter de 2020 des compétences facultatives et résiduelles en matière d'apprentissage et le fonds régional de la formation professionnelle continue sera alimenté chaque année conformément aux nouvelles dispositions de l'article L.4332-1 du CGCT.

<sup>4</sup> Les PSR sont listés à l'article 82 de la LFI 2019. Quatre PSR sont gérés par le bureau du financement des transferts de compétences : le FMDI, la DDEC, la DRES et la DGCES.

<sup>5</sup> Décision DC n°2003-489 du 29 décembre 2003, considérant 23, et décision n°2004-511 DC du 29 décembre 2004, considérant n° 36.

<sup>6</sup> Source : jaune « transferts de l'État aux collectivités territoriales » annexé au PLF 2019. Il convient de préciser que les DMTO ne constituent plus à jour de la fiscalité transférée à proprement parler.

- les 5 % de crédits de la DGD restants permettent de procéder aux ajustements que peut connaître annuellement la DGD. Chaque région ou département a ainsi perçu dès 2004 et reçoit les années suivantes une DGD résiduelle égale à 5 % de la DGD 2003, indexée jusqu'en 2008 à la DGF, puis majorée ou diminuée le cas échéant au titre de accroissements ou diminutions de charges transférées.

Au total, 2 384 697 043 € des crédits de la DGD des régions et 4 130 113 369 € des crédits de la DGD des départements ont été basculés en DGF en valeur 2013 après application du taux d'évolution de la DGD, qui est gelée depuis 2009. Ces montants de compensation, intégrés à la DGF, sont « cristallisés » de manière pérenne et garantis constitutionnellement.

Le montant total des compensations allouées aux collectivités territoriales au titre des transferts de charges de 2005 à 2019 (actes II et III de la décentralisation) s'établit à :

- **14,86 Md€** sous forme de fiscalité transférée (TICPE et TSCA) ;
- **1,6 Md€** sous forme de dotation générale de décentralisation (DGD) et de dotation globale de compensation (DGC) sur les programmes 119 et 122 (en intégrant la DGD des communes allouée au titre des transferts de compétences de l'acte I) ;
- Environ **2,06 Md€** sous forme de dispositifs de soutien aux départements pour le financement des allocations individuelles de solidarité (FMDI, DCP, FSD, fonds de stabilisation) ;
- **0,99 Md€** sous forme de PSR dédiés à l'équipement scolaire (DDEC, DRES, DGCEs).

<b>Compensations versées en 2019 sous forme de fiscalité transférée</b>				
	<b>Vecteur de compensation</b>	<b>Départements</b>	<b>Régions</b>	<b>Total</b>
Fiscalité transférée au titre de l'acte II et III de la décentralisation	TICPE/TSCA LRL	2 822,77 M€		<b>2 822,77 M€</b>
	TICPE LRL/MAPTAM/NOTRe		3 553,41 M€	<b>3 553,41 M€</b>
	TICPE RMI	4 941,82 M€		<b>4 941,82 M€</b>
	TICPE RSA	919,77 M€		<b>919,77 M€</b>
Fiscalité transférée à titre divers	TICPE Mayotte	26,32 M€		<b>26,32 M€</b>
	TSCA SDIS*	1 136,00 M€		<b>1 136,00 M€</b>
Fiscalité transférée au titre de la réforme de l'apprentissage et de la formation professionnelle	TICPE - prime d'apprentissage*		237,00 M€	<b>237,00 M€</b>
	TICPE - réforme du financement de l'apprentissage		159,55 M€	<b>159,55 M€</b>
	Frais de gestion affectés aux régions - réforme de la formation professionnelle (pacte de confiance et de responsabilité)		667,81 M€	<b>667,81 M€</b>
	TICPE - réforme de la formation professionnelle		300,89 M€	<b>300,89 M€</b>
	TICPE - prime au recrutement d'un apprenti supplémentaire		99,40 M€	<b>99,40 M€</b>
	<b>Total</b>	<b>9 846,68 M€</b>	<b>5 018,07 M€</b>	<b>14 864,75 M€</b>

\* Montant inscrit au PLF 2019

Source : jaune « transferts de l'État aux collectivités territoriales »

## Dotation générale de décentralisation (DGD) et dotation globale de compensation (DGC)

		Crédits ouverts en LFI 2018		Montants LFI 2019		Dont mesures nouvelles LFI 2019 (compensations pérennes)	
		AE	CP	AE	CP	AE	CP
<b>Programme 119 – DGD des communes – Action 02</b>							
<b>DGD des communes</b>	DGD - concours SCHS	90 601 990 €	90 601 990 €	90 601 990 €	90 601 990 €		
	DGD - concours entretien voirie nationale ville de Paris	15 389 433 €	15 389 433 €	15 389 433 €	15 389 433 €		
	DGD - concours transfert monuments historiques	565 962 €	565 962 €	565 962 €	565 962 €		
	DGD - concours élaboration documents d'urbanisme	23 271 275 €	23 271 275 €	23 271 275 €	23 271 275 €		
	DGD - concours pour le financement du transfert des compétences prévu à l'article L. 631-7-1 du CCH	479 598 €	479 598 €	479 598 €	479 598 €		
	<b>Total action 02</b>	<b>130 308 258 €</b>	<b>130 308 258 €</b>	<b>130 308 258 €</b>	<b>130 308 258 €</b>		
<b>Programme 119 – DGD des départements – Action 04</b>							
<b>DGD des départements</b>	DGD départements	263 958 638 €	263 958 638 €	263 958 638 €	263 958 638 €		
	DGD fluviale Guyane	1 473 132 €	1 473 132 €	1 473 132 €	1 473 132 €		
	<b>Total action 04</b>	<b>265 431 770 €</b>	<b>265 431 770 €</b>	<b>265 431 770 €</b>	<b>265 431 770 €</b>		
<b>Programme 119 – DGD des régions – Action 05</b>							
<b>DGD des régions</b>	DGD droit commun	593 820 654 €	593 820 654 €	598 591 851 €	598 591 851 €	4 771 197 €	4 771 197 €
	DGD Corse (DCT)	187 036 233 €	187 036 233 €	187 036 233 €	187 036 233 €		
	DGD STIF	128 102 206 €	128 102 206 €	128 102 206 €	128 102 206 €		
	<b>Total action 05</b>	<b>908 959 093 €</b>	<b>908 959 093 €</b>	<b>913 730 290 €</b>	<b>913 730 290 €</b>	<b>4 771 197 €</b>	<b>4 771 197 €</b>
<b>Programme 119 – DGD concours particuliers – Action 06</b>							
<b>DGD concours particuliers</b>	DGD ACOTU	87 885 413 €	87 885 413 €	87 885 413 €	87 885 413 €		
	DGD ports maritimes	53 042 496 €	53 042 496 €	53 135 070 €	53 135 070 €	92 574 €	92 574 €
	DGD bibliothèques	88 421 426 €	80 421 426 €	88 421 426 €	88 421 426 €		8 000 000 €
	DGD aérodromes	4 098 868 €	4 098 868 €	4 098 868 €	4 098 868 €		
	DGD domaine public fluvial	2 629 384 €	2 629 384 €	2 702 900 €	2 702 900 €	73 516 €	73 516 €
	<b>Total action 06</b>	<b>236 077 587 €</b>	<b>228 077 587 €</b>	<b>236 243 677 €</b>	<b>236 243 677 €</b>	<b>166 090 €</b>	<b>8 166 090 €</b>
<b>TOTAL P. 119</b>		<b>1 540 776 708 €</b>	<b>1 536 776 708 €</b>	<b>1 545 713 995 €</b>	<b>1 545 713 995 €</b>	<b>4 937 287 €</b>	<b>12 937 287 €</b>
<b>Programme 122 – Concours spécifiques et administration</b>							
<b>Dotations OM</b>	DGC Nouvelle-Calédonie ( <i>indexation annuelle</i> )	52 023 916 €	52 023 916 €	53 031 679 €	53 031 679 €		
	DGC Polynésie française	1 002 451 €	1 002 451 €	1 002 451 €	1 002 451 €		
	DGC Saint-Martin	4 433 738 €	4 433 738 €	4 433 738 €	4 433 738 €		
<b>TOTAL P. 122</b>		<b>57 460 105 €</b>	<b>57 460 105 €</b>	<b>58 467 868 €</b>	<b>58 467 868 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>
<b>TOTAL dotations de compensation</b>		<b>1 598 236 813 €</b>	<b>1 590 236 813 €</b>	<b>1 604 144 863 €</b>	<b>1 604 144 789 €</b>	<b>4 937 287 €</b>	<b>12 937 287 €</b>

<b>Dispositifs de soutien aux départements pour le financement des allocations individuelles de solidarité (AIS)</b>	
Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion (FMDI)	<b>500 000 000 €</b>
Dispositif de compensation péréquée (DCP)	<b>970 009 914 €</b> (montant prévisionnel 2019)
Fonds de solidarité en faveur des départements (FSD)	<b>485 071 050 €</b> (montant réparti en 2018)
Fonds de stabilisation	<b>115 000 000 €</b>

<b>Prélèvements sur recettes dédiés à l'équipement scolaire</b>	
Dotation départementale d'équipement des collèges (DDEC)	<b>326 317 000 €</b>
Dotation régionale d'équipement scolaire (DRES)	<b>661 186 000 €</b>
Dotation globale de construction et d'équipement scolaire (DGCES)	<b>2 686 000 €</b>

## II. Les principales mesures de la LFI pour 2019

### A. Les compensations versées sous forme de TICPE

#### **1. Compensation au Département de Mayotte, à Saint-Barthélemy, Saint-Martin et Saint-Pierre-et-Miquelon du transfert au 1<sup>er</sup> janvier 2018 du dispositif d'accompagnement à la création et à la reprise d'entreprises (NACRE) en application de la loi NOTRe du 7 août 2015**

Le transfert de la compétence NACRE à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018 prévu par la loi NOTRe résulte de l'application de l'ordonnance n° 2017-1491 du 25 octobre 2017 portant extension et adaptation de la partie législative du code du travail et de diverses dispositions relatives au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle à Mayotte et de l'entrée en vigueur de l'article 74 de la loi n° 2017-256 du 28 février 2017 de programmation relative à l'égalité réelle outre-mer et portant autres dispositions en matière sociale et économique au 1<sup>er</sup> janvier 2018 à Saint-Martin, Saint-Barthélemy et Saint Pierre-et-Miquelon.

La compensation provisionnelle des dépenses d'intervention évaluée à 250 764 € en LFI pour 2018 a fait l'objet d'un ajustement négatif de **-146 440 €** en LFI pour 2019, sous forme de TICPE (cf. annexe 1). Cet ajustement est rétroactif sur l'année 2018 et figure également dans les mesures de compensation **non pérenne** (cf. annexe 3).

#### **2. Compensation aux régions du transfert des services chargés de la gestion des fonds et programmes européens prévu par la loi MAPTAM du 27 janvier 2014**

L'article 78 de la loi MAPTAM prévoit le transfert aux régions des services chargés de la gestion des fonds européens pour la période 2014-2020. A la suite de la parution du décret n° 2015-783 du 29 juin 2015, les quatre vagues de transferts ont pu avoir lieu au 1<sup>er</sup> juillet 2015, 1<sup>er</sup> janvier 2016, 1<sup>er</sup> janvier 2017 et 1<sup>er</sup> janvier 2018.

La LFI pour 2019 prévoit des ajustements de la compensation financière des 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> vagues correspondant aux transferts de services aux 1<sup>er</sup> janvier 2017 et 1<sup>er</sup> janvier 2018.

La compensation financière qui en découle prend en compte certaines catégories de charges (frais de fonctionnement, postes vacants, fractions d'emploi, agents titulaires et non titulaires, action sociale) dans les conditions suivantes :

- la compensation est calculée conformément aux dispositions de la loi MAPTAM et aux principes retenus par la commission consultative sur l'évaluation des charges (CCEC).
- les personnels dont la rémunération était en partie financée par l'État avec les crédits de l'assistance technique sont transférés avec ces crédits, à l'exception des dépenses effectuées par l'État en tant qu'autorité de gestion des fonds européens qui s'entendent nettes des crédits de l'assistance technique.
- les personnels ayant exercé leur droit d'option (intégration ou maintien en détachement) sont compensés au coût réel. La compensation financière des fractions d'emplois, emplois disparus ou devenus vacants s'effectue sur la base du coût en pied de corps.
- la méthode d'évaluation de la compensation financière due au titre des frais de fonctionnement s'effectue sur la base d'une évaluation des frais de fonctionnement des services, hors loyers, exprimée en ratios moyens (€/ETP) nationaux. Un ratio moyen national est déterminé par chaque employeur dont des effectifs sont à transférer.

La compensation pérenne prévue au titre de 2019 s'élève à **1 100 994 €** (cf. annexe 1). Elle est allouée aux régions métropolitaines et d'outre-mer au titre :

- des postes devenus vacants en 2018 (43 568 €) ;
- des agents ayant exercé leur droit d'option avant le 31 août 2018, dans les services chargés de la gestion des fonds européens transférés au 1<sup>er</sup> janvier 2017 (539 956 €) ou au 1<sup>er</sup> janvier 2018 (72 646 €) ;
- des emplois disparus dans les services chargés de la gestion des fonds européens transférés au 1<sup>er</sup> janvier 2017 (444 824 €).

La LFI 2019 procède également à un ajustement de la compensation **non pérenne** d'un montant de **323 201 €** au titre de la 3<sup>ème</sup> vague du transfert. La compensation est calculée au *pro rata temporis* des postes devenus vacants en 2018, des comptes épargne temps et des personnels titulaires ayant opté pour le détachement lors de la 1<sup>ère</sup> campagne de droit d'option (cf. annexe 3).

### ***3. Compensation aux régions des réformes règlementaires des formations sanitaires : réforme du diplôme de masseur kinésithérapeute***

Postérieurement au transfert des formations sanitaires aux régions, au 1<sup>er</sup> juillet 2005, certaines de ces formations ont été réformées par voie réglementaire. Les charges nouvelles résultant des différentes réformes opérées (notamment l'alignement des formations sur le système universitaire « LMD » - licence master doctorat) font systématiquement l'objet d'une compensation financière, en application de l'article L. 1614-2 du code général des collectivités territoriales. Pour une présentation exhaustive de ces réformes et des modalités de calcul des compensations accordées, nous vous invitons à consulter les instructions antérieures relatives aux compensations financières des transferts de compétences inscrites en lois de finances.

La LFI pour 2019 ajuste la compensation provisionnelle accordée aux régions au titre de la réforme « LMD » du cursus de masseur-kinésithérapeute, issue de l'arrêté du 2 septembre 2015.

Cette formation, qui permet la reconnaissance du diplôme au niveau licence (depuis la promotion 2015-2016) génère des charges nouvelles pour les régions et donne lieu à une compensation financière, selon une méthode définie antérieurement à l'occasion de la requalification d'autres diplômes de formations sanitaires en diplômes LMD. Ces modalités de calcul examinées par la CCEC conduisent à **un nouvel ajustement de 4 281 997 €** versé en LFI pour 2019 aux régions (dont 4 217 679 € sous forme de TICPE - cf. annexe 1- et 64 318 € sous forme de DGD pour les régions d'outre-mer - cf. annexe 2 -), au titre de la quatrième année universitaire au format du nouveau diplôme. Cette compensation provisionnelle fera l'objet d'une révision ultérieure afin de prendre en compte la réalité des charges nouvelles effectives et fixer le droit à compensation définitif par arrêté interministériel.

### ***4. Compensation aux régions du transfert partiel au 1er janvier 2016 de la gestion des centres de ressources, d'expertise et de performance sportives (CREPS) prévu par la loi du NOTRe du 7 août 2015***

Le décret n° 2016-1055 du 1<sup>er</sup> août 2016 fixe la date et les modalités de transfert définitif des services ou parties de services des centres de ressources, d'expertise et de performance sportive qui participent à l'exercice des compétences transférées aux régions par l'article 28 de la loi NOTRe.

La LFI pour 2019 fixe le montant du droit à compensation attribué aux régions pour les dépenses liées à la 2ème vague d'option à **1 971 281 €** (cf. annexe 1) dont :

- 1 515 322 € pour les titulaires ayant opté pour l'intégration ;
- 107 056 € pour les titulaires ayant opté pour le détachement ;
- 15 648 € pour l'action sociale des optants ;
- 333 255 € pour les postes vacants durant l'année 2018.

De plus, un ajustement **non pérenne** du droit à compensation d'un montant de **191 234 €** est inscrit en LFI 2019 (cf. annexe 3).

### ***5. Compensation aux régions des charges en matière de formation professionnelle et d'apprentissage***

#### *• L'aide à l'embauche d'un apprenti supplémentaire*

L'article L. 6243-1-1 du code du travail prévoit l'attribution d'une aide de 1 000 € pour la conclusion d'un contrat d'apprentissage dans une entreprise de moins de deux cent cinquante salariés selon des conditions particulières d'évolution de l'effectif des apprentis au sein de l'entreprise. Cette aide est mise en œuvre par les régions et compensée par l'État en application de l'article 123 de la LFI 2015.

Le montant de cette compensation est déterminé chaque année en fonction du nombre d'aides versées par les régions entre le 1er juillet de l'année n-1 et le 30 juin de l'année n et sur la base de 1 000 € par contrat répondant aux conditions mentionnées à l'article L. 6243-1-1 du code du travail.

Le montant de cette aide pour 2018 s'élève à 99,4 M€ et correspond à 99 400 contrats recensés pour la période du 1er juillet 2017 au 30 juin 2018 au lieu de 95 775 contrats recensés pour la période du 1er juillet 2016 au 30 juin 2017.

La LFI 2019 procède à l'augmentation du montant de la compensation à verser aux régions de **3,625 M€** au titre de l'année 2018 portant le droit à compensation à 99,4 M€.

#### *• Attribution de la part de TICPE complétant la fraction régionale pour l'apprentissage*

En application de l'article 29 de la LFI 2015 et de l'article L. 6241-2 du code du travail, les régions bénéficient, pour le développement de l'apprentissage, d'une ressource régionale pour l'apprentissage financée par une fraction de la taxe d'apprentissage et complétée d'une part du produit de la TICPE, dont l'évolution est indexée sur la progression de la masse salariale au cours de l'année n-2. En conséquence, la LFI 2019 établit à **159,55 M€** le montant de cette part de TICPE.<sup>7</sup>

#### *• Régularisation opérée en matière de formation des personnes sous main de justice*

La loi n° 2014-288 du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale a transféré aux régions la compétence de formation des personnes sous main de justice au sein des établissements en gestion déléguée transférés au 1er janvier 2016.

---

<sup>7</sup> majoration de 5 244 903 € du montant versé au titre de l'année 2017 (154 306 110 €).

La LFI 2019 procède au reversement de **1 361 119 €** aux régions au titre de l'année 2017 à la suite de la minoration du droit à compensation définitif.<sup>8</sup>

## **B. Les compensations versées sous forme de crédits budgétaires**

### ***1. La reconduction en 2019 des montants 2018 des dotations de fonctionnement et d'investissement***

Hors mesures nouvelles détaillées ci-dessous, les montants 2018 de DGD mentionnée à l'article L. 1614-4 du CGCT, de la dotation de continuité territoriale (DCT) allouée à la collectivité de Corse, de la dotation régionale d'équipement scolaire (DRES) et de la dotation départementale d'équipement des collèges (DDEC) et de la dotation globale de construction et d'équipement scolaire (DGCE) sont reconduits pour 2019.

### ***2. Les mesures nouvelles de compensation inscrites aux programmes de la mission « Relations avec les collectivités territoriales » (RCT)***

Les crédits de la DGD et de la DGC sont ventilés au sein de la mission RCT sur les 2 programmes suivants :

- 119 Concours financiers aux collectivités territoriales et à leurs groupements,
- 122 Concours spécifiques et administration, regroupant notamment les dotations outre-mer.

Au sein du programme 119, les transferts de compétences qui donnent lieu à un ajustement de la compensation sous forme de DGD sont :

- a) la compensation aux régions allouée dans le cadre de l'attribution de la DGD de droit commun des régions, dont le montant est majoré de **4 771 197 €** :
  - la DGD versée aux régions d'outre-mer est majorée de **64 318 €** au titre de la loi formation professionnelle du 5 mars 2014 (cf. annexe 2) ;
  - le projet annuel de performance (PAP) prévoit que la DGD de droit commun des régions est majorée de **4 706 879 €** à la suite de la recomposition de l'offre des services régionaux de voyageurs du fait de la mise en service de la seconde phase de la ligne à grande vitesse Est européenne au 3 juillet 2016, en application de l'article L. 2121-8 du code des transports.
- b) la compensation aux collectivités territoriales et à leurs groupements des dépenses d'investissement et de fonctionnement résultant du transfert des ports départementaux (article 6 de la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n°83-8 du 7 janvier 1983) et des ports d'intérêt national (article 30 de la loi LRL) : le montant du concours particulier aux ports maritimes est égal à 53 042 496 € en valeur 2018. Ces crédits ont été majorés de **92 574 €** en LFI pour 2019 au titre de la compensation des transferts de postes d'OPA devenus vacants entre 2017 et 2018. Le montant total s'élève ainsi à **53 135 070 €** à compter de 2019.

---

<sup>8</sup> La révision du droit à compensation des régions a fait l'objet d'échanges dans le cadre d'un groupe de travail qui a fixé le nouveau montant définitif diminué. Le montant du droit à compensation est fixé, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018 à 7 966 658 € au lieu de 9 327 777 € (arrêté de compensation du 19 juin 2018). Il implique un versement complémentaire aux régions au titre de l'année 2017. Ce montant fait l'objet d'un prélèvement direct sur le solde de la TICPE revenant à l'État.

- c) la compensation aux communes et à leurs groupements du transfert des voies d'eau (article 32 de la loi LRL et articles L.3113-1 à L.3113-4 du code général de la propriété des personnes publiques) ou des services ou parties de services en charge des portions du domaine public fluvial transférées : le concours particulier « domaine public fluvial » a été abondé de **73 516 €** portant le montant total de ce concours à **2 702 900 €** à compter de 2019 :
- 43 516 € au titre la compensation des transferts de postes devenus vacants ou des agents ayant exercé leur droit d'option au 1<sup>er</sup> janvier 2017 et au 1<sup>er</sup> janvier 2018, à la suite du transfert au 1<sup>er</sup> janvier 2015 du domaine public fluvial de la Sèvre Niortaise, du Mignon et des Autizes à l'Institut interdépartemental du bassin de la Sèvre Niortaise (IIBSN) ;
  - 20 000 € au titre du transfert de l'Orne Aval au syndicat mixte Ports Normands Associés,
  - 10 000 € au titre du transfert du domaine public fluvial de la Touques au syndicat mixte du Bassin versant de la Touques.
- d) la compensation aux collectivités territoriales allouée au titre du concours particulier de la DGD des bibliothèques : un abondement de **8 M€** en CP est opéré par redéploiement des crédits de la mission RCT en 2019 afin d'assurer un alignement du montant des AE voté en LFI 2018.

En complément du tableau de synthèse, figurant au I. C., vous trouverez en annexe n°2 des tableaux récapitulants les montants et l'objet des mesures nouvelles de compensation versées sous forme de DGD ayant un impact sur le programme 119.

A sein du programme 122, la dotation globale de compensation (DGC) versée depuis 2009 à la Nouvelle-Calédonie a fait l'objet d'un ajustement en raison de ses modalités d'indexation.

En effet, la DGC de Nouvelle-Calédonie évolue comme la somme du taux prévisionnel de la moyenne annuelle de l'indice des prix à la consommation (hors tabac) et de la moitié du taux d'évolution du produit intérieur brut (PIB) en volume de l'année en cours, sous réserve qu'il soit positif (ce taux d'évolution est de 2,05% pour 2019), sauf pour la partie de la dotation qui compense les charges d'investissement dans les lycées, qui évolue quant à elle chaque année dans la même proportion que la variation de la moyenne sur 4 trimestres de l'indice du coût de la construction en Nouvelle-Calédonie (ce taux s'élève à 1,4786 % pour 2019). La DGC de la Nouvelle-Calédonie s'élève en 2019 à **53 031 679 €**, après indexation des compensations déjà inscrites.

Pour mémoire :

- les montants de DGC sont cristallisés à 1 002 451 € pour la Polynésie française et à 4 433 738 € pour Saint-Martin.
- l'article 36 de la LFI 2016 a modifié l'article 104 de la LFR 2007 en supprimant pour la collectivité de Saint-Barthélemy le bénéfice du fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016 et en diminuant, à due proportion la DGC. Ainsi, la DGC due à l'État par Saint-Barthélemy s'élève à 2 882 572 €.

### ***3. Les mesures non pérennes de compensation inscrites aux programmes de la mission « Relations avec les collectivités territoriales » (RCT)***

Les transferts de compétences qui donnent lieu à un ajustement **non pérenne** de la compensation sous forme de DGD sont :

- pour les régions : **64 288 €** au titre de la compensation aux collectivités territoriales et à leurs groupements des dépenses d'investissement et de fonctionnement résultant du transfert des ports départementaux (article 6 de la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n°83-8 du 7 janvier 1983) et des ports d'intérêt national (article 30 de la loi LRL) ;
- pour les départements : **229 335 €** au titre des transferts d'agents en application de la loi n° 85-1098 du 11 octobre 1985 relative à la prise en charge par l'État, les départements et les régions des dépenses de personnel, de fonctionnement et d'équipement des services placés sous leur autorité ;
- pour les communes et groupements de communes : **59 059 €** au titre de la compensation des transferts de postes devenus vacants ou des agents ayant exercé leur droit d'option au 1<sup>er</sup> janvier 2017 et au 1<sup>er</sup> janvier 2018, à la suite du transfert au 1<sup>er</sup> janvier 2015 du domaine public fluvial de la Sèvre Niortaise, du Mignon et des Autizes à l'Institut interdépartemental du bassin de la Sèvre Niortaise (IIBSN).

Vous trouverez en annexe 4 des tableaux récapitulant les montants et l'objet des mesures nouvelles de compensation versées sous forme de DGD ayant un impact sur le programme 119.

#### **C. L'ajustement de la DGF au titre de la recentralisation sanitaire**

La mise en œuvre de la recentralisation sanitaire prévue à l'article 71 de la loi du 13 août 2004, complétée par l'article 100 de la LFR pour 2004 dispose que les départements qui renonceront à l'exercice de cette compétence verront la part « dotation de compensation » de leur dotation globale de fonctionnement (DGF) réduite d'un montant égal au droit à compensation établi sur la base de l'exploitation des comptes administratifs des départements de 1983, actualisé en valeur 2005.

En outre, la loi prévoit que « la dénonciation de ces conventions entraîne à partir de l'année suivante une réduction de la DGF d'un montant égal à la DGD attribuée lors du transfert initial de compétence en direction des départements actualisée du taux d'évolution cumulé de la DGD jusqu'à l'année suivant celle de la dénonciation ».

En 2019, le département des Deux-Sèvres a souhaité mettre un terme à une partie de ses compétences en matière de prévention sanitaire (cancer et vaccination).

Le montant de la réfaction sur la DGF inscrit en LFI pour 2019 s'élève à **429 966 €** après indexation sur les taux DGD de 2006 à 2017.

## **D. Les dispositifs de soutien aux départements pour le financement des allocations individuelles de solidarité (AIS)**

### ***1. Le fonds de mobilisation départementale pour l'insertion (FMDI)***

Le fonds de mobilisation départementale pour l'insertion (FMDI), doté de 500 M€ par an, a été créé par l'article 37 de la LFI 2006 et codifié à l'article L.3334-16-2 du CGCT.

Le FMDI a fait l'objet de plusieurs modifications. La dernière réforme conduite en LFI 2017 visait à renforcer la part « insertion » du fonds et le caractère incitatif à conclure des contrats aidés financés par le département.

La LFI 2019 simplifie le mécanisme du FMDI en renvoyant à un décret les modalités de collecte des données par le ministère du travail nécessaires à la répartition du fonds.

La collectivité territoriale de Guyane et le Département de Mayotte ne bénéficient plus des ressources du FMDI à compter de 2019.

### ***2. Le dispositif de compensation péréquée (DCP)***

Dans le cadre du Pacte de confiance et de responsabilité entre l'État et les collectivités locales, adopté le 13 juillet 2013, le Gouvernement a attribué de nouvelles ressources aux départements afin d'assurer leur autonomie financière et le respect de leur libre administration.

La création par l'article 42 de la LFI 2014 du dispositif de compensation péréquée (DCP) s'est traduite par le transfert aux départements de la totalité de la ressource fiscale que l'État percevait au titre des frais de gestion de la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB). Cette ressource nouvelle allouée depuis 2014 vise à compenser les coûts induits par les décrets de revalorisation exceptionnelle du RSA, adoptés de septembre 2013 à mai 2017.

La LFI 2019 procède à la codification du DCP (article L. 3334-16-3 du CGCT) qui a assuré la compensation des charges nouvelles supportées par les départements.

Le montant du DCP réparti en 2018 s'établit à 957,88 M€. Le montant prévisionnel pour 2019 est de **970 M€**. Depuis sa création, le DCP constitue une ressource dynamique, dont le montant annuel alloué à chaque département est évolutif.

La collectivité territoriale de Guyane et le Département de Mayotte ne bénéficient plus des ressources du DCP à compter de 2019.

### ***3. Le fonds de solidarité en faveur des départements (FSD)***

A la suite du Pacte de confiance et de responsabilité signé entre l'État et les départements en juillet 2013, le fonds de solidarité en faveur des départements (FSD), créé et codifié à l'article L.3335-3 du CGCT par l'article 78 de la LFI 2014, a été pérennisé par l'article 116 de la LFI 2015 afin de réduire les inégalités constatées entre les départements en matière de « reste à charge » par habitant au titre des dépenses d'allocations individuelles de solidarité (RSA, APA, PCH).

Ce dispositif est un mécanisme de péréquation horizontale entre départements. Le FSD est alimenté chaque année N par un prélèvement forfaitaire de 0,35% sur les bases des droits de

mutation à titre onéreux (DMTO), perçus par les départements en année N-1 et pour lesquels ils disposent d'un pouvoir de taux. Cette part de 0,35 % correspond à la moitié de l'augmentation du taux plafond de DMTO de 3,8% à 4,5 % permise par le Pacte de confiance et de responsabilité de 2013.

Le montant réparti en 2018 s'établit à **485,07 M€**. Ce montant est évolutif d'une année sur l'autre. Les ressources du FSD sont réparties entre les départements éligibles en fonction des restes à charge respectifs des départements en matière d'AIS (pour 30 %) et en fonction de la population et de l'écart relatif entre le RAC / habitant et le RAC / habitant médian de l'ensemble des départements (pour 70 %).

#### ***4. Le fonds de stabilisation***

Un fonds de stabilisation, doté de **115 M€**, a été créé par le II de l'article 261 de la LFI 2019 pour une durée trois ans, de 2019 à 2021, en vue d'accompagner les départements connaissant des difficultés en raison de la dynamique de leurs dépenses en matière d'allocations individuelles de solidarité (AIS).

Sont éligibles à ce fonds les départements :

- présentant un reste à charge au titre des AIS supérieur à la moyenne nationale par habitant ;
- connaissant une situation financière dégradée par rapport à plusieurs indicateurs d'analyse financière (solde moyen du reste à charge par habitant, potentiel fiscal par habitant ou revenu fiscal de référence par habitant, taux d'épargne brute).

Le dispositif devrait bénéficier à une trentaine de départements en 2019.

Les critères de répartition du fonds combinent des indices démographiques et financiers (potentiel fiscal par habitant, revenu par habitant, taux du foncier bâti, ...) et garantissent que le montant perçu par les départements éligibles au fonds de stabilisation ne pourra être inférieur à 50 % du montant perçu en 2018 au titre du fonds de soutien exceptionnel à destination des départements.

La répartition de ce fonds sera effectuée au 2<sup>nd</sup> semestre et une note d'information aux préfets sera diffusée à l'automne.

## Annexe n° 1

### Tableaux récapitulatifs des montants de compensation pérenne sous forme de fiscalité transférée (TICPE et TSCA )

**Tableau 1 - Les régions (synthèse)**

Compensation TICPE	
Tranche	Total
2005	453 090 589 €
2006	583 961 422 €
2007	1 308 319 554 €
2008	609 240 012 €
2009	222 708 723 €
2010	37 763 098 €
2011	7 047 306 €
2012	1 650 662 €
2013	3 483 385 €
2014	1 484 745 €
2015	214 525 554 €
2016	23 471 138 €
2017	36 239 221 €
2018	43 281 820 €
2019	7 143 514 €
<b>Total</b>	<b>3 553 410 743 €</b>

## Tableaux récapitulatifs des montants de compensation pérenne sous forme de fiscalité transférée (TICPE et TSCA )

Tableau 1 - Les régions (détail)

REGIONS	Total tranche 2005	Total tranche 2006	Total tranche 2007	Total tranche 2008	Total tranche 2009	Total tranche 2010
Auvergne - Rhône-Alpes	49 930 560 €	14 795 078 €	198 957 839 €	38 209 562 €	19 967 654 €	4 051 672 €
Bourgogne - Franche-Comté	20 167 601 €	7 329 600 €	66 051 194 €	42 427 022 €	9 158 595 €	2 682 831 €
Bretagne	22 322 750 €	7 019 345 €	96 045 490 €	12 351 982 €	7 429 427 €	3 017 386 €
Centre - Val de Loire	17 654 607 €	28 436 616 €	12 944 397 €	43 793 367 €	10 261 837 €	1 396 300 €
Corse	1 207 338 €	650 738 €	6 722 279 €	6 618 539 €	13 108 773 €	700 566 €
Grand-Est	44 520 116 €	18 270 368 €	89 213 499 €	77 467 175 €	57 085 232 €	4 254 259 €
Hauts-de-France	50 610 689 €	20 279 918 €	185 231 921 €	34 215 865 €	13 643 713 €	2 861 505 €
Ile-de-France	91 677 266 €	434 641 806 €	134 794 541 €	132 777 521 €	42 584 928 €	7 986 570 €
Normandie	30 567 155 €	14 668 862 €	68 246 791 €	48 637 952 €	6 874 853 €	1 712 375 €
Nouvelle-Aquitaine	40 965 206 €	13 445 560 €	133 734 468 €	73 223 914 €	18 302 252 €	2 976 453 €
Occitanie	35 554 341 €	11 128 169 €	98 517 526 €	72 012 098 €	8 622 987 €	3 166 067 €
Pays de la Loire	18 368 372 €	5 913 027 €	99 641 507 €	9 594 001 €	5 549 873 €	1 133 750 €
Provence-Alpes-Côte d'Azur	29 544 586 €	7 382 333 €	118 218 101 €	17 911 014 €	10 118 598 €	1 823 364 €
<b>Total métropole</b>	<b>453 090 589 €</b>	<b>583 961 422 €</b>	<b>1 308 319 554 €</b>	<b>609 240 012 €</b>	<b>222 708 723 €</b>	<b>37 763 098 €</b>
Guadeloupe	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Martinique	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Guyane	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Réunion	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Saint-Pierre-et-Miquelon	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Saint-Martin	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Saint-Barthélemy	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Mayotte	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
<b>Total Outre-mer</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>
<b>Total global</b>	<b>453 090 589 €</b>	<b>583 961 422 €</b>	<b>1 308 319 554 €</b>	<b>609 240 012 €</b>	<b>222 708 723 €</b>	<b>37 763 098 €</b>

## Tableaux récapitulatifs des montants de compensation pérenne sous forme de fiscalité transférée (TICPE et TSCA)

Tableau 1 - Les régions (détail)

REGIONS	TRANCHE 2011															Total tranche 2011
	Réforme LMD infirmier (2ème tranche)	Réforme LMD ergothérapeute (1ère tranche)	Personnels des affaires sanitaires et sociales (loi LRL hors LAV)	Personnels Equipement - Services transférés en 2010 (voies d'eau Bretagne)				Services des parcs de l'équipement transférés en 2011		Transfert de l'III domaniale (et dépenses de fonctionnement du service afférent) (gestion en 2010)	Personnels des services en charge des voies d'eau transférés en 2011 (Alsace)					
			Application de la clause de sauvegarde au titre des emplois disparus	Personnels ayant opté au 31/08/2010 (1ère campagne d'option)	Dépenses d'action sociale des personnels ayant opté au 31/08/2010	Agents non titulaires de droit public	Postes vacants 2011	Vacants intermédiaires	Charges de vacances		Charges de vacances	Indemnités de service fait	Vacants intermédiaires	Postes vacants 2011		
Auvergne - Rhône-Alpes	403 994 €	15 022 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	419 016 €
Bourgogne - Franche-Comté	171 001 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	171 001 €
Bretagne	118 163 €	7 184 €	0 €	2 981 563 €	25 743 €	64 105 €	53 818 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	3 250 576 €
Centre - Val de Loire	132 640 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	132 640 €
Corse	14 272 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	5 976 €	352 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	20 600 €
Grand-Est	310 503 €	42 520 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	215 008 €	9 184 €	25 180 €	49 535 €	30 021 €	681 952 €	
Hauts-de-France	476 083 €	16 033 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	492 117 €	
Ile-de-France	722 903 €	36 754 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	759 657 €	
Normandie	197 112 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	197 112 €	
Nouvelle-Aquitaine	293 325 €	47 904 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	341 229 €	
Occitanie	219 594 €	9 538 €	1 445 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	230 577 €	
Pays de la Loire	127 243 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	127 243 €	
Provence-Alpes-Côte d'Azur	223 587 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	223 587 €	
<b>Total métropole</b>	<b>3 410 419 €</b>	<b>174 956 €</b>	<b>1 445 €</b>	<b>2 981 563 €</b>	<b>25 743 €</b>	<b>64 105 €</b>	<b>53 818 €</b>	<b>5 976 €</b>	<b>352 €</b>	<b>215 008 €</b>	<b>9 184 €</b>	<b>25 180 €</b>	<b>49 535 €</b>	<b>30 021 €</b>	<b>7 047 306 €</b>	
Guadeloupe	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
Martinique	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
Guyane	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
Réunion	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
Saint-Pierre-et-Miquelon	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
Saint-Martin	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
Saint-Barthélemy	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
Mayotte	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
<b>Total Outre-mer</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	
<b>Total global</b>	<b>3 410 419 €</b>	<b>174 956 €</b>	<b>1 445 €</b>	<b>2 981 563 €</b>	<b>25 743 €</b>	<b>64 105 €</b>	<b>53 818 €</b>	<b>5 976 €</b>	<b>352 €</b>	<b>215 008 €</b>	<b>9 184 €</b>	<b>25 180 €</b>	<b>49 535 €</b>	<b>30 021 €</b>	<b>7 047 306 €</b>	

## Tableaux récapitulatifs des montants de compensation pérenne sous forme de fiscalité transférée (TICPE et TSCA )

Tableau 1 - Les régions (détail)

REGIONS	TRANCHE 2012										
	Réforme LMD infirmier (3ème tranche)	Réforme AFGSU (2ème tranche)	Réforme LMD ergothérapeute (2ème tranche)	Personnels Equipement - Services transférés en 2010 (voies d'eau Bretagne)			Services des parcs de l'équipement transférés en 2011		Personnels des services en charge des voies d'eau transférés en 2011 (Alsace)		Total tranche 2012
				Personnels ayant opté au 31/08/2011 (2ème campagne d'option)	Dépenses d'action sociale des personnels ayant opté au 31/08/2011	Postes devenus vacants en 2012	Personnels ayant opté au 31/08/2011 (1ère campagne d'option)	Action sociale des personnels ayant opté au 31/08/2011	Personnels ayant opté au 31/08/2011 (1ère campagne d'option)	Postes devenus vacants en 2012	
Auvergne - Rhône-Alpes	181 006 €	-206 260 €	18 180 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	-7 074 €
Bourgogne - Franche-Comté	78 005 €	-80 050 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	-2 045 €
Bretagne	53 664 €	-69 065 €	9 184 €	1 391 104 €	11 798 €	26 294 €	0 €	0 €	0 €	0 €	1 422 979 €
Centre - Val de Loire	59 923 €	-66 436 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	-6 513 €
Corse	6 602 €	-7 012 €	0 €	0 €	0 €	0 €	60 081 €	266 €	0 €	0 €	59 937 €
Grand-Est	140 520 €	-171 026 €	53 600 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	89 917 €	76 279 €	189 290 €
Hauts-de-France	211 784 €	-221 043 €	20 755 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	11 495 €
Ile-de-France	324 674 €	-382 136 €	47 302 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	-10 160 €
Normandie	88 282 €	-95 359 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	-7 077 €
Nouvelle-Aquitaine	131 856 €	-152 212 €	59 317 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	38 961 €
Occitanie	100 483 €	-116 510 €	12 235 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	-3 793 €
Pays de la Loire	57 691 €	-70 117 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	-12 426 €
Provence-Alpes-Côte d'Azur	100 667 €	-123 581 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	-22 914 €
<b>Total métropole</b>	<b>1 535 153 €</b>	<b>-1 760 804 €</b>	<b>220 573 €</b>	<b>1 391 104 €</b>	<b>11 798 €</b>	<b>26 294 €</b>	<b>60 081 €</b>	<b>266 €</b>	<b>89 917 €</b>	<b>76 279 €</b>	<b>1 650 662 €</b>
Guadeloupe	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Martinique	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Guyane	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Réunion	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Saint-Pierre-et-Miquelon	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Saint-Martin	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Saint-Barthélemy	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Mayotte	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
<b>Total Outre-mer</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>
<b>Total global</b>	<b>1 535 153 €</b>	<b>-1 760 804 €</b>	<b>220 573 €</b>	<b>1 391 104 €</b>	<b>11 798 €</b>	<b>26 294 €</b>	<b>60 081 €</b>	<b>266 €</b>	<b>89 917 €</b>	<b>76 279 €</b>	<b>1 650 662 €</b>

## Tableaux récapitulatifs des montants de compensation pérenne sous forme de fiscalité transférée (TICPE et TSCA)

Tableau 1 - Les régions (détail)

REGIONS	TRANCHE 2013														Total tranche 2013
	Réforme LMD infirmier (4ème tranche)	Réforme LMD infirmier (ajustement de la compensation car prise en compte des demandeurs d'emploi - toutes tranches)	Réforme AFGSU (3ème tranche)	Réforme LMD ergothérapeute (3ème tranche)	Réforme LMD pédicure-podologue (1ère tranche)	Réforme LMD infirmier anesthésiste (1ère tranche)	Réforme LMD manipulateur d'électroradiologie médicale (1ère tranche)	Personnels de l'inventaire général du patrimoine culturel		Personnels Equipement - Services transférés en 2010 (voies d'eau Bretagne)			Personnels des services en charge des voies d'eau transférés en 2011 (Alsace)		
								Ajustement des compensations au regard du bilan définitif de ce transfert et des arrêts de compensation publiés	Compensation des personnels dits "associatifs" (2ème tranche)	Personnels ayant opté au 26/12/2011 (dernière campagne)	Action sociale des personnels ayant opté au 26/12/2011	Emplois disparus	Postes devenus vacants en 2013		
Auvergne - Rhône-Alpes	-165 036 €	223 185 €	-1 789 €	12 401 €	0 €	18 142 €	205 342 €	0 €	15 000 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	307 245 €
Bourgogne - Franche-Comté	-85 056 €	77 867 €	0 €	0 €	0 €	12 055 €	0 €	6 001 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	10 867 €
Bretagne	-56 168 €	112 402 €	-3 769 €	6 128 €	0 €	13 124 €	59 979 €	6 124 €	25 000 €	1 079 754 €	8 193 €	438 697 €	0 €	0 €	1 689 464 €
Centre - Val de Loire	-59 593 €	69 196 €	0 €	0 €	0 €	6 312 €	63 020 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	78 934 €
Corse	-8 096 €	14 004 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	5 908 €
Grand-Est	-142 173 €	258 579 €	-3 215 €	35 966 €	0 €	9 923 €	143 499 €	1 480 €	30 000 €	0 €	0 €	0 €	0 €	31 752 €	365 811 €
Hauts-de-France	-177 849 €	109 345 €	-3 747 €	13 781 €	0 €	7 638 €	50 596 €	4 891 €	40 000 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	44 655 €
Ile-de-France	-303 881 €	180 809 €	-6 430 €	31 479 €	0 €	0 €	208 125 €	6 131 €	15 000 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	131 234 €
Normandie	-80 170 €	85 038 €	0 €	0 €	0 €	12 348 €	51 271 €	0 €	5 000 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	73 487 €
Nouvelle-Aquitaine	-124 575 €	188 378 €	-2 236 €	40 088 €	38 857 €	22 657 €	124 934 €	7 891 €	5 000 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	300 994 €
Occitanie	-112 625 €	159 190 €	-4 152 €	8 153 €	34 703 €	9 427 €	146 181 €	2 298 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	243 175 €
Pays de la Loire	-59 423 €	100 199 €	0 €	0 €	1 545 €	0 €	51 700 €	4 591 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	98 612 €
Provence-Alpes-Côte d'Azur	-96 704 €	163 866 €	0 €	0 €	0 €	5 884 €	50 984 €	3 969 €	5 000 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	133 000 €
<b>Total métropole</b>	<b>-1 471 348 €</b>	<b>1 742 058 €</b>	<b>-25 337 €</b>	<b>147 996 €</b>	<b>75 104 €</b>	<b>117 509 €</b>	<b>1 155 631 €</b>	<b>43 376 €</b>	<b>140 000 €</b>	<b>1 079 754 €</b>	<b>8 193 €</b>	<b>438 697 €</b>	<b>31 752 €</b>	<b>0 €</b>	<b>3 483 385 €</b>
Guadeloupe	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Martinique	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Guyane	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Réunion	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Saint-Pierre-et-Miquelon	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Saint-Martin	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Saint-Barthélemy	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Mayotte	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
<b>Total Outre-mer</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>
<b>Total global</b>	<b>-1 471 348 €</b>	<b>1 742 058 €</b>	<b>-25 337 €</b>	<b>147 996 €</b>	<b>75 104 €</b>	<b>117 509 €</b>	<b>1 155 631 €</b>	<b>43 376 €</b>	<b>140 000 €</b>	<b>1 079 754 €</b>	<b>8 193 €</b>	<b>438 697 €</b>	<b>31 752 €</b>	<b>0 €</b>	<b>3 483 385 €</b>

Tableau 1 - Les régions (détail)

REGIONS	TRANCHE 2014						
	Personnels des services en charge des voies d'eau transférés en 2011 (Alsace)						
	Emplois disparus (clause de sauvegarde)	Réforme LMD ergothérapeute (4ème tranche)	Réforme LMD pédicure-podologue (2ème tranche)	Réforme LMD manipulateur d'électroradiologie médicale (2ème tranche)	Réforme LMD infirmier anesthésiste (2ème tranche)	Réforme AFGSU sages-femmes	Total tranche 2014
Auvergne - Rhône-Alpes	0 €	-1 489 €	0 €	197 090 €	14 563 €	20 026 €	230 189 €
Bourgogne - Franche-Comté	0 €	0 €	0 €	0 €	9 985 €	10 722 €	20 707 €
Bretagne	0 €	-339 €	0 €	57 428 €	10 752 €	8 375 €	76 216 €
Centre - Val de Loire	0 €	0 €	0 €	60 339 €	5 171 €	5 623 €	71 133 €
Corse	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Grand-Est	32 069 €	-2 580 €	0 €	138 227 €	8 157 €	21 849 €	197 721 €
Hauts-de-France	0 €	-558 €	0 €	48 035 €	6 532 €	17 405 €	71 414 €
Ile-de-France	0 €	-1 489 €	0 €	200 959 €	0 €	20 038 €	219 507 €
Normandie	0 €	0 €	0 €	48 602 €	10 094 €	10 722 €	69 417 €
Nouvelle-Aquitaine	0 €	-3 723 €	47 102 €	119 731 €	18 033 €	16 738 €	197 882 €
Occitanie	0 €	-417 €	41 656 €	141 180 €	7 614 €	16 619 €	206 652 €
Pays de la Loire	0 €	0 €	1 902 €	49 008 €	0 €	8 788 €	59 677 €
Provence-Alpes-Côte d'Azur	0 €	0 €	0 €	48 950 €	4 544 €	10 734 €	64 228 €
<b>Total métropole</b>	<b>32 069 €</b>	<b>-10 596 €</b>	<b>90 660 €</b>	<b>1 109 547 €</b>	<b>95 446 €</b>	<b>167 619 €</b>	<b>1 484 745 €</b>
Guadeloupe	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Martinique	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Guyane	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Réunion	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Saint-Pierre-et-Miquelon	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Saint-Martin	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Saint-Barthélemy	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Mayotte	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
<b>Total Outre-mer</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>
<b>Total global</b>	<b>32 069 €</b>	<b>-10 596 €</b>	<b>90 660 €</b>	<b>1 109 547 €</b>	<b>95 446 €</b>	<b>167 619 €</b>	<b>1 484 745 €</b>

Annexe n° 1  
Tableaux récapitulatifs des montants de compensation pérenne sous forme de fiscalité transférée (TICPE et TSCA )

Tableau 1 - Les régions (détail)

REGIONS	TRANCHE 2015																		Services des parcs de l'équipement transférés en 2011	Total tranche 2015		
	Réforme LMD manipulateur d'électroradiologie médicale (3ème et dernière tranche)	Réforme LMD infirmier anesthésiste (3ème et dernière tranche)	Réforme LMD pédicure-podologue (3ème tranche)	Transfert de compétences de la loi "Form pro" du 5 mars 2014		Transfert de la gestion des fonds européens - 1ère vague (transfert au 1er juillet 2015)																
				Dépenses de fonctionnement	CFA du Mans Transfert de compétence de l'Institut technique européen des métiers de la musique (ITEMM du Mans) au 1er janvier 2015	Dépenses de fonctionnement	Agents non titulaires (ANT)	Compensation des postes vacants intermédiaires (entre le 01/01/2014 et le 30/06/2015)	Fractions d'emploi	Postes devenus vacants en 2015	Personnels titulaires ayant opté pour la 1ère campagne de droit d'option (option avant le 31/08/2015)	Personnels titulaires ayant opté pour le détachement lors de la 1ère campagne de droit d'option (option avant le 31/08/2015)	Dépenses d'action sociale des personnels titulaires ayant opté lors de la 1ère campagne de droit d'option	Postes devenus vacants en 2016	Personnels titulaires ayant opté pour la 2ème campagne de droit d'option (option avant le 31/08/2016)	Personnels titulaires ayant opté pour le détachement lors de la 2ème campagne de droit d'option (option avant le 31/08/2016)	Dépenses d'action sociale des personnels titulaires ayant opté lors de la 2ème campagne de droit d'option	Postes devenus vacants en 2017			Compensation des dépenses d'action sociale des personnels OPA ayant opté dans le cadre de la 1ère campagne de droit d'option	
Auvergne - Rhône-Alpes	154 991 €	-7 704 €	0 €	27 182 019 €	0 €	41 024 €	41 490 €	0 €	271 828 €	0 €	0 €	0 €	0 €	75 262 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	27 758 910 €
Bourgogne - Franche-Comté	0 €	-6 756 €	0 €	5 997 912 €	0 €	80 333 €	166 106 €	72 996 €	498 612 €	26 621 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	53 672 €	277 €	0 €	0 €	0 €	0 €	6 889 773 €
Bretagne	44 832 €	-6 725 €	0 €	8 722 318 €	0 €	27 515 €	25 496 €	0 €	73 439 €	41 650 €	119 479 €	0 €	308 €	0 €	56 425 €	76 677 €	257 €	0 €	0 €	0 €	0 €	9 181 671 €
Centre - Val de Loire	47 105 €	-3 234 €	0 €	7 121 234 €	0 €	27 310 €	0 €	61 509 €	228 645 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	7 482 870 €
Corse	0 €	0 €	0 €	258 826 €	0 €	12 112 €	0 €	0 €	40 581 €	0 €	31 525 €	0 €	462 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	655 €	344 162 €
Grand-Est	109 857 €	-5 228 €	0 €	21 732 918 €	0 €	50 627 €	0 €	115 885 €	328 527 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	22 332 585 €
Hauts-de-France	36 540 €	-5 371 €	0 €	21 420 340 €	0 €	67 098 €	61 834 €	214 517 €	308 537 €	0 €	39 976 €	66 327 €	813 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	22 210 612 €
Ile-de-France	160 833 €	0 €	0 €	33 164 425 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	33 325 259 €
Normandie	36 795 €	-6 209 €	0 €	12 052 860 €	0 €	84 899 €	17 616 €	39 720 €	457 414 €	33 460 €	40 598 €	0 €	924 €	33 225 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	12 831 302 €
Nouvelle-Aquitaine	93 731 €	-8 802 €	33 994 €	23 540 389 €	0 €	147 551 €	147 177 €	226 724 €	417 745 €	0 €	75 748 €	0 €	1 355 €	39 925 €	136 320 €	51 820 €	462 €	78 668 €	0 €	0 €	0 €	24 982 807 €
Occitanie	113 067 €	-4 253 €	30 215 €	24 471 671 €	0 €	78 290 €	74 959 €	125 288 €	414 343 €	0 €	78 026 €	0 €	308 €	0 €	100 097 €	308 €	41 951 €	0 €	0 €	0 €	0 €	25 524 269 €
Pays de la Loire	37 102 €	0 €	1 362 €	10 160 854 €	608 894 €	37 421 €	128 158 €	18 635 €	94 264 €	0 €	0 €	245 578 €	1 016 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	11 333 284 €
Provence-Alpes-Côte d'Azur	38 528 €	-1 547 €	0 €	8 991 668 €	0 €	43 650 €	47 764 €	39 720 €	294 363 €	0 €	52 487 €	0 €	462 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	9 507 094 €
<b>Total métropole</b>	<b>873 380 €</b>	<b>-55 830 €</b>	<b>65 571 €</b>	<b>204 857 435 €</b>	<b>608 894 €</b>	<b>697 831 €</b>	<b>710 600 €</b>	<b>914 993 €</b>	<b>3 428 299 €</b>	<b>101 731 €</b>	<b>437 838 €</b>	<b>311 905 €</b>	<b>5 649 €</b>	<b>148 412 €</b>	<b>192 745 €</b>	<b>282 266 €</b>	<b>1 304 €</b>	<b>120 619 €</b>	<b>655 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>213 704 299 €</b>
Guadeloupe	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	39 631 €	30 279 €	0 €	145 479 €	49 212 €	0 €	0 €	0 €	50 026 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	314 626 €
Martinique	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	13 561 €	57 332 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	70 893 €
Guyane	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	55 952 €	23 637 €	43 270 €	271 085 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	393 944 €
Réunion	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	2 839 €	0 €	38 953 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	41 792 €
Saint-Pierre-et-Miquelon	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Saint-Martin	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Saint-Barthélemy	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Mayotte	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
<b>Total Outre-mer</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>111 982 €</b>	<b>111 247 €</b>	<b>82 224 €</b>	<b>416 564 €</b>	<b>49 212 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>50 026 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>821 255 €</b>
<b>Total global</b>	<b>873 380 €</b>	<b>-55 830 €</b>	<b>65 571 €</b>	<b>204 857 435 €</b>	<b>608 894 €</b>	<b>809 814 €</b>	<b>821 847 €</b>	<b>997 217 €</b>	<b>3 844 862 €</b>	<b>150 944 €</b>	<b>437 838 €</b>	<b>311 905 €</b>	<b>5 649 €</b>	<b>198 438 €</b>	<b>192 745 €</b>	<b>282 266 €</b>	<b>1 304 €</b>	<b>120 619 €</b>	<b>655 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>214 525 554 €</b>

Annexe n° 1  
Tableaux récapitulatifs des montants de compensation pérenne sous forme de fiscalité transférée (TICPE et TSCA )

Tableau 1 - Les régions (détail)

REGIONS	TRANCHE 2016																		Total tranche 2016	
	Transfert de la gestion des fonds européens - 2ème vague (transfert au 1er janvier 2016)													Services des parcs de l'équipement transférés en 2011	Loi NOTRe	Transfert de compétences de la loi "Form pro" du 5 mars 2014		Réforme LMD pédicure-podologue (4ème tranche)		Réforme LMD masseur-kiné (1ère tranche)
	Dépenses de fonctionnement	Agents non titulaires (ANT)	Compensation des postes vacants intermédiaires (entre le 01/01/2014 et le 31/12/2015)	Fractions d'emploi	Compensation des personnels titulaires ayant opté pour le détachement lors de la 1ère campagne de droit d'option (option avant le 31 août 2015)	Dépenses d'action sociale des personnels titulaires ayant opté lors de la 1ère campagne de droit d'option	Postes devenus vacants en 2016	Personnels titulaires ayant opté pour l'intégration lors de la 2ème campagne de droit d'option (option avant le 31/08/2016)	Personnels titulaires ayant opté pour le détachement lors de la 2ème campagne de droit d'option (option avant le 31/08/2016)	Dépenses d'action sociale des personnels titulaires ayant opté lors de la 2ème campagne de droit d'option	Postes devenus vacants en 2017	Dépenses d'action sociale des personnels titulaires ayant opté lors de la 2ème campagne de droit d'option	Compensation des dépenses d'action sociale des personnels OPA ayant opté dans le cadre de la 2ème campagne de droit d'option			Transfert des CREPS au 1er janvier 2016 - Compensation provisionnelle des dépenses d'investissement	1ère vague de transfert de la formation des détenus en établissement en gestions délégués au 1er janvier 2016			
Auvergne - Rhône-Alpes	92 579 €	0 €	99 804 €	386 307 €	38 773 €	1 016 €	13 384 €	0 €	0 €	0 €			0 €	717 833 €	1 667 323 €	0 €	0 €	138 919 €	3 155 938 €	
Bourgogne - Franche-Comté	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €			0 €	563 411 €	652 626 €	0 €	0 €	65 671 €	1 281 708 €	
Bretagne	2 450 €	0 €	0 €	31 537 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €			0 €	0 €	374 340 €	0 €	0 €	58 598 €	466 925 €	
Centre - Val de Loire	13 938 €	0 €	53 701 €	16 613 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	40 121 €			0 €	33 611 €	0 €	236 662 €	0 €	45 464 €	440 109 €	
Corse	4 658 €	25 802 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	154 €				330 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	30 943 €	
Grand-Est	31 924 €	0 €	0 €	187 527 €	0 €	0 €	0 €	0 €	154 €				0 €	2 006 281 €	424 804 €	0 €	0 €	101 538 €	2 752 228 €	
Hauts-de-France	23 318 €	0 €	0 €	164 817 €	0 €	0 €	0 €	153 513 €	1 243 €		14 083 €		0 €	619 401 €	1 667 303 €	290 783 €	0 €	142 455 €	3 076 918 €	
Ile-de-France	39 216 €	0 €	199 872 €	192 391 €	0 €	0 €	33 460 €	0 €	0 €				0 €	597 105 €	1 204 277 €	0 €	0 €	324 312 €	2 590 635 €	
Normandie	11 270 €	0 €	0 €	73 439 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €				0 €	0 €	445 660 €	0 €	0 €	81 330 €	611 699 €	
Nouvelle-Aquitaine	30 264 €	0 €	0 €	324 673 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €				0 €	1 512 349 €	1 509 026 €	0 €	-165 €	120 733 €	3 491 880 €	
Occitanie	39 868 €	0 €	0 €	361 416 €	0 €	0 €	0 €	60 241 €	154 €				0 €	1 482 364 €	1 065 796 €	0 €	-5 203 €	80 826 €	3 065 462 €	
Pays de la Loire	8 850 €	31 059 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	91 630 €	431 €			0 €	154 228 €	316 621 €	0 €	-164 €	65 671 €	668 326 €	
Provence-Alpes-Côte d'Azur	8 570 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	39 845 €	154 €	-24 105 €		0 €	1 206 705 €	0 €	0 €	0 €	99 516 €	1 330 685 €	
<b>Total métropole</b>	<b>306 907 €</b>	<b>56 861 €</b>	<b>353 377 €</b>	<b>1 738 721 €</b>	<b>38 773 €</b>	<b>1 016 €</b>	<b>46 845 €</b>	<b>60 241 €</b>	<b>284 988 €</b>	<b>2 290 €</b>	<b>16 016 €</b>	<b>14 083 €</b>	<b>330 €</b>	<b>8 873 287 €</b>	<b>9 327 777 €</b>	<b>527 445 €</b>	<b>-10 532 €</b>	<b>1 325 033 €</b>	<b>22 963 457 €</b>	
Guadeloupe	5 044 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €			0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	5 044 €	
Martinique	19 841 €	0 €	4 255 €	96 330 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €			0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	10 103 €	130 529 €	
Guyane	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €			0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
Réunion	32 110 €	0 €	0 €	62 378 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €			0 €	267 517 €	0 €	0 €	0 €	10 103 €	372 107 €	
Saint-Pierre-et-Miquelon	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €			0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
Saint-Martin	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €			0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
Saint-Barthélemy	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €			0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
Mayotte	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €			0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
<b>Total Outre-mer</b>	<b>56 995 €</b>	<b>0 €</b>	<b>4 255 €</b>	<b>158 708 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>267 517 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>20 206 €</b>	<b>507 681 €</b>	
<b>Total global</b>	<b>363 902 €</b>	<b>56 861 €</b>	<b>357 631 €</b>	<b>1 897 429 €</b>	<b>38 773 €</b>	<b>1 016 €</b>	<b>46 845 €</b>	<b>60 241 €</b>	<b>284 988 €</b>	<b>2 290 €</b>	<b>16 016 €</b>	<b>14 083 €</b>	<b>330 €</b>	<b>9 140 804 €</b>	<b>9 327 777 €</b>	<b>527 445 €</b>	<b>-10 532 €</b>	<b>1 345 239 €</b>	<b>23 471 138 €</b>	

## Tableaux récapitulatifs des montants de compensation pérenne sous forme de fiscalité transférée (TICPE et TSCA )

Tableau 1 - Les régions (détail)

REGIONS	TRANCHE 2017																			
	NACRE (Art.7 Loi NOTRe)	DAC forfaitaire transfert de service NACRE	Transfert des CREPS								Réforme LMD masseur-kiné (2ème tranche)	DAC Transfert de service loi form pro 5 mars 2014	Transfert de la gestion des fonds européens - 3ème vague (transfert au 1er janvier 2017)							
			Charges de vacations	Agents non titulaires (ANT) y compris action sociale	Compensation des personnels titulaires ayant opté pour l'intégration lors de la 1ère campagne de droit d'option	Compensation des personnels titulaires ayant opté pour le détachement lors de la 1ère campagne de droit d'option	Compensation des dépenses d'action sociale des titulaires optants	Compensation des postes vacants	Compensation des postes vacants intermédiaires	Compensation des postes devenus vacants en 2017			Dépenses de fonctionnement	Agents non titulaires (ANT)	Compensation des postes vacants intermédiaires (entre le 01/01/2014 et le 31/12/2015)	Fractions d'emploi	Compensation des personnels titulaires ayant opté pour l'intégration lors de la 1ère campagne de droit d'option (option avant le 31 août 2015)	Compensation des personnels titulaires ayant opté pour le détachement lors de la 1ère campagne de droit d'option (option avant le 31 août 2015)	Compensation des dépenses d'action sociale des personnels OPA ayant opté dans le cadre de la 2ème campagne de droit d'option	
Auvergne - Rhône-Alpes	2 466 281 €	20 771 €		252 226 €						94 305 €		195 320 €	265 318 €	4 658 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Bourgogne - Franche-Comté	1 070 228 €	8 816 €		176 295 €						35 646 €	41 814 €	92 333 €	129 781 €	13 463 €	0 €	33 460 €	101 647 €	0 €	0 €	0 €
Bretagne	1 355 250 €	55 683 €										82 389 €	93 520 €	19 960 €	0 €	39 926 €	124 698 €	0 €	0 €	0 €
Centre - Val de Loire	778 483 €	28 895 €		58 943 €	101 290 €		885 €	2 304 €				63 923 €	66 679 €	18 811 €	0 €	77 934 €	71 207 €	0 €	0 €	0 €
Corse	474 982 €	9 050 €										0 €	36 398 €	5 016 €	0 €	0 €	67 929 €	0 €	0 €	0 €
Grand-Est	1 728 441 €	39 330 €		377 379 €				42 386 €			22 596 €	142 760 €	227 245 €	12 206 €	0 €	94 973 €	57 828 €	0 €	0 €	0 €
Hauts-de-France	2 088 747 €	30 640 €		38 468 €								200 292 €	195 641 €	20 961 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Ile-de-France	3 080 749 €	55 957 €		54 624 €	567 004 €		5 312 €					455 983 €	311 165 €	5 124 €	0 €	0 €	6 692 €	0 €	0 €	0 €
Normandie	1 349 516 €	54 296 €										114 351 €	142 488 €	6 055 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Nouvelle-Aquitaine	2 459 010 €	110 433 €		209 899 €	585 933 €	40 291 €	5 607 €	31 779 €	45 571 €			169 751 €	255 701 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Occitanie	2 830 636 €	54 471 €	57 902 €	205 528 €				31 779 €				113 641 €	183 285 €	7 686 €	0 €	33 460 €	0 €	0 €	65 452 €	154 €
Pays de la Loire	1 051 274 €	18 099 €		107 344 €	62 189 €	85 733 €	1 180 €					92 333 €	40 617 €	18 935 €	0 €	27 948 €	150 992 €	0 €	17 056 €	123 €
Provence-Alpes-Côte d'Azur	2 633 563 €	69 510 €		470 150 €	645 140 €	207 201 €	7 082 €	126 403 €	126 175 €			139 920 €	109 247 €	28 414 €	0 €	73 386 €	40 644 €	0 €	57 816 €	308 €
<b>Total métropole</b>	<b>23 367 160 €</b>	<b>555 951 €</b>	<b>57 902 €</b>	<b>1 950 855 €</b>	<b>1 961 556 €</b>	<b>333 224 €</b>	<b>20 066 €</b>	<b>234 651 €</b>	<b>301 697 €</b>	<b>64 410 €</b>	<b>1 862 996 €</b>	<b>2 057 085 €</b>	<b>161 288 €</b>	<b>0 €</b>	<b>381 087 €</b>	<b>621 637 €</b>	<b>0 €</b>	<b>140 324 €</b>	<b>585 €</b>	
Guadeloupe	164 933 €	9 463 €		284 685 €	428 326 €		3 836 €					0 €		3 529 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Martinique	358 702 €	20 845 €										0 €		3 529 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Guyane	51 546 €	5 805 €										0 €		0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Réunion	442 487 €	38 950 €		242 249 €						17 179 €		0 €		24 703 €	0 €	65 317 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Saint-Pierre-et-Miquelon	0 €											0 €		0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Saint-Martin	0 €											0 €		0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Saint-Barthélemy	0 €											0 €		0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Mayotte	0 €											0 €		0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
<b>Total Outre-mer</b>	<b>1 017 668 €</b>	<b>75 063 €</b>	<b>0 €</b>	<b>526 935 €</b>	<b>428 326 €</b>	<b>0 €</b>	<b>3 836 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>17 179 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>31 761 €</b>	<b>0 €</b>	<b>65 317 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>
<b>Total global</b>	<b>24 384 828 €</b>	<b>631 014 €</b>	<b>57 902 €</b>	<b>2 477 790 €</b>	<b>2 389 882 €</b>	<b>333 224 €</b>	<b>23 902 €</b>	<b>234 651 €</b>	<b>301 697 €</b>	<b>81 589 €</b>	<b>1 862 996 €</b>	<b>2 057 085 €</b>	<b>193 049 €</b>	<b>0 €</b>	<b>446 405 €</b>	<b>621 637 €</b>	<b>0 €</b>	<b>140 324 €</b>	<b>585 €</b>	

Tableau 1 - Les régions (détail)

REGIONS	TRANCHE 2017		
	Services des parcs de l'équipement transférés en 2011		Total tranche 2017
	Compensation des dépenses d'action sociale des personnels OPA ayant opté dans le cadre de la 3ème campagne de droit d'option	Compensation des dépenses d'action sociale des personnels OPA à l'extinction des droits d'option	
Auvergne - Rhône-Alpes	0 €	0 €	3 298 879 €
Bourgogne - Franche-Comté	0 €	0 €	1 703 483 €
Bretagne	0 €	0 €	1 771 426 €
Centre - Val de Loire	0 €	0 €	1 269 355 €
Corse	331 €	331 €	594 037 €
Grand-Est	0 €	0 €	2 745 144 €
Hauts-de-France	0 €	0 €	2 574 749 €
Ile-de-France	0 €	0 €	4 542 609 €
Normandie	0 €	0 €	1 666 706 €
Nouvelle-Aquitaine	0 €	0 €	3 913 974 €
Occitanie	0 €	0 €	3 583 994 €
Pays de la Loire	0 €	0 €	1 673 822 €
Provence-Alpes-Côte d'Azur	0 €	0 €	4 734 958 €
<b>Total métropole</b>	<b>331 €</b>	<b>331 €</b>	<b>34 073 136 €</b>
Guadeloupe	0 €	0 €	894 772 €
Martinique	0 €	0 €	383 076 €
Guyane	0 €	0 €	57 351 €
Réunion	0 €	0 €	830 885 €
Saint-Pierre-et-Miquelon	0 €	0 €	0 €
Saint-Martin	0 €	0 €	0 €
Saint-Barthélemy	0 €	0 €	0 €
Mayotte	0 €	0 €	0 €
<b>Total Outre-mer</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>2 166 084 €</b>
<b>Total global</b>	<b>331 €</b>	<b>331 €</b>	<b>36 239 221 €</b>

## Tableaux récapitulatifs des montants de compensation pérenne sous forme de fiscalité transférée (TICPE et TSCA )

Tableau 1 - Les régions (détail)

REGIONS	TRANCHE 2018																							
	DAC Transfert de compétence NACRE Mayotte & 3 Saints	Réforme LMD masseur-kiné (3ème tranche)	Droit à compensation des charges nouvelles résultant de l'arrêté du 18/05/2017 - diplôme d'Etat LMD infirmier - revalorisant les indemnités de stages	Loi formation professionnelle - 5 mars 2014		Transfert de la gestion des fonds européens - 1ère vague (transfert au 1er juillet 2015)						Transfert de la gestion des fonds européens - 2ème vague (transfert au 1er janvier 2016)					Transfert de la gestion des fonds européens - 3ème vague (transfert au 1er janvier 2017)		Transfert de la gestion des fonds européens - 4ème vague (transfert au 1er janvier 2018)		DAC provisionnel revalorisation des bourses au niveau universitaires (décret 28/12/2016)			
				DAC formation pro. des détenus en établissement en gestion déléguée au 01/01/2018	Ajustement pérenne du DAC - établissements en gestion déléguée transférés au 01/01/2016	Compensation en année pleine des postes devenus vacants en 2017	Compensation des personnels titulaires ayant opté pour l'intégration lors de la 3ème campagne de droit d'option (option avant le 01/07/2017)	Compensation des personnels titulaires ayant opté pour le détachement lors de la 3ème campagne de droit d'option (option avant le 01/07/2017)	Compensation des dépenses d'action sociale T2 des personnels titulaires ayant opté lors de la 3ème campagne de droit d'option	Compensation des dépenses d'action sociale hors T2 des personnels titulaires ayant opté lors de la 3ème campagne de droit d'option	Compensation des emplois disparus	Compensation en année pleine des postes devenus vacants en 2017	Compensation des personnels titulaires ayant opté pour le détachement lors de la 3ème campagne de droit d'option (option avant le 31/08/2017)	Compensation des dépenses d'action sociale T2 des personnels titulaires ayant opté lors de la 3ème campagne de droit d'option	Compensation des dépenses d'action sociale hors T2 des personnels titulaires ayant opté lors de la 3ème campagne de droit d'option	Compensation des postes vacants intermédiaires (entre le 01/01/2014 et le 31/12/2015)	Compensation des personnels titulaires ayant opté pour l'intégration lors de la 2ème campagne de droit d'option (option avant le 31/08/2017)	Compensation des postes vacants intermédiaires	Compensation des dépenses de fonctionnement	Compensation des postes vacants intermédiaires (entre le 01/01/2014 et le 31/12/2017)				
Auvergne - Rhône-Alpes	0 €	218 047 €	1 478 956 €	0 €	-10 111 €	37 707 €	285 775 €	0 €	300 €	0 €	0 €	26 932 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	1 449 994 €
Bourgogne - Franche-Comté	0 €	103 077 €	551 590 €	0 €	-94 430 €	42 222 €	174 290 €	0 €	199 €	24 €	60 182 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	892 255 €
Bretagne	0 €	91 976 €	472 443 €	0 €	-76 596 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	773 108 €
Centre - Val de Loire	0 €	71 361 €	479 328 €	598 012 €	0 €	0 €	102 896 €	0 €	150 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	705 619 €
Corse	0 €	0 €	55 405 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	36 109 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	15 369 €
Grand-Est	0 €	159 373 €	1 151 824 €	565 250 €	-70 661 €	0 €	117 767 €	0 €	189 €	24 €	51 355 €	0 €	124 853 €	184 €	24 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	1 911 239 €
Hauts-de-France	0 €	223 597 €	1 643 912 €	641 450 €	-384 713 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	90 640 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	2 672 713 €
Ile-de-France	0 €	509 039 €	2 463 290 €	0 €	-176 019 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	13 642 €	0 €	78 863 €	150 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	3 935 698 €
Normandie	0 €	127 656 €	689 774 €	486 368 €	-74 359 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	204 134 €	388 €	43 €	0 €	0 €	0 €	73 786 €	0 €	0 €	0 €	0 €	1 082 484 €
Nouvelle-Aquitaine	0 €	189 502 €	1 047 403 €	0 €	-248 098 €	45 792 €	133 462 €	219 501 €	535 €	115 €	56 170 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	1 304 326 €
Occitanie	0 €	126 864 €	841 090 €	0 €	-170 273 €	0 €	92 512 €	0 €	150 €	0 €	0 €	0 €	0 €	39 €	19 €	58 272 €	0 €	0 €	2 380 €	0 €	0 €	0 €	0 €	1 328 382 €
Pays de la Loire	0 €	103 076 €	486 314 €	0 €	-55 859 €	0 €	53 295 €	0 €	150 €	0 €	64 194 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	844 605 €
Provence-Alpes-Côte d'Azur	0 €	156 200 €	1 040 534 €	3 897 658 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	52 158 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	1 848 909 €
<b>Total métropole</b>	<b>0 €</b>	<b>2 079 768 €</b>	<b>12 401 863 €</b>	<b>6 188 738 €</b>	<b>-1 361 119 €</b>	<b>125 721 €</b>	<b>959 997 €</b>	<b>219 501 €</b>	<b>1 673 €</b>	<b>163 €</b>	<b>333 810 €</b>	<b>26 932 €</b>	<b>407 850 €</b>	<b>761 €</b>	<b>86 €</b>	<b>58 272 €</b>	<b>90 640 €</b>	<b>73 786 €</b>	<b>2 380 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>18 564 701 €</b>
Guadeloupe	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	34 198 €	78 477 €	0 €	150 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Martinique	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	218 751 €	0 €	300 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	2 644 €	2 006 €	0 €	0 €	0 €
Guyane	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	205 772 €	147 €	72 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Réunion	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	34 198 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	139 582 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Saint-Pierre-et-Miquelon	1 316 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Saint-Martin	53 712 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Saint-Barthélemy	3 489 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Mayotte	192 247 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
<b>Total Outre-mer</b>	<b>250 764 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>34 198 €</b>	<b>297 228 €</b>	<b>205 772 €</b>	<b>597 €</b>	<b>72 €</b>	<b>0 €</b>	<b>34 198 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>139 582 €</b>	<b>2 644 €</b>	<b>2 006 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>
<b>Total global</b>	<b>250 764 €</b>	<b>2 079 768 €</b>	<b>12 401 863 €</b>	<b>6 188 738 €</b>	<b>-1 361 119 €</b>	<b>159 919 €</b>	<b>1 257 225 €</b>	<b>425 273 €</b>	<b>2 270 €</b>	<b>235 €</b>	<b>333 810 €</b>	<b>61 130 €</b>	<b>407 850 €</b>	<b>761 €</b>	<b>86 €</b>	<b>58 272 €</b>	<b>90 640 €</b>	<b>213 368 €</b>	<b>5 024 €</b>	<b>2 006 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>18 564 701 €</b>

Tableau 1 - Les régions (détail)

REGIONS	TRANCHE 2018				
	Transfert des CREPS				Total tranche 2018
	Compensation des personnels titulaires ayant opté pour l'intégration lors de la 1ère campagne de droit d'option	Compensation des personnels titulaires ayant opté pour le détachement lors de la 1ère campagne de droit d'option	Compensation des postes devenus vacants en 2017	Compensation des dépenses d'action sociale des titulaires optants	
Auvergne - Rhône-Alpes					3 487 600 €
Bourgogne - Franche-Comté	250 382 €		55 356 €	2 066 €	1 837 213 €
Bretagne					1 260 931 €
Centre - Val de Loire					1 957 366 €
Corse					106 883 €
Grand-Est	694 144 €	328 363 €	44 755 €	8 557 €	5 087 240 €
Hauts-de-France					4 887 599 €
Ile-de-France					6 824 663 €
Normandie					2 590 274 €
Nouvelle-Aquitaine	237 172 €			2 066 €	2 987 946 €
Occitanie	107 146 €	89 090 €		1 475 €	2 477 146 €
Pays de la Loire					1 495 775 €
Provence-Alpes-Côte d'Azur	33 782 €			295 €	7 029 536 €
<b>Total métropole</b>	<b>1 322 626 €</b>	<b>417 453 €</b>	<b>100 111 €</b>	<b>14 459 €</b>	<b>42 030 172 €</b>
Guadeloupe	41 736 €			295 €	154 856 €
Martinique					223 701 €
Guyane					205 991 €
Réunion	217 720 €		23 361 €	1 475 €	416 336 €
Saint-Pierre-et-Miquelon					1 316 €
Saint-Martin					53 712 €
Saint-Barthélemy					3 489 €
Mayotte					192 247 €
<b>Total Outre-mer</b>	<b>259 456 €</b>	<b>0 €</b>	<b>23 361 €</b>	<b>1 771 €</b>	<b>1 251 649 €</b>
<b>Total global</b>	<b>1 582 082 €</b>	<b>417 453 €</b>	<b>123 472 €</b>	<b>16 230 €</b>	<b>43 281 820 €</b>

## Annexe n° 1

## Tableaux récapitulatifs des montants de compensation pérenne sous forme de fiscalité transférée (TICPE et TSCA )

Tableau 1 - Les régions (détail)

REGIONS	TRANCHE 2019										Total tranches 2005 à 2019	
	Réforme LMD masseur-kiné (4ème tranche)	Transfert des CREPS				Transfert de la gestion des fonds européens -3ème vague - 01/01/2017			Transfert de la gestion des fonds européens -4ème vague - 01/01/2018	DAC Transfert de compétence NACRE Mayotte & 3 Saints		Total tranche 2019
		Compensation des personnels titulaires ayant opté pour l'intégration lors de la 2ème campagne de droit d'option	Compensation des personnels titulaires ayant opté pour le détachement lors de la 2ème campagne de droit d'option	Compensation des postes devenus vacants en 2018	Compensation des dépenses d'action sociale des titulaires optants	Compensation des postes devenus vacants en 2018	Compensation des personnels titulaires ayant opté pour le détachement lors de la 1ère campagne de droit d'option (option avant le 31 août 2018)	Compensation des emplois disparus	Compensation des personnels titulaires ayant opté pour le détachement lors de la 1ère campagne de droit d'option (option avant le 31 août 2018)			
Auvergne - Rhône-Alpes	442 189 €	302 825 €	43 738 €	32 602 €	2 958 €						824 312 €	365 387 381 €
Bourgogne - Franche-Comté	209 035 €	2 400 €		62 700 €	590 €		54 027 €				328 761 €	160 058 313 €
Bretagne	186 523 €										186 523 €	167 493 091 €
Centre - Val de Loire	144 716 €	32 791 €			295 €			13 070 €			190 872 €	126 103 590 €
Corse						43 568 €		-30 497 €			13 071 €	30 183 775 €
Grand-Est	323 200 €	384 146 €	-201 009 €		1 771 €		74 461 €	47 924 €			630 493 €	325 793 114 €
Hauts-de-France	453 445 €	154 323 €		132 791 €	2 655 €			69 708 €			812 922 €	341 026 091 €
Ile-de-France	1 032 310 €	36 521 €			295 €						1 069 126 €	893 915 163 €
Normandie	258 881 €						97 297 €	95 849 €			452 027 €	189 192 937 €
Nouvelle-Aquitaine	384 303 €	77 283 €			885 €		73 300 €				535 771 €	319 439 297 €
Occitanie	257 274 €	346 535 €		63 310 €	3 249 €			196 489 €			866 857 €	265 195 528 €
Pays de la Loire	209 035 €										209 035 €	155 853 879 €
Provence-Alpes-Côte d'Azur	316 768 €	34 120 €	89 165 €		885 €						440 938 €	208 439 109 €
<b>Total métropole</b>	<b>4 217 679 €</b>	<b>1 370 944 €</b>	<b>-68 106 €</b>	<b>291 412 €</b>	<b>13 583 €</b>	<b>43 568 €</b>	<b>299 085 €</b>	<b>382 543 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>6 560 708 €</b>	<b>3 548 081 288 €</b>
Guadeloupe			115 777 €	41 843 €	885 €		155 537 €				314 042 €	1 683 341 €
Martinique								52 281 €	72 646 €		124 927 €	933 126 €
Guyane											0 €	667 286 €
Réunion		144 378 €	59 385 €		1 180 €		85 334 €				290 277 €	1 951 398 €
Saint-Pierre-et-Miquelon										350 €	350 €	1 666 €
Saint-Martin										-219 €	-219 €	53 493 €
Saint-Barthélemy										337 €	337 €	3 826 €
Mayotte										-146 908 €	-146 908 €	45 339 €
<b>Total Outre-mer</b>	<b>0 €</b>	<b>144 378 €</b>	<b>175 162 €</b>	<b>41 843 €</b>	<b>2 065 €</b>	<b>0 €</b>	<b>240 871 €</b>	<b>52 281 €</b>	<b>72 646 €</b>	<b>-146 440 €</b>	<b>582 806 €</b>	<b>5 329 475 €</b>
<b>Total global</b>	<b>4 217 679 €</b>	<b>1 515 322 €</b>	<b>107 056 €</b>	<b>333 255 €</b>	<b>15 648 €</b>	<b>43 568 €</b>	<b>539 956 €</b>	<b>444 824 €</b>	<b>72 646 €</b>	<b>-146 440 €</b>	<b>7 143 514 €</b>	<b>3 553 410 743 €</b>

## Annexe n° 1

### Tableaux récapitulatifs des montants de compensation pérenne sous forme de fiscalité transférée (TICPE et TSCA)

Tableau 2 - Les départements (synthèse)

Compensation LRL (TICPE / TSCA)	
Tranche	Total
2005	136 686 719 €
2006	126 395 562 €
2007	1 013 252 455 €
2008	1 099 723 799 €
2009	322 476 888 €
2010	85 523 570 €
2011	17 869 250 €
2012	13 059 382 €
2013	4 296 897 €
2014	2 314 876 €
2015	623 678 €
2016	242 908 €
2017	302 452 €
2018	0 €
2019	0 €
<b>Total</b>	<b>2 822 768 436 €</b>

## Annexe n° 1

## Tableaux récapitulatifs des montants de compensation pérenne sous forme de fiscalité transférée (TICPE et TSCA)

Tableau 2 - Les départements (détail)

Départements	TRANCHE 2005	TRANCHE 2006	TRANCHE 2007	TRANCHE 2008	TRANCHE 2009	TRANCHE 2010
Ain	866 429 €	7 993 €	12 303 991 €	10 838 027 €	4 156 447 €	1 604 529 €
Aisne	1 516 216 €	346 544 €	7 967 242 €	10 515 700 €	4 883 563 €	1 545 021 €
Allier	666 669 €	100 553 €	8 232 287 €	10 070 980 €	1 235 182 €	946 411 €
Alpes-de-Haute-Provence	653 078 €	58 465 €	3 474 500 €	6 424 787 €	3 872 814 €	794 729 €
Hautes-Alpes	284 101 €	74 203 €	3 813 493 €	4 127 441 €	2 056 757 €	1 103 445 €
Alpes-Maritimes	2 324 176 €	961 823 €	19 737 116 €	18 499 480 €	2 637 062 €	452 571 €
Ardèche	545 132 €	188 386 €	7 873 055 €	9 346 237 €	2 322 278 €	674 876 €
Ardennes	724 398 €	-145 316 €	6 600 368 €	9 671 146 €	739 464 €	528 444 €
Ariège	717 236 €	41 171 €	2 545 801 €	5 234 604 €	1 924 824 €	309 063 €
Aube	750 210 €	360 092 €	6 134 249 €	10 618 149 €	1 749 094 €	572 068 €
Aude	877 177 €	131 977 €	8 693 997 €	10 261 090 €	328 825 €	168 204 €
Aveyron	580 128 €	285 295 €	6 109 418 €	11 350 862 €	1 680 956 €	1 348 368 €
Bouches-du-Rhône	6 163 488 €	2 810 095 €	34 088 528 €	18 066 329 €	3 170 325 €	271 980 €
Calvados	1 646 374 €	593 460 €	11 001 224 €	8 853 809 €	6 242 636 €	2 957 098 €
Cantal	468 476 €	170 440 €	3 672 681 €	3 809 997 €	4 398 883 €	3 355 135 €
Charente	839 535 €	128 758 €	3 259 850 €	11 297 984 €	1 489 461 €	171 401 €
Charente-Maritime	1 264 670 €	204 333 €	10 666 558 €	13 182 429 €	1 911 877 €	752 186 €
Cher	957 401 €	213 163 €	6 232 718 €	8 349 564 €	1 052 757 €	906 022 €
Corrèze	569 924 €	146 013 €	6 251 785 €	10 912 377 €	2 108 962 €	649 230 €
Corse-du-Sud	431 508 €	0 €	219 821 €	4 274 759 €	467 899 €	396 831 €
Haute-Corse	463 790 €	0 €	217 354 €	4 673 376 €	300 504 €	141 908 €
Côte-d'Or	1 314 833 €	625 382 €	12 495 577 €	15 180 647 €	1 179 629 €	181 188 €
Côtes-d'Armor	1 127 285 €	217 312 €	9 571 342 €	12 624 167 €	1 547 091 €	227 807 €
Creuse	563 316 €	-46 027 €	1 661 053 €	4 914 714 €	3 800 650 €	692 521 €
Dordogne	859 406 €	262 950 €	7 262 221 €	9 514 578 €	2 449 142 €	808 784 €
Doubs	1 265 642 €	182 459 €	7 888 336 €	12 713 519 €	1 760 261 €	334 582 €
Drôme	1 007 017 €	652 093 €	8 145 323 €	12 250 602 €	867 489 €	115 900 €
Eure	856 937 €	-38 784 €	8 529 910 €	13 540 883 €	3 647 781 €	365 227 €
Eure-et-Loir	947 199 €	346 881 €	6 239 106 €	8 989 256 €	5 049 560 €	1 587 150 €
Finistère	1 749 063 €	636 491 €	11 073 310 €	13 166 926 €	1 790 465 €	438 387 €
Gard	1 873 387 €	454 418 €	13 953 338 €	11 506 269 €	1 083 212 €	472 932 €

## Annexe n° 1

## Tableaux récapitulatifs des montants de compensation pérenne sous forme de fiscalité transférée (TICPE et TSCA)

Tableau 2 - Les départements (détail)

Départements	TRANCHE 2005	TRANCHE 2006	TRANCHE 2007	TRANCHE 2008	TRANCHE 2009	TRANCHE 2010
Haute-Garonne	2 269 987 €	387 390 €	24 516 855 €	16 381 761 €	1 260 954 €	858 077 €
Gers	487 185 €	-12 499 €	2 916 646 €	8 491 746 €	808 522 €	35 505 €
Gironde	3 123 992 €	1 846 410 €	14 260 934 €	23 262 752 €	6 907 876 €	305 281 €
Hérault	2 703 037 €	804 855 €	16 518 876 €	12 195 142 €	2 502 081 €	1 350 183 €
Ille-et-Vilaine	1 747 932 €	1 154 133 €	18 404 727 €	9 785 416 €	834 761 €	705 502 €
Indre	548 862 €	141 354 €	2 863 598 €	5 595 541 €	4 589 767 €	2 535 541 €
Indre-et-Loire	1 490 293 €	568 713 €	9 127 336 €	11 439 539 €	3 342 769 €	800 999 €
Isère	2 282 353 €	908 195 €	24 906 594 €	19 065 607 €	2 717 851 €	691 186 €
Jura	557 688 €	-31 664 €	7 124 027 €	6 435 431 €	3 295 289 €	2 017 104 €
Landes	665 099 €	239 841 €	5 405 397 €	11 631 717 €	1 750 993 €	696 074 €
Loir-et-Cher	910 690 €	247 381 €	4 403 659 €	7 962 107 €	2 448 637 €	730 825 €
Loire	1 452 911 €	1 055 747 €	13 389 735 €	11 802 005 €	2 722 080 €	311 533 €
Haute-Loire	343 595 €	203 886 €	3 015 140 €	10 599 253 €	1 946 819 €	560 311 €
Loire-Atlantique	2 283 414 €	412 848 €	21 059 247 €	15 780 900 €	1 409 237 €	1 053 597 €
Loiret	1 545 030 €	834 305 €	12 757 929 €	8 816 560 €	4 257 486 €	2 112 132 €
Lot	490 788 €	106 646 €	4 442 730 €	9 296 351 €	1 713 216 €	876 815 €
Lot-et-Garonne	673 549 €	129 986 €	3 985 830 €	5 814 334 €	2 894 951 €	903 630 €
Lozère	250 637 €	101 894 €	3 432 597 €	5 096 456 €	1 968 607 €	516 151 €
Maine-et-Loire	1 301 570 €	597 406 €	15 883 619 €	8 210 257 €	4 306 863 €	1 783 468 €
Manche	894 377 €	82 844 €	7 790 382 €	12 675 124 €	4 407 300 €	613 528 €
Marne	1 111 571 €	1 696 674 €	7 618 774 €	11 847 507 €	2 525 895 €	973 139 €
Haute-Marne	475 475 €	71 059 €	3 477 200 €	8 835 835 €	2 853 666 €	844 787 €
Mayenne	436 518 €	152 165 €	6 512 839 €	5 536 146 €	2 237 009 €	275 772 €
Meurthe-et-Moselle	2 129 766 €	510 555 €	12 639 032 €	12 308 146 €	961 430 €	433 511 €
Meuse	770 581 €	98 142 €	3 654 409 €	6 448 411 €	3 110 713 €	813 138 €
Morbihan	986 269 €	455 973 €	12 410 420 €	10 456 065 €	1 169 129 €	96 997 €
Moselle	1 770 086 €	1 331 835 €	10 777 220 €	17 210 931 €	10 390 076 €	1 731 869 €
Nièvre	747 417 €	-3 884 €	5 694 709 €	9 870 073 €	585 833 €	282 601 €
Nord	5 989 703 €	5 274 954 €	54 791 154 €	17 114 984 €	2 652 703 €	321 751 €
Oise	1 363 943 €	-173 979 €	14 882 084 €	10 560 530 €	2 708 989 €	1 549 234 €
Orne	732 588 €	422 730 €	6 430 261 €	9 315 665 €	1 949 632 €	319 153 €
Pas-de-Calais	3 599 602 €	1 551 418 €	33 453 729 €	16 335 667 €	4 559 480 €	1 132 584 €
Puy-de-Dôme	1 306 774 €	549 141 €	8 003 742 €	26 172 717 €	2 538 871 €	608 723 €
Pyrénées-Atlantiques	1 515 551 €	469 487 €	8 832 740 €	10 950 166 €	3 821 959 €	740 299 €

## Annexe n° 1

## Tableaux récapitulatifs des montants de compensation pérenne sous forme de fiscalité transférée (TICPE et TSCA)

Tableau 2 - Les départements (détail)

Départements	TRANCHE 2005	TRANCHE 2006	TRANCHE 2007	TRANCHE 2008	TRANCHE 2009	TRANCHE 2010
Hautes-Pyrénées	661 510 €	106 793 €	3 920 141 €	8 387 110 €	2 105 512 €	734 058 €
Pyrénées-Orientales	1 297 477 €	230 507 €	4 861 587 €	10 642 343 €	1 887 656 €	211 807 €
Bas-Rhin	1 721 277 €	1 580 852 €	19 930 648 €	11 796 393 €	2 348 871 €	518 956 €
Haut-Rhin	1 226 820 €	928 991 €	14 626 711 €	7 070 692 €	955 546 €	568 336 €
Rhône	3 136 913 €	5 964 337 €	22 511 729 €	17 788 310 €	6 055 953 €	366 757 €
Haute-Saône	475 202 €	-256 803 €	3 588 602 €	6 303 139 €	2 011 800 €	438 302 €
Saône-et-Loire	1 333 669 €	120 846 €	12 853 726 €	12 509 770 €	1 784 872 €	353 470 €
Sarthe	1 358 465 €	190 110 €	14 484 382 €	8 940 214 €	2 825 387 €	1 148 344 €
Savoie	799 417 €	706 889 €	12 918 911 €	13 610 515 €	2 797 361 €	1 114 124 €
Haute-Savoie	1 269 469 €	408 728 €	18 731 704 €	12 720 939 €	1 357 861 €	898 209 €
Paris	5 503 941 €	33 858 654 €	15 775 061 €	6 803 144 €	3 271 724 €	2 304 052 €
Seine-Maritime	3 022 200 €	-1 244 273 €	17 066 290 €	23 094 750 €	4 520 238 €	1 188 805 €
Seine-et-Marne	1 977 935 €	1 809 549 €	15 996 111 €	22 773 700 €	9 404 431 €	592 390 €
Yvelines	2 391 064 €	5 862 736 €	13 281 979 €	17 762 463 €	8 569 688 €	798 115 €
Deux-Sèvres	689 637 €	477 397 €	7 569 815 €	8 458 837 €	426 682 €	206 961 €
Somme	1 297 791 €	588 700 €	12 393 054 €	5 699 811 €	7 072 935 €	2 378 558 €
Tarn	725 983 €	13 956 €	5 421 109 €	10 957 953 €	1 048 251 €	190 966 €
Tarn-et-Garonne	569 156 €	-13 829 €	4 729 483 €	5 367 126 €	1 276 533 €	133 715 €
Var	1 822 800 €	229 583 €	14 589 272 €	16 816 278 €	3 458 842 €	267 280 €
Vaucluse	1 385 672 €	543 834 €	6 899 471 €	10 319 795 €	873 001 €	404 735 €
Vendée	787 121 €	505 571 €	11 952 055 €	9 964 696 €	1 672 704 €	994 113 €
Vienne	873 784 €	24 318 €	5 127 039 €	10 893 904 €	1 309 086 €	505 691 €
Haute-Vienne	1 304 130 €	528 743 €	2 825 136 €	10 542 915 €	1 593 283 €	190 341 €
Vosges	842 091 €	207 354 €	6 142 811 €	12 687 790 €	485 258 €	99 963 €
Yonne	704 496 €	-234 389 €	8 225 527 €	8 473 797 €	2 868 956 €	1 166 906 €
Territoire-de-Belfort	357 975 €	29 690 €	3 249 999 €	1 660 877 €	345 814 €	410 479 €
Essonne	2 359 021 €	1 757 841 €	22 853 943 €	12 014 547 €	3 049 274 €	651 600 €
Hauts-de-Seine	1 495 974 €	20 935 538 €	11 127 555 €	14 634 404 €	6 472 216 €	865 073 €
Seine-Saint-Denis	4 566 983 €	7 895 226 €	7 135 394 €	20 819 774 €	11 671 831 €	438 148 €
Val-de-Marne	2 361 953 €	4 866 924 €	10 847 596 €	14 753 605 €	7 875 456 €	1 753 246 €
Val-d'Oise	1 889 039 €	2 258 861 €	11 525 023 €	18 532 255 €	8 031 433 €	1 865 729 €
<b>TOTAL METROPOLE</b>	<b>134 041 998 €</b>	<b>123 039 796 €</b>	<b>1 004 461 583 €</b>	<b>1 080 883 377 €</b>	<b>279 485 747 €</b>	<b>78 214 227 €</b>
Guadeloupe	711 377 €	1 401 444 €	2 139 652 €	4 146 165 €	8 128 463 €	2 902 173 €
Martinique	505 710 €	968 435 €	1 748 851 €	7 390 370 €	3 259 145 €	608 555 €
Guyane	273 591 €	1 002 805 €	2 095 982 €	2 411 169 €	3 562 985 €	15 161 €
Réunion	1 154 044 €	-16 917 €	2 806 387 €	4 892 718 €	28 040 548 €	3 783 454 €
<b>TOTAL OUTRE-MER</b>	<b>2 644 722 €</b>	<b>3 355 767 €</b>	<b>8 790 872 €</b>	<b>18 840 421 €</b>	<b>42 991 140 €</b>	<b>7 309 343 €</b>
<b>TOTAL GLOBAL</b>	<b>136 686 719 €</b>	<b>126 395 562 €</b>	<b>1 013 252 455 €</b>	<b>1 099 723 799 €</b>	<b>322 476 888 €</b>	<b>85 523 570 €</b>

## Annexe n° 1

## Tableaux récapitulatifs des montants de compensation pérenne sous forme de fiscalité transférée (TICPE et TSCA)

Tableau 2 - Les départements (détail)

Départements	TRANCHE 2011											
	Personnels Equipement - Services transférés en 2008 (RD de Seine-Saint-Denis, RNIL et voies d'eau) (Personnels ayant opté au 16/11/2009 et action sociale, postes d'OPA vacants 2011, emplois disparus)	Personnels Equipement - Services transférés en 2009 (RNIL et voies d'eau)			Services des parcs de l'équipement transférés en 2010			Services des parcs de l'équipement transférés en 2011				
		Personnels ayant opté au 31/08/2010 (2ème campagne d'option)	Dépenses d'action sociale des personnels ayant opté au 31/08/2010	Postes devenus vacants en 2011	Personnels ayant opté au 31/08/2010 (1ère campagne d'option)	Dépenses d'action sociale des personnels ayant opté au 31/08/2010	Postes constatés vacants en 2011	Personnels non titulaires	Dépenses de fonctionnement	Charges de vacations	Vacants intermédiaires	Postes constatés vacants en 2011
Ain	0 €	0 €	0 €	0 €	70 632 €	530 €	18 267 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Aisne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	4 198 €	2 909 €	14 077 €	0 €
Allier	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	7 060 €	3 574 €	148 848 €	0 €
Alpes-de-Haute-Provence	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	6 837 €	2 405 €	81 293 €	0 €
Hautes-Alpes	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	1 353 €	2 531 €	11 262 €	0 €
Alpes-Maritimes	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	1 584 €	2 873 €	20 380 €	0 €
Ardèche	0 €	0 €	0 €	0 €	113 260 €	530 €	28 154 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Ardennes	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	21 961 €	2 191 €	75 427 €	30 445 €
Ariège	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	51 636 €	6 136 €	2 155 €	56 022 €	0 €
Aube	0 €	0 €	0 €	0 €	181 128 €	1 326 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Aude	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	2 115 €	29 169 €	28 154 €
Aveyron	0 €	0 €	0 €	0 €	101 599 €	795 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Bouches-du-Rhône	0 €	0 €	0 €	0 €	216 799 €	1 591 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Calvados	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Cantal	0 €	0 €	0 €	0 €	166 277 €	1 061 €	66 468 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Charente	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	2 903 €	2 291 €	59 419 €	0 €
Charente-Maritime	84 124 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	4 994 €	121 035 €	0 €
Cher	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	5 644 €	2 459 €	51 003 €	0 €
Corrèze	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	5 781 €	3 098 €	0 €	30 445 €
Corse-du-Sud	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	4 367 €	1 812 €	0 €	0 €
Haute-Corse	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	1 258 €	20 575 €	0 €
Côte-d'Or	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	3 614 €	25 664 €	29 169 €
Côtes-d'Armor	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	2 043 €	3 432 €	157 085 €	28 029 €
Creuse	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	4 175 €	2 157 €	34 191 €	0 €
Dordogne	0 €	0 €	0 €	0 €	540 706 €	3 977 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Doubs	0 €	0 €	0 €	0 €	93 338 €	795 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Drôme	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	2 598 €	81 122 €	28 154 €
Eure	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	4 093 €	3 143 €	79 389 €	0 €
Eure-et-Loir	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	4 272 €	136 120 €	28 154 €
Finistère	0 €	0 €	0 €	0 €	208 056 €	1 326 €	28 154 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Gard	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	3 941 €	3 806 €	65 880 €	28 154 €

## Annexe n° 1

## Tableaux récapitulatifs des montants de compensation pérenne sous forme de fiscalité transférée (TICPE et TSCA)

Tableau 2 - Les départements (détail)

Départements	TRANCHE 2011											
	Personnels Equipement - Services transférés en 2008 (RD de Seine-Saint-Denis, RNIL et voies d'eau) (Personnels ayant opté au 16/11/2009 et action sociale, postes d'OPA vacants 2011, emplois disparus)	Personnels Equipement - Services transférés en 2009 (RNIL et voies d'eau)			Services des parcs de l'équipement transférés en 2010			Services des parcs de l'équipement transférés en 2011				
		Personnels ayant opté au 31/08/2010 (2ème campagne d'option)	Dépenses d'action sociale des personnels ayant opté au 31/08/2010	Postes devenus vacants en 2011	Personnels ayant opté au 31/08/2010 (1ère campagne d'option)	Dépenses d'action sociale des personnels ayant opté au 31/08/2010	Postes constatés vacants en 2011	Personnels non titulaires	Dépenses de fonctionnement	Charges de vacations	Vacants intermédiaires	Postes constatés vacants en 2011
Haute-Garonne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	6 464 €	7 040 €	111 587 €	58 599 €
Gers	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	3 030 €	3 112 €	30 406 €	0 €
Gironde	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	7 412 €	4 142 €	124 168 €	28 154 €
Hérault	0 €	0 €	0 €	0 €	37 179 €	265 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Ille-et-Vilaine	4 733 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	21 567 €	5 690 €	6 437 €	125 067 €	28 154 €
Indre	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	6 894 €	4 050 €	158 843 €	0 €
Indre-et-Loire	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	4 994 €	2 259 €	80 690 €	0 €
Isère	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	3 685 €	93 789 €	0 €
Jura	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	3 769 €	3 194 €	77 633 €	28 154 €
Landes	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	12 009 €	2 791 €	0 €	30 445 €
Loir-et-Cher	0 €	0 €	0 €	0 €	235 135 €	1 856 €	50 677 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Loire	0 €	0 €	0 €	0 €	167 921 €	1 326 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Haute-Loire	0 €	0 €	0 €	0 €	91 781 €	795 €	63 652 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Loire-Atlantique	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	49 149 €	9 744 €	4 741 €	236 034 €	0 €
Loiret	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Lot	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	1 417 €	1 891 €	57 323 €	0 €
Lot-et-Garonne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	3 741 €	2 156 €	60 627 €	0 €
Lozère	0 €	0 €	0 €	0 €	149 766 €	1 061 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Maine-et-Loire	0 €	145 967 €	1 107 €	25 664 €	0 €	0 €	0 €	0 €	6 093 €	2 160 €	15 578 €	0 €
Manche	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	10 085 €	3 229 €	111 019 €	0 €
Marne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	22 523 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Haute-Marne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	29 169 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Mayenne	41 198 €	0 €	0 €	0 €	93 522 €	530 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Meurthe-et-Moselle	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	1 638 €	2 320 €	15 058 €	0 €
Meuse	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	4 973 €	2 329 €	74 387 €	0 €
Morbihan	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	6 258 €	1 970 €	18 082 €	0 €
Moselle	6 843 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	9 046 €	3 939 €	109 318 €	28 154 €
Nièvre	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	2 598 €	2 726 €	88 790 €	29 169 €
Nord	2 613 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	4 550 €	3 064 €	119 646 €	0 €
Oise	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	5 572 €	2 213 €	107 356 €	0 €
Orne	0 €	0 €	0 €	0 €	341 216 €	1 856 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Pas-de-Calais	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	8 524 €	4 962 €	104 733 €	86 753 €
Puy-de-Dôme	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	9 569 €	4 801 €	124 134 €	0 €
Pyrénées-Atlantiques	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	13 474 €	4 168 €	137 794 €	0 €

## Annexe n° 1

## Tableaux récapitulatifs des montants de compensation pérenne sous forme de fiscalité transférée (TICPE et TSCA)

Tableau 2 - Les départements (détail)

Départements	TRANCHE 2011											
	Personnels Equipement - Services transférés en 2008 (RD de Seine-Saint-Denis, RNIL et voies d'eau) (Personnels ayant opté au 16/11/2009 et action sociale, postes d'OPA vacants 2011, emplois disparus)	Personnels Equipement - Services transférés en 2009 (RNIL et voies d'eau)			Services des parcs de l'équipement transférés en 2010			Services des parcs de l'équipement transférés en 2011				
		Personnels ayant opté au 31/08/2010 (2ème campagne d'option)	Dépenses d'action sociale des personnels ayant opté au 31/08/2010	Postes devenus vacants en 2011	Personnels ayant opté au 31/08/2010 (1ère campagne d'option)	Dépenses d'action sociale des personnels ayant opté au 31/08/2010	Postes constatés vacants en 2011	Personnels non titulaires	Dépenses de fonctionnement	Charges de vacations	Vacants intermédiaires	Postes constatés vacants en 2011
Hautes-Pyrénées	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	4 878 €	3 575 €	18 863 €	38 314 €
Pyrénées-Orientales	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	3 147 €	2 755 €	64 676 €	11 262 €
Bas-Rhin	0 €	0 €	0 €	0 €	160 292 €	905 €	28 154 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Haut-Rhin	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	362 €	2 037 €	25 314 €	0 €
Rhône	0 €	0 €	0 €	0 €	25 157 €	265 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Haute-Saône	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	9 755 €	2 576 €	97 278 €	0 €
Saône-et-Loire	0 €	0 €	0 €	0 €	30 552 €	265 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Sarthe	0 €	0 €	0 €	0 €	74 075 €	530 €	66 468 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Savoie	0 €	0 €	0 €	0 €	67 624 €	530 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Haute-Savoie	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	23 702 €	8 191 €	4 585 €	139 814 €	42 556 €
Paris	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Seine-Maritime	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	2 451 €	113 572 €	28 154 €
Seine-et-Marne	2 297 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	8 333 €	5 193 €	110 662 €	0 €
Yvelines	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	3 871 €	794 €	28 154 €	0 €
Deux-Sèvres	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	1 922 €	0 €	68 759 €
Somme	142 102 €	0 €	0 €	0 €	393 521 €	2 653 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Tarn	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	427 €	3 620 €	164 847 €	0 €
Tarn-et-Garonne	0 €	0 €	0 €	0 €	123 397 €	795 €	28 154 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Var	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	8 058 €	1 851 €	29 169 €	22 523 €
Vaucluse	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	1 587 €	45 012 €	58 338 €
Vendée	0 €	0 €	0 €	0 €	267 683 €	1 591 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Vienne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	1 665 €	1 323 €	103 689 €	0 €
Haute-Vienne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	3 121 €	97 126 €	0 €
Vosges	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	42 699 €	1 537 €	3 634 €	14 306 €	38 314 €
Yonne	0 €	0 €	0 €	0 €	134 802 €	1 061 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Territoire-de-Belfort	0 €	0 €	0 €	0 €	67 027 €	530 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Essonne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	1 414 €	0 €	0 €	0 €
Hauts-de-Seine	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	484 €	654 €	32 096 €	0 €
Seine-Saint-Denis	1 039 441 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	711 €	24 978 €	0 €
Val-de-Marne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	905 €	906 €	91 389 €	0 €
Val-d'Oise	0 €	0 €	0 €	0 €	122 737 €	795 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
<b>TOTAL METROPOLE</b>	<b>1 323 351 €</b>	<b>145 967 €</b>	<b>1 107 €</b>	<b>25 664 €</b>	<b>4 275 182 €</b>	<b>29 540 €</b>	<b>429 840 €</b>	<b>188 753 €</b>	<b>282 647 €</b>	<b>186 361 €</b>	<b>4 650 968 €</b>	<b>856 506 €</b>
Guadeloupe	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	492 €	15 485 €	0 €
Martinique	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	280 €	24 180 €	0 €
Guyane	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Réunion	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
<b>TOTAL OUTRE-MER</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>772 €</b>	<b>39 665 €</b>	<b>0 €</b>
<b>TOTAL GLOBAL</b>	<b>1 323 351 €</b>	<b>145 967 €</b>	<b>1 107 €</b>	<b>25 664 €</b>	<b>4 275 182 €</b>	<b>29 540 €</b>	<b>429 840 €</b>	<b>188 753 €</b>	<b>282 647 €</b>	<b>187 133 €</b>	<b>4 690 633 €</b>	<b>856 506 €</b>

## Annexe n° 1

## Tableaux récapitulatifs des montants de compensation pérenne sous forme de fiscalité transférée (TICPE et TSCA)

Tableau 2 - Les départements (détail)

Départements	TRANCHE 2011												TRANCHE 2011	
	Personnels des affaires sanitaires et sociales (RMI, loi LRL hors LAV et LAV)					Personnels de l'intérieur (FSL)	Personnels des services de l'aménagement foncier transférés en 2008 (Personnels ayant opté au 31/12/2009 et 1% formation, emplois disparus)	Personnels des services de l'aménagement foncier transférés en 2009 (personnels ayant opté au 31/08/2010, 1% formation et postes vacants 2011)	Personnels des services en charge des voies d'eau transférés en 2011	Personnels des services de l'aménagement foncier transférés en 2010				
	Personnels ayant opté au 20/08/2010 (dernière campagne d'option)	Dépenses d'action sociale des personnels ayant opté au 20 août 2010	1% formation des personnels ayant opté au 20/08/2010	Postes constatés vacants en 2011	Compensation des emplois disparus					Personnels ayant opté au 31/08/2010 (1ère campagne d'option)	1% formation des personnels ayant opté au 31/08/2010	Postes devenus vacants en 2011		
Ain	0 €	0 €	0 €	0 €	18 971 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	108 400 €
Aisne	33 241 €	201 €	238 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	54 864 €
Allier	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	159 482 €
Alpes-de-Haute-Provence	36 458 €	201 €	211 €	0 €	2 656 €	0 €	2 101 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	132 163 €
Hautes-Alpes	39 681 €	201 €	236 €	0 €	11 383 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	66 648 €
Alpes-Maritimes	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	24 837 €
Ardèche	0 €	0 €	0 €	0 €	2 101 €	0 €	2 915 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	146 961 €
Ardennes	0 €	0 €	0 €	0 €	22 765 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	152 789 €
Ariège	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	27 850 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	143 799 €
Aube	0 €	0 €	0 €	0 €	16 636 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	199 090 €
Aude	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	45 578 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	105 016 €
Aveyron	0 €	0 €	0 €	0 €	26 267 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	128 661 €
Bouches-du-Rhône	33 651 €	201 €	240 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	252 482 €
Calvados	56 960 €	201 €	332 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	57 492 €
Cantal	28 419 €	201 €	204 €	0 €	26 267 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	288 897 €
Charente	0 €	0 €	0 €	0 €	71 505 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	136 118 €
Charente-Maritime	0 €	0 €	0 €	0 €	75 561 €	0 €	0 €	36 964 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	322 678 €
Cher	0 €	0 €	0 €	0 €	37 942 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	97 048 €
Corrèze	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	39 324 €
Corse-du-Sud	229 411 €	1 207 €	1 615 €	0 €	33 010 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	271 422 €
Haute-Corse	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	21 833 €
Côte-d'Or	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	58 447 €
Côtes-d'Armor	0 €	0 €	0 €	24 230 €	83 296 €	0 €	0 €	34 050 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	332 165 €
Creuse	91 591 €	604 €	577 €	0 €	14 222 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	147 516 €
Dordogne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	544 683 €
Doubs	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	94 133 €
Drôme	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	2 072 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	113 946 €
Eure	0 €	0 €	0 €	0 €	25 523 €	0 €	0 €	95 714 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	207 861 €
Eure-et-Loir	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	44 639 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	213 185 €
Finistère	29 798 €	201 €	213 €	0 €	111 299 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	379 048 €
Gard	0 €	0 €	0 €	0 €	73 548 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	175 329 €

## Annexe n° 1

## Tableaux récapitulatifs des montants de compensation pérenne sous forme de fiscalité transférée (TICPE et TSCA)

Tableau 2 - Les départements (détail)

Départements	TRANCHE 2011												
	Personnels des affaires sanitaires et sociales (RMI, loi LRL hors LAV et LAV)					Personnels de l'intérieur (FSL)	Personnels des services de l'aménagement foncier transférés en 2008 (Personnels ayant opté au 31/12/2009 et 1% formation, emplois disparus)	Personnels des services de l'aménagement foncier transférés en 2009 (personnels ayant opté au 31/08/2010, 1% formation et postes vacants 2011)	Personnels des services en charge des voies d'eau transférés en 2011	Personnels des services de l'aménagement foncier transférés en 2010			TRANCHE 2011
	Personnels ayant opté au 20/08/2010 (dernière campagne d'option)	Dépenses d'action sociale des personnels ayant opté au 20 août 2010	1% formation des personnels ayant opté au 20/08/2010	Postes constatés vacants en 2011	Compensation des emplois disparus	Personnels ayant opté au 20/08/2010 (dernière campagne d'option), action sociale et 1% formation		Indemnités de service fait	Personnels ayant opté au 31/08/2010 (1ère campagne d'option)	1% formation des personnels ayant opté au 31/08/2010	Postes devenus vacants en 2011		
Haute-Garonne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	183 690 €
Gers	0 €	0 €	0 €	0 €	18 971 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	55 519 €
Gironde	0 €	0 €	0 €	0 €	112 663 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	276 539 €
Hérault	0 €	0 €	0 €	0 €	109 008 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	146 452 €
Ille-et-Vilaine	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	64 654 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	256 302 €
Indre	0 €	0 €	0 €	0 €	45 967 €	0 €	56 182 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	271 936 €
Indre-et-Loire	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	48 213 €	0 €	0 €	0 €	0 €	136 156 €
Isère	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	33 325 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	130 799 €
Jura	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	29 083 €	0 €	0 €	0 €	0 €	141 833 €
Landes	0 €	0 €	0 €	0 €	15 469 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	60 714 €
Loir-et-Cher	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	12 494 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	300 162 €
Loire	0 €	0 €	0 €	0 €	55 161 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	224 408 €
Haute-Loire	0 €	0 €	0 €	0 €	38 292 €	0 €	43 319 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	237 838 €
Loire-Atlantique	0 €	0 €	0 €	0 €	43 638 €	0 €	0 €	143 216 €	0 €	0 €	0 €	0 €	486 522 €
Loiret	36 790 €	201 €	214 €	0 €	62 427 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	99 633 €
Lot	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	60 631 €
Lot-et-Garonne	0 €	0 €	0 €	0 €	38 817 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	105 341 €
Lozère	0 €	0 €	0 €	0 €	26 267 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	177 094 €
Maine-et-Loire	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	196 569 €
Manche	28 419 €	201 €	204 €	0 €	28 280 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	181 437 €
Marne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	22 523 €
Haute-Marne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	29 169 €
Mayenne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	2 082 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	137 332 €
Meurthe-et-Moselle	0 €	0 €	0 €	0 €	11 383 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	30 399 €
Meuse	0 €	0 €	0 €	0 €	11 383 €	0 €	0 €	0 €	0 €	37 955 €	195 €	0 €	131 222 €
Morbihan	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	4 581 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	30 891 €
Moselle	153 872 €	805 €	1 064 €	0 €	79 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	313 120 €
Nièvre	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	45 358 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	168 641 €
Nord	0 €	0 €	0 €	0 €	91 935 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	221 808 €
Oise	0 €	0 €	0 €	0 €	108 863 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	224 004 €
Orne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	343 072 €
Pas-de-Calais	0 €	0 €	0 €	0 €	73 548 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	278 520 €
Puy-de-Dôme	0 €	0 €	0 €	0 €	52 665 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	191 169 €
Pyrénées-Atlantiques	0 €	0 €	0 €	28 771 €	65 930 €	0 €	0 €	116 034 €	0 €	0 €	0 €	0 €	366 171 €

## Annexe n° 1

## Tableaux récapitulatifs des montants de compensation pérenne sous forme de fiscalité transférée (TICPE et TSCA)

Tableau 2 - Les départements (détail)

Départements	TRANCHE 2011												TRANCHE 2011
	Personnels des affaires sanitaires et sociales (RMI, loi LRL hors LAV et LAV)					Personnels de l'intérieur (FSL)	Personnels des services de l'aménagement foncier transférés en 2008 (Personnels ayant opté au 31/12/2009 et 1% formation, emplois disparus)	Personnels des services de l'aménagement foncier transférés en 2009 (personnels ayant opté au 31/08/2010, 1% formation et postes vacants 2011)	Personnels des services en charge des voies d'eau transférés en 2011	Personnels des services de l'aménagement foncier transférés en 2010			
	Personnels ayant opté au 20/08/2010 (dernière campagne d'option)	Dépenses d'action sociale des personnels ayant opté au 20 août 2010	1% formation des personnels ayant opté au 20/08/2010	Postes constatés vacants en 2011	Compensation des emplois disparus	Personnels ayant opté au 20/08/2010 (dernière campagne d'option), action sociale et 1% formation			Indemnités de service fait	Personnels ayant opté au 31/08/2010 (1ère campagne d'option)	1% formation des personnels ayant opté au 31/08/2010	Postes devenus vacants en 2011	
Hautes-Pyrénées	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	19 032 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	84 662 €
Pyrénées-Orientales	40 985 €	201 €	242 €	0 €	15 177 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	138 445 €
Bas-Rhin	0 €	0 €	0 €	0 €	18 387 €	0 €	0 €	0 €	7 489 €	0 €	0 €	0 €	215 227 €
Haut-Rhin	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	40 303 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	68 016 €
Rhône	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	90 424 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	115 846 €
Haute-Saône	0 €	0 €	0 €	0 €	30 354 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	139 963 €
Saône-et-Loire	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	24 427 €	0 €	0 €	0 €	0 €	55 244 €
Sarthe	64 913 €	402 €	377 €	0 €	49 294 €	0 €	36 523 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	292 582 €
Savoie	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	4 402 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	72 556 €
Haute-Savoie	0 €	0 €	0 €	0 €	25 684 €	0 €	5 546 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	250 077 €
Paris	0 €	0 €	0 €	0 €	25 735 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	25 735 €
Seine-Maritime	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	144 177 €
Seine-et-Marne	0 €	0 €	0 €	0 €	37 942 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	164 427 €
Yvelines	0 €	0 €	0 €	0 €	80 157 €	0 €	20 824 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	133 800 €
Deux-Sèvres	64 709 €	402 €	420 €	0 €	12 608 €	0 €	0 €	0 €	0 €	35 288 €	205 €	0 €	184 313 €
Somme	83 561 €	604 €	601 €	0 €	49 294 €	0 €	2 417 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	674 753 €
Tarn	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	28 778 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	197 672 €
Tarn-et-Garonne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	11 843 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	164 189 €
Var	0 €	0 €	0 €	0 €	184 424 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	246 025 €
Vaucluse	0 €	0 €	0 €	0 €	65 609 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	170 546 €
Vendée	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	141 929 €	0 €	0 €	0 €	0 €	411 203 €
Vienne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	52 436 €	0 €	0 €	0 €	0 €	159 113 €
Haute-Vienne	0 €	0 €	0 €	0 €	5 691 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	105 938 €
Vosges	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	34 383 €	134 873 €
Yonne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	43 165 €	0 €	0 €	0 €	62 295 €	263 €	0 €	241 586 €
Territoire-de-Belfort	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	67 557 €
Essonne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	1 414 €
Hauts-de-Seine	29 505 €	201 €	212 €	0 €	111 227 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	174 379 €
Seine-Saint-Denis	0 €	0 €	0 €	0 €	135 422 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	1 200 552 €
Val-de-Marne	0 €	0 €	0 €	0 €	62 112 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	155 312 €
Val-d'Oise	39 624 €	201 €	232 €	0 €	43 341 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	206 929 €
<b>TOTAL METROPOLE</b>	<b>1 121 589 €</b>	<b>6 438 €</b>	<b>7 432 €</b>	<b>53 001 €</b>	<b>2 616 149 €</b>	<b>43 165 €</b>	<b>557 025 €</b>	<b>812 284 €</b>	<b>7 489 €</b>	<b>135 538 €</b>	<b>663 €</b>	<b>34 383 €</b>	<b>17 791 043 €</b>
Guadeloupe	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	15 977 €
Martinique	37 282 €	201 €	287 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	62 231 €
Guyane	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Réunion	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
<b>TOTAL OUTRE-MER</b>	<b>37 282 €</b>	<b>201 €</b>	<b>287 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>78 208 €</b>
<b>TOTAL GLOBAL</b>	<b>1 158 871 €</b>	<b>6 640 €</b>	<b>7 720 €</b>	<b>53 001 €</b>	<b>2 616 149 €</b>	<b>43 165 €</b>	<b>557 025 €</b>	<b>812 284 €</b>	<b>7 489 €</b>	<b>135 538 €</b>	<b>663 €</b>	<b>34 383 €</b>	<b>17 869 250 €</b>

## Annexe n° 1

## Tableaux récapitulatifs des montants de compensation pérenne sous forme de fiscalité transférée (TICPE et TSCA)

Tableau 2 - Les départements (détail)

Départements	TRANCHE 2012														TRANCHE 2012	
	Personnels des services de l'aménagement foncier transférés en 2009 (personnels ayant opté au 31/12/2010, 1% formation et emplois disparus)	Personnels des services de l'aménagement foncier transférés en 2010			Services des parcs de l'équipement transférés en 2010			Services des parcs de l'équipement transférés en 2011			Personnels Equipement - Services transférés en 2009 (RNIL et voies d'eau)			Personnels des services en charge des voies d'eau transférés en 2011 (voies d'eau Alsace)		
		Personnels ayant opté au 31/08/2011 (2ème campagne d'option)	1 % formation des personnels ayant opté au 31/08/2011	Postes devenus vacants en 2012	Personnels ayant opté au 31/08/2011 (2ème campagne d'option)	Action sociale des personnels ayant opté au 31/08/2011	Postes devenus vacants en 2012	Personnels ayant opté au 31/08/2011 (1ère campagne d'option)	Action sociale des personnels ayant opté au 31/08/2011	Postes devenus vacants en 2012	Personnels ayant opté au 19/12/2010 (dernière campagne d'option)	Action sociale des personnels ayant opté au 19/12/2010	Compensation des emplois disparus			Postes devenus vacants en 2012
Ain	0 €	0 €	0 €	0 €	35 120 €	265 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	35 385 €
Aisne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Allier	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	135 161 €	1 062 €	0 €	0 €	0 €	42 838 €	0 €	0 €	179 061 €
Alpes-de-Haute-Provence	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	69 496 €	311 €	30 618 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	100 425 €
Hautes-Alpes	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	76 958 €	530 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	77 488 €
Alpes-Maritimes	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	262 209 €	1 858 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	264 067 €
Ardèche	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	29 203 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	29 203 €
Ardennes	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Ariège	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	99 028 €	530 €	29 203 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	128 761 €
Aube	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Aude	7 467 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	110 694 €	796 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	118 957 €
Aveyron	0 €	0 €	0 €	0 €	142 606 €	796 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	143 402 €
Bouches-du-Rhône	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Calvados	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Cantal	0 €	0 €	0 €	0 €	92 906 €	796 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	93 702 €
Charente	8 481 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	8 481 €
Charente-Maritime	5 921 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	350 280 €	2 389 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	358 590 €
Cher	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	206 226 €	1 327 €	0 €	0 €	0 €	26 951 €	0 €	0 €	234 504 €
Corrèze	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	77 870 €	530 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	78 400 €
Corse-du-Sud	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	53 832 €	266 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	54 098 €
Haute-Corse	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Côte-d'Or	0 €	67 903 €	341 €	0 €	0 €	0 €	0 €	440 184 €	2 654 €	0 €	0 €	0 €	49 504 €	0 €	0 €	560 586 €
Côtes-d'Armor	38 014 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	38 014 €
Creuse	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	272 143 €	1 748 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	273 891 €
Dordogne	0 €	0 €	0 €	0 €	32 398 €	265 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	32 663 €
Doubs	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Drôme	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	135 301 €	796 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	136 097 €
Eure	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	29 203 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	29 203 €
Eure-et-Loir	20 338 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	52 384 €	266 €	54 325 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	127 313 €
Finistère	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Gard	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	252 951 €	1 592 €	0 €	0 €	0 €	89 732 €	0 €	0 €	344 275 €

## Tableaux récapitulatifs des montants de compensation pérenne sous forme de fiscalité transférée (TICPE et TSCA)

Tableau 2 - Les départements (détail)

Départements	TRANCHE 2012														TRANCHE 2012
	Personnels des services de l'aménagement foncier transférés en 2009 (personnels ayant opté au 31/12/2010, 1% formation et emplois disparus)	Personnels des services de l'aménagement foncier transférés en 2010			Services des parcs de l'équipement transférés en 2010			Services des parcs de l'équipement transférés en 2011			Personnels Equipement - Services transférés en 2009 (RNIL et voies d'eau)			Personnels des services en charge des voies d'eau transférés en 2011 (voies d'eau Alsace)	
		Personnels ayant opté au 31/08/2011 (2ème campagne d'option)	1 % formation des personnels ayant opté au 31/08/2011	Postes devenus vacants en 2012	Personnels ayant opté au 31/08/2011 (2ème campagne d'option)	Action sociale des personnels ayant opté au 31/08/2011	Postes devenus vacants en 2012	Personnels ayant opté au 31/08/2011 (1ère campagne d'option)	Action sociale des personnels ayant opté au 31/08/2011	Postes devenus vacants en 2012	Personnels ayant opté au 19/12/2010 (dernière campagne d'option)	Action sociale des personnels ayant opté au 19/12/2010	Compensation des emplois disparus		
Haute-Garonne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	302 787 €	2 389 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	305 176 €
Gers	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	133 748 €	686 €	62 806 €	0 €	0 €	0 €	0 €	197 240 €
Gironde	7 402 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	217 025 €	1 592 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	226 019 €
Hérault	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Ille-et-Vilaine	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	48 018 €	266 €	89 024 €	0 €	0 €	0 €	0 €	137 308 €
Indre	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	67 663 €	640 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	68 303 €
Indre-et-Loire	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	201 646 €	1 327 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	202 973 €
Isère	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	322 011 €	1 904 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	323 915 €
Jura	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	52 220 €	266 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	52 486 €
Landes	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	339 016 €	2 123 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	341 139 €
Loir-et-Cher	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Loire	0 €	0 €	0 €	0 €	41 542 €	266 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	41 808 €
Haute-Loire	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	7 116 €	0 €	0 €	7 116 €
Loire-Atlantique	5 195 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	185 954 €	1 062 €	29 203 €	0 €	0 €	134 515 €	0 €	355 929 €
Loiret	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	29 203 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	29 203 €
Lot	20 153 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	181 371 €	1 171 €	31 403 €	0 €	0 €	0 €	0 €	234 098 €
Lot-et-Garonne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	222 320 €	1 592 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	223 912 €
Lozère	0 €	0 €	0 €	0 €	33 625 €	265 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	33 890 €
Maine-et-Loire	0 €	83 525 €	355 €	0 €	0 €	0 €	0 €	173 048 €	1 327 €	0 €	302 842 €	2 569 €	22 798 €	0 €	586 464 €
Manche	0 €	113 412 €	491 €	0 €	0 €	0 €	0 €	57 680 €	266 €	29 203 €	0 €	0 €	0 €	0 €	201 052 €
Marne	0 €	0 €	0 €	0 €	177 998 €	1 327 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	179 325 €
Haute-Marne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	29 203 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	29 203 €
Mayenne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Meurthe-et-Moselle	0 €	93 407 €	466 €	0 €	0 €	0 €	0 €	94 746 €	530 €	31 403 €	0 €	0 €	0 €	0 €	220 552 €
Meuse	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	60 912 €	266 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	61 178 €
Morbihan	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	295 223 €	1 482 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	296 705 €
Moselle	41 915 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	75 138 €	530 €	30 618 €	0 €	0 €	0 €	0 €	148 201 €
Nièvre	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	162 014 €	1 327 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	163 341 €
Nord	0 €	80 892 €	457 €	0 €	0 €	0 €	0 €	59 898 €	266 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	141 513 €
Oise	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Orne	0 €	0 €	0 €	0 €	50 554 €	265 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	50 819 €
Pas-de-Calais	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	383 272 €	2 170 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	385 442 €
Puy-de-Dôme	0 €	84 311 €	355 €	0 €	0 €	0 €	0 €	378 254 €	2 123 €	14 602 €	0 €	0 €	0 €	0 €	479 645 €
Pyrénées-Atlantiques	42 043 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	405 298 €	2 919 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	450 260 €

## Annexe n° 1

## Tableaux récapitulatifs des montants de compensation pérenne sous forme de fiscalité transférée (TICPE et TSCA)

Tableau 2 - Les départements (détail)

Départements	TRANCHE 2012														TRANCHE 2012
	Personnels des services de l'aménagement foncier transférés en 2009 (personnels ayant opté au 31/12/2010, 1% formation et emplois disparus)	Personnels des services de l'aménagement foncier transférés en 2010			Services des parcs de l'équipement transférés en 2010			Services des parcs de l'équipement transférés en 2011			Personnels Equipement - Services transférés en 2009 (RNIL et voies d'eau)			Personnels des services en charge des voies d'eau transférés en 2011 (voies d'eau Alsace)	
		Personnels ayant opté au 31/08/2011 (2ème campagne d'option)	1 % formation des personnels ayant opté au 31/08/2011	Postes devenus vacants en 2012	Personnels ayant opté au 31/08/2011 (2ème campagne d'option)	Action sociale des personnels ayant opté au 31/08/2011	Postes devenus vacants en 2012	Personnels ayant opté au 31/08/2011 (1ère campagne d'option)	Action sociale des personnels ayant opté au 31/08/2011	Postes devenus vacants en 2012	Personnels ayant opté au 19/12/2010 (dernière campagne d'option)	Action sociale des personnels ayant opté au 19/12/2010	Compensation des emplois disparus		
Hautes-Pyrénées	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	184 000 €	1 327 €	29 203 €	0 €	0 €	0 €	0 €	214 530 €
Pyrénées-Orientales	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	81 609 €	530 €	29 203 €	0 €	0 €	0 €	0 €	111 342 €
Bas-Rhin	0 €	0 €	0 €	0 €	44 243 €	266 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	30 022 €	74 531 €
Haut-Rhin	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	75 255 €	530 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	75 785 €
Rhône	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	29 203 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	29 203 €
Haute-Saône	12 121 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	97 190 €	796 €	0 €	0 €	0 €	14 884 €	0 €	124 991 €
Saône-et-Loire	46 372 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	46 372 €
Sarthe	0 €	0 €	0 €	0 €	70 098 €	531 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	20 294 €	0 €	90 923 €
Savoie	0 €	0 €	0 €	0 €	77 748 €	531 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	78 279 €
Haute-Savoie	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	224 529 €	1 748 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	226 277 €
Paris	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Seine-Maritime	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Seine-et-Marne	81 836 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	428 405 €	2 654 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	512 895 €
Yvelines	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	95 766 €	530 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	96 296 €
Deux-Sèvres	0 €	66 355 €	340 €	0 €	0 €	0 €	0 €	70 747 €	530 €	17 522 €	0 €	0 €	0 €	0 €	155 494 €
Somme	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Tarn	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	258 048 €	1 858 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	259 906 €
Tarn-et-Garonne	0 €	0 €	0 €	0 €	56 679 €	265 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	56 944 €
Var	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	262 759 €	1 482 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	264 241 €
Vaucluse	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	183 999 €	1 062 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	185 061 €
Vendée	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Vienne	4 362 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	4 362 €
Haute-Vienne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	89 487 €	530 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	90 017 €
Vosges	0 €	0 €	0 €	36 873 €	0 €	0 €	0 €	330 253 €	2 123 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	369 249 €
Yonne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Territoire-de-Belfort	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Essonne	5 619 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	5 619 €
Hauts-de-Seine	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	138 838 €	686 €	23 362 €	0 €	0 €	0 €	0 €	162 886 €
Seine-Saint-Denis	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	66 651 €	530 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	67 181 €
Val-de-Marne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	29 203 €	0 €	0 €	0 €	0 €	29 203 €
Val-d'Oise	0 €	0 €	0 €	0 €	106 483 €	531 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	107 014 €
<b>TOTAL METROPOLE</b>	<b>347 239 €</b>	<b>589 805 €</b>	<b>2 805 €</b>	<b>36 873 €</b>	<b>962 000 €</b>	<b>6 369 €</b>	<b>116 812 €</b>	<b>9 601 511 €</b>	<b>61 799 €</b>	<b>590 104 €</b>	<b>302 842 €</b>	<b>2 569 €</b>	<b>408 632 €</b>	<b>30 022 €</b>	<b>13 059 382 €</b>
Guadeloupe	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Martinique	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Guyane	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Réunion	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
<b>TOTAL OUTRE-MER</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>
<b>TOTAL GLOBAL</b>	<b>347 239 €</b>	<b>589 805 €</b>	<b>2 805 €</b>	<b>36 873 €</b>	<b>962 000 €</b>	<b>6 369 €</b>	<b>116 812 €</b>	<b>9 601 511 €</b>	<b>61 799 €</b>	<b>590 104 €</b>	<b>302 842 €</b>	<b>2 569 €</b>	<b>408 632 €</b>	<b>30 022 €</b>	<b>13 059 382 €</b>

## Tableaux récapitulatifs des montants de compensation pérenne sous forme de fiscalité transférée (TICPE et TSCA)

Tableau 2 - Les départements (détail)

Départements	TRANCHE 2013								TRANCHE 2014			TRANCHE 2015			
	Personnels des services de l'aménagement foncier transférés en 2010			Services des parcs de l'équipement transférés en 2010		Services des parcs de l'équipement transférés en 2011			TRANCHE 2013	Services des parcs de l'équipement transférés en 2011		TRANCHE 2014	Services des parcs de l'équipement transférés en 2010	Services des parcs de l'équipement transférés en 2011	TRANCHE 2015
	Personnels détachés d'office (dernière campagne d'option)	1% formation	Compensation des emplois disparus	Personnels ayant opté au 31/12/2011 (dernière campagne d'option)	Action sociale des personnels ayant opté au 31/12/2011	Personnels ayant opté au 31/08/2012 (2ème campagne d'option)	Action sociale des personnels ayant opté au 31/08/2012	Postes devenus vacants en 2013		Personnels ayant opté au 31/12/2012 (dernière campagne d'option)	Action sociale des personnels ayant opté au 31/12/2012		Compensation des dépenses d'action sociale des personnels OPA ayant opté dans le cadre de la 1ère campagne de droit d'option	Compensation des dépenses d'action sociale des personnels OPA ayant opté dans le cadre de la 1ère campagne de droit d'option	
Ain	0 €	0 €	0 €	181 016 €	1 078 €	0 €	0 €	0 €	182 094 €	0 €	0 €	0 €	5 897 €	0 €	5 897 €
Aisne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	332 573 €	2 156 €	0 €	334 729 €	30 146 €	275 €	30 421 €	0 €	1 966 €	1 966 €
Allier	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	2 293 €	2 293 €
Alpes-de-Haute-Provence	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	69 421 €	650 €	0 €	70 071 €	41 683 €	275 €	41 958 €	0 €	7 208 €	7 208 €
Hautes-Alpes	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	58 244 €	269 €	31 438 €	89 951 €	0 €	0 €	0 €	0 €	4 259 €	4 259 €
Alpes-Maritimes	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	7 208 €	7 208 €
Ardèche	0 €	0 €	0 €	35 943 €	269 €	0 €	0 €	0 €	36 212 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Ardennes	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	220 622 €	1 375 €	221 997 €	0 €	8 518 €	8 518 €
Ariège	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	99 416 €	550 €	99 966 €	0 €	1 966 €	1 966 €
Aube	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	655 €	0 €	655 €
Aude	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	72 408 €	275 €	72 683 €	0 €	5 242 €	5 242 €
Aveyron	0 €	0 €	0 €	47 770 €	269 €	0 €	0 €	0 €	48 039 €	0 €	0 €	0 €	6 880 €	0 €	6 880 €
Bouches-du-Rhône	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	16 709 €	0 €	16 709 €
Calvados	0 €	0 €	0 €	199 018 €	1 347 €	0 €	0 €	0 €	200 365 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Cantal	0 €	0 €	27 400 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	27 400 €	0 €	0 €	0 €	7 208 €	0 €	7 208 €
Charente	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	227 395 €	1 347 €	0 €	228 742 €	0 €	0 €	0 €	0 €	5 897 €	5 897 €
Charente-Maritime	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	30 209 €	30 209 €	0 €	0 €	0 €	0 €	16 381 €	16 381 €
Cher	0 €	0 €	9 414 €	0 €	0 €	37 881 €	269 €	0 €	47 564 €	0 €	0 €	0 €	0 €	5 242 €	5 242 €
Corrèze	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	35 046 €	269 €	0 €	35 315 €	223 417 €	1 101 €	224 518 €	0 €	2 621 €	2 621 €
Corse-du-Sud	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	74 088 €	427 €	0 €	74 515 €	0 €	0 €	0 €	0 €	1 966 €	1 966 €
Haute-Corse	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	30 618 €	30 618 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Côte-d'Or	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	32 710 €	269 €	0 €	32 979 €	0 €	0 €	0 €	0 €	13 105 €	13 105 €
Côtes-d'Armor	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	39 601 €	158 €	0 €	39 759 €	31 679 €	275 €	31 954 €	0 €	1 638 €	1 638 €
Creuse	0 €	0 €	30 490 €	0 €	0 €	0 €	0 €	30 618 €	61 108 €	0 €	0 €	0 €	0 €	3 931 €	3 931 €
Dordogne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	13 760 €	0 €	13 760 €
Doubs	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	8 191 €	0 €	8 191 €
Drôme	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	9 829 €	9 829 €
Eure	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	151 565 €	966 €	30 209 €	182 740 €	0 €	0 €	0 €	0 €	10 374 €	10 374 €
Eure-et-Loir	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	157 091 €	1 101 €	158 192 €	0 €	0 €	0 €
Finistère	0 €	0 €	0 €	72 669 €	539 €	0 €	0 €	0 €	73 208 €	0 €	0 €	0 €	5 897 €	0 €	5 897 €
Gard	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	132 640 €	539 €	27 063 €	160 242 €	50 582 €	275 €	50 857 €	0 €	12 122 €	12 122 €

## Annexe n° 1

## Tableaux récapitulatifs des montants de compensation pérenne sous forme de fiscalité transférée (TICPE et TSCA)

Tableau 2 - Les départements (détail)

Départements	TRANCHE 2013									TRANCHE 2014			TRANCHE 2015			
	Personnels des services de l'aménagement foncier transférés en 2010			Services des parcs de l'équipement transférés en 2010		Services des parcs de l'équipement transférés en 2011				Services des parcs de l'équipement transférés en 2011	Services des parcs de l'équipement transférés en 2010	Services des parcs de l'équipement transférés en 2011	TRANCHE 2015			
	Personnels détachés d'office (dernière campagne d'option)	1% formation	Compensation des emplois disparus	Personnels ayant opté au 31/12/2011 (dernière campagne d'option)	Action sociale des personnels ayant opté au 31/12/2011	Personnels ayant opté au 31/08/2012 (2ème campagne d'option)	Action sociale des personnels ayant opté au 31/08/2012	Postes devenus vacants en 2013	TRANCHE 2013					Personnels ayant opté au 31/12/2012 (dernière campagne d'option)	Action sociale des personnels ayant opté au 31/12/2012	TRANCHE 2014
Haute-Garonne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	77 436 €	158 €	0 €	77 594 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	30 141 €	30 141 €
Gers	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	30 209 €	30 209 €	50 249 €	275 €	50 524 €	0 €	0 €	12 122 €	12 122 €
Gironde	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	35 916 €	275 €	36 191 €	0 €	0 €	11 139 €	11 139 €
Hérault	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	9 829 €	0 €	9 829 €	0 €
Ille-et-Vilaine	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	73 121 €	539 €	30 618 €	104 278 €	200 016 €	1 101 €	201 117 €	0 €	0 €	17 691 €	17 691 €
Indre	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	36 664 €	269 €	30 209 €	67 142 €	34 182 €	275 €	34 457 €	0 €	0 €	11 467 €	11 467 €
Indre-et-Loire	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	103 656 €	275 €	103 931 €	0 €	0 €	2 949 €	2 949 €
Isère	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	12 122 €	12 122 €
Jura	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	197 738 €	1 375 €	199 113 €	0 €	0 €	4 587 €	4 587 €
Landes	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	10 811 €	10 811 €
Loir-et-Cher	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	11 794 €	0 €	11 794 €	0 €
Loire	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	4 259 €	0 €	4 259 €	0 €
Haute-Loire	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	9 501 €	0 €	9 501 €	0 €
Loire-Atlantique	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	30 209 €	30 209 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	11 139 €	11 139 €
Loiret	0 €	0 €	3 251 €	121 605 €	539 €	0 €	0 €	0 €	125 395 €	0 €	0 €	0 €	1 310 €	0 €	1 310 €	0 €
Lot	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	983 €	983 €
Lot-et-Garonne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	5 897 €	5 897 €
Lozère	0 €	0 €	0 €	48 648 €	269 €	0 €	0 €	0 €	48 917 €	0 €	0 €	0 €	1 966 €	0 €	1 966 €	0 €
Maine-et-Loire	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	6 552 €	6 552 €
Manche	115 503 €	508 €	95 303 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	211 314 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	8 518 €	8 518 €
Marne	0 €	0 €	9 101 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	9 101 €	0 €	0 €	0 €	5 242 €	0 €	5 242 €	0 €
Haute-Marne	0 €	0 €	0 €	96 048 €	539 €	0 €	0 €	0 €	96 587 €	0 €	0 €	0 €	655 €	0 €	655 €	0 €
Mayenne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	4 914 €	0 €	4 914 €	0 €
Meurthe-et-Moselle	0 €	0 €	10 916 €	0 €	0 €	40 118 €	381 €	30 209 €	81 624 €	78 375 €	550 €	78 925 €	0 €	0 €	1 966 €	1 966 €
Meuse	0 €	0 €	38 513 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	38 513 €	122 072 €	825 €	122 897 €	0 €	0 €	5 570 €	5 570 €
Morbihan	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	328 €	328 €
Moselle	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	43 038 €	275 €	43 313 €	0 €	0 €	5 897 €	5 897 €
Nièvre	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	6 880 €	0 €	6 880 €	0 €
Nord	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	36 051 €	269 €	30 209 €	66 529 €	52 203 €	275 €	52 478 €	0 €	0 €	6 225 €	6 225 €
Oise	0 €	0 €	16 844 €	0 €	0 €	38 036 €	269 €	30 209 €	85 358 €	46 622 €	275 €	46 897 €	0 €	0 €	9 829 €	9 829 €
Orne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	1 966 €	0 €	1 966 €	0 €
Pas-de-Calais	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	72 351 €	539 €	0 €	72 890 €	37 171 €	275 €	37 446 €	0 €	0 €	11 467 €	11 467 €
Puy-de-Dôme	45 239 €	209 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	45 448 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	22 933 €	22 933 €
Pyrénées-Atlantiques	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	58 132 €	269 €	0 €	58 401 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	14 415 €	14 415 €

## Annexe n° 1

## Tableaux récapitulatifs des montants de compensation pérenne sous forme de fiscalité transférée (TICPE et TSCA)

Tableau 2 - Les départements (détail)

Départements	TRANCHE 2013									TRANCHE 2014			TRANCHE 2015			
	Personnels des services de l'aménagement foncier transférés en 2010			Services des parcs de l'équipement transférés en 2010		Services des parcs de l'équipement transférés en 2011				Services des parcs de l'équipement transférés en 2011	Services des parcs de l'équipement transférés en 2010	Services des parcs de l'équipement transférés en 2010	Services des parcs de l'équipement transférés en 2011	TRANCHE 2015		
	Personnels détachés d'office (dernière campagne d'option)	1% formation	Compensation des emplois disparus	Personnels ayant opté au 31/12/2011 (dernière campagne d'option)	Action sociale des personnels ayant opté au 31/12/2011	Personnels ayant opté au 31/08/2012 (2ème campagne d'option)	Action sociale des personnels ayant opté au 31/08/2012	Postes devenus vacants en 2013	TRANCHE 2013						Personnels ayant opté au 31/12/2012 (dernière campagne d'option)	Action sociale des personnels ayant opté au 31/12/2012
Hautes-Pyrénées	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	74 309 €	539 €	0 €	74 848 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	4 259 €	4 259 €
Pyrénées-Orientales	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	33 858 €	275 €	34 133 €	0 €	0 €	11 794 €	11 794 €
Bas-Rhin	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	328 €	0 €	0 €	328 €
Haut-Rhin	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	30 618 €	30 618 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	655 €	655 €
Rhône	0 €	0 €	0 €	32 127 €	381 €	0 €	0 €	0 €	0 €	32 508 €	0 €	0 €	0 €	15 071 €	0 €	15 071 €
Haute-Saône	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	28 256 €	269 €	0 €	28 525 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	1 966 €	1 966 €
Saône-et-Loire	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	328 €	0 €	0 €	328 €
Sarthe	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	1 638 €	0 €	0 €	1 638 €
Savoie	0 €	0 €	0 €	80 561 €	539 €	0 €	0 €	0 €	81 100 €	0 €	0 €	0 €	14 743 €	0 €	0 €	14 743 €
Haute-Savoie	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	69 702 €	69 702 €	38 910 €	275 €	39 185 €	0 €	0 €	14 415 €	14 415 €
Paris	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Seine-Maritime	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	81 182 €	427 €	39 493 €	121 102 €	41 059 €	275 €	41 334 €	0 €	0 €	4 259 €	4 259 €
Seine-et-Marne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	5 897 €	5 897 €
Yvelines	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Deux-Sèvres	35 670 €	165 €	32 149 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	67 984 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	9 173 €	9 173 €
Somme	0 €	0 €	0 €	61 467 €	269 €	0 €	0 €	0 €	61 736 €	0 €	0 €	0 €	13 105 €	0 €	0 €	13 105 €
Tarn	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	30 618 €	30 618 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	9 173 €	9 173 €
Tarn-et-Garonne	0 €	0 €	0 €	40 431 €	269 €	0 €	0 €	0 €	40 700 €	0 €	0 €	0 €	4 259 €	0 €	0 €	4 259 €
Var	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	4 914 €	4 914 €
Vaucluse	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	3 931 €	3 931 €
Vendée	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	2 621 €	0 €	0 €	2 621 €
Vienne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	655 €	655 €
Haute-Vienne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	68 574 €	275 €	68 849 €	0 €	0 €	5 897 €	5 897 €
Vosges	0 €	0 €	18 750 €	0 €	0 €	38 385 €	269 €	0 €	57 404 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	9 501 €	9 501 €
Yonne	0 €	0 €	4 730 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	4 730 €	0 €	0 €	0 €	10 484 €	0 €	0 €	10 484 €
Territoire-de-Belfort	0 €	0 €	0 €	97 150 €	539 €	0 €	0 €	0 €	97 689 €	0 €	0 €	0 €	2 949 €	0 €	0 €	2 949 €
Essonne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Hauts-de-Seine	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	30 209 €	30 209 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Seine-Saint-Denis	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	179 628 €	808 €	0 €	180 436 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Val-de-Marne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	76 249 €	275 €	76 524 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Val-d'Oise	0 €	0 €	0 €	51 350 €	269 €	0 €	0 €	0 €	51 619 €	0 €	0 €	0 €	1 638 €	0 €	0 €	1 638 €
<b>TOTAL METROPOLIE</b>	<b>196 412 €</b>	<b>882 €</b>	<b>296 861 €</b>	<b>1 165 803 €</b>	<b>7 115 €</b>	<b>2 024 831 €</b>	<b>12 326 €</b>	<b>592 667 €</b>	<b>4 296 897 €</b>	<b>2 186 927 €</b>	<b>12 933 €</b>	<b>2 199 860 €</b>	<b>183 795 €</b>	<b>439 884 €</b>	<b>623 678 €</b>	
Guadeloupe	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	114 466 €	550 €	115 016 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Martinique	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Guyane	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Réunion	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
<b>TOTAL OUTRE-MER</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>114 466 €</b>	<b>550 €</b>	<b>115 016 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>
<b>TOTAL GLOBAL</b>	<b>196 412 €</b>	<b>882 €</b>	<b>296 861 €</b>	<b>1 165 803 €</b>	<b>7 115 €</b>	<b>2 024 831 €</b>	<b>12 326 €</b>	<b>592 667 €</b>	<b>4 296 897 €</b>	<b>2 301 393 €</b>	<b>13 483 €</b>	<b>2 314 876 €</b>	<b>183 795 €</b>	<b>439 884 €</b>	<b>623 678 €</b>	

## Annexe n° 1

## Tableaux récapitulatifs des montants de compensation pérenne sous forme de fiscalité transférée (TICPE et TSCA)

Tableau 2 - Les départements (détail)

Départements	TRANCHE 2016			TRANCHE 2017				TRANCHE 2018	TRANCHE 2019	TOTAL tranches 2005 à 2019	
	Services des parcs de l'équipement transférés en 2010	Services des parcs de l'équipement transférés en 2011	TRANCHE 2016	Services des parcs de l'équipement transférés en 2010		Services des parcs de l'équipement transférés en 2011		TRANCHE 2017	TRANCHE 2018		TRANCHE 2019
	Compensation des dépenses d'action sociale des personnels OPA ayant opté dans le cadre de la 2ème campagne de droit d'option	Compensation des dépenses d'action sociale des personnels OPA ayant opté dans le cadre de la 2ème campagne de droit d'option		Compensation des dépenses d'action sociale des OPA des PARCS ayant opté pour l'intégration au 1er janvier 2017	Compensation des dépenses d'action sociale des OPA des PARCS à l'extinction des droits d'option	Compensation des dépenses d'action sociale des OPA des PARCS ayant opté pour l'intégration au 1er janvier 2017	Compensation des dépenses d'action sociales des OPA des PARCS à l'extinction des droits d'option				
Ain	7 581 €	0 €	7 581 €	4 302 €	993 €	0 €	0 €	5 295 €	0 €	0 €	30 122 066 €
Aisne	0 €	7 581 €	7 581 €	0 €	0 €	3 640 €	662 €	4 302 €	0 €	0 €	27 208 148 €
Allier	0 €	8 899 €	8 899 €	0 €	0 €	1 655 €	331 €	1 985 €	0 €	0 €	21 603 803 €
Alpes-de-Haute-Provence	0 €	989 €	989 €	0 €	0 €	1 655 €	662 €	2 316 €	0 €	0 €	15 633 503 €
Hauts-Alpes	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	993 €	5 956 €	6 949 €	0 €	0 €	11 704 734 €
Alpes-Maritimes	0 €	3 625 €	3 625 €	0 €	0 €	1 324 €	1 655 €	2 978 €	0 €	0 €	44 914 942 €
Ardèche	4 285 €	0 €	4 285 €	3 971 €	3 971 €	0 €	0 €	7 942 €	0 €	0 €	21 174 567 €
Ardennes	0 €	330 €	330 €	0 €	0 €	0 €	662 €	662 €	0 €	0 €	18 502 800 €
Ariège	0 €	2 307 €	2 307 €	0 €	0 €	3 640 €	662 €	4 302 €	0 €	0 €	11 153 799 €
Aube	330 €	0 €	330 €	2 647 €	3 971 €	0 €	0 €	6 618 €	0 €	0 €	20 390 554 €
Aude	0 €	4 614 €	4 614 €	0 €	0 €	993 €	993 €	1 985 €	0 €	0 €	20 769 767 €
Aveyron	989 €	0 €	989 €	331 €	331 €	0 €	0 €	662 €	0 €	0 €	21 683 659 €
Bouches-du-Rhône	330 €	0 €	330 €	331 €	331 €	0 €	0 €	662 €	0 €	0 €	64 840 927 €
Calvados	3 625 €	0 €	3 625 €	1 655 €	2 316 €	0 €	0 €	3 971 €	0 €	0 €	31 560 055 €
Cantal	8 240 €	0 €	8 240 €	662 €	0 €	0 €	0 €	662 €	0 €	0 €	16 301 721 €
Charente	0 €	1 648 €	1 648 €	0 €	0 €	0 €	662 €	662 €	0 €	0 €	17 568 537 €
Charente-Maritime	0 €	5 273 €	5 273 €	0 €	0 €	1 324 €	0 €	1 324 €	0 €	0 €	28 716 507 €
Cher	0 €	1 648 €	1 648 €	0 €	0 €	3 971 €	331 €	4 302 €	0 €	0 €	18 101 933 €
Corrèze	0 €	5 603 €	5 603 €	0 €	0 €	6 949 €	662 €	7 611 €	0 €	0 €	21 031 683 €
Corse-du-Sud	0 €	3 625 €	3 625 €	0 €	0 €	662 €	2 647 €	3 309 €	0 €	0 €	6 199 753 €
Haute-Corse	0 €	1 648 €	1 648 €	0 €	0 €	662 €	2 316 €	2 978 €	0 €	0 €	5 854 010 €
Côte-d'Or	0 €	1 318 €	1 318 €	0 €	0 €	1 324 €	662 €	1 985 €	0 €	0 €	31 645 677 €
Côtes-d'Armor	0 €	4 285 €	4 285 €	0 €	0 €	10 589 €	331 €	10 920 €	0 €	0 €	25 773 738 €
Creuse	0 €	3 296 €	3 296 €	0 €	0 €	1 324 €	662 €	1 985 €	0 €	0 €	12 077 954 €
Dordogne	659 €	0 €	659 €	0 €	331 €	0 €	0 €	331 €	0 €	0 €	21 749 179 €
Doubs	989 €	0 €	989 €	0 €	331 €	0 €	0 €	331 €	0 €	0 €	24 248 443 €
Drôme	0 €	989 €	989 €	0 €	0 €	331 €	331 €	662 €	0 €	0 €	23 299 947 €
Eure	0 €	1 318 €	1 318 €	0 €	0 €	2 647 €	331 €	2 978 €	0 €	0 €	27 336 429 €
Eure-et-Loir	0 €	4 944 €	4 944 €	0 €	0 €	2 978 €	3 309 €	6 287 €	0 €	0 €	23 669 073 €
Finistère	2 637 €	0 €	2 637 €	1 324 €	993 €	0 €	0 €	2 316 €	0 €	0 €	29 317 748 €
Gard	0 €	2 307 €	2 307 €	0 €	0 €	331 €	993 €	1 324 €	0 €	0 €	30 090 011 €

## Annexe n° 1

## Tableaux récapitulatifs des montants de compensation pérenne sous forme de fiscalité transférée (TICPE et TSCA)

Tableau 2 - Les départements (détail)

Départements	TRANCHE 2016			TRANCHE 2017				TRANCHE 2018	TRANCHE 2019	TOTAL tranches 2005 à 2019	
	Services des parcs de l'équipement transférés en 2010	Services des parcs de l'équipement transférés en 2011	TRANCHE 2016	Services des parcs de l'équipement transférés en 2010		Services des parcs de l'équipement transférés en 2011		TRANCHE 2017	TRANCHE 2018		TRANCHE 2019
	Compensation des dépenses d'action sociale des personnels OPA ayant opté dans le cadre de la 2ème campagne de droit d'option	Compensation des dépenses d'action sociale des personnels OPA ayant opté dans le cadre de la 2ème campagne de droit d'option		Compensation des dépenses d'action sociale des OPA des PARCS ayant opté pour l'intégration au 1er janvier 2017	Compensation des dépenses d'action sociale des OPA des PARCS à l'extinction des droits d'option	Compensation des dépenses d'action sociale des OPA des PARCS ayant opté pour l'intégration au 1er janvier 2017	Compensation des dépenses d'action sociales des OPA des PARCS à l'extinction des droits d'option				
Haute-Garonne	0 €	2 637 €	2 637 €	0 €	0 €	1 655 €	331 €	1 985 €	0 €	0 €	46 276 247 €
Gers	0 €	1 978 €	1 978 €	0 €	0 €	662 €	0 €	662 €	0 €	0 €	13 075 357 €
Gironde	0 €	5 273 €	5 273 €	0 €	0 €	1 985 €	0 €	1 985 €	0 €	0 €	50 264 392 €
Hérault	2 637 €	0 €	2 637 €	1 985 €	0 €	0 €	0 €	1 985 €	0 €	0 €	36 235 079 €
Ille-et-Vilaine	0 €	5 273 €	5 273 €	0 €	0 €	3 309 €	4 302 €	7 611 €	0 €	0 €	33 362 051 €
Indre	0 €	1 648 €	1 648 €	0 €	0 €	3 971 €	662 €	4 633 €	0 €	0 €	16 734 248 €
Indre-et-Loire	0 €	659 €	659 €	0 €	0 €	2 647 €	1 985 €	4 633 €	0 €	0 €	27 220 949 €
Isère	0 €	1 648 €	1 648 €	0 €	0 €	331 €	0 €	331 €	0 €	0 €	51 040 600 €
Jura	0 €	8 240 €	8 240 €	0 €	0 €	1 985 €	331 €	2 316 €	0 €	0 €	19 806 450 €
Landes	0 €	989 €	989 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	20 802 773 €
Loir-et-Cher	3 625 €	0 €	3 625 €	993 €	1 324 €	0 €	0 €	2 316 €	0 €	0 €	17 021 197 €
Loire	6 592 €	0 €	6 592 €	2 978 €	1 324 €	0 €	0 €	4 302 €	0 €	0 €	31 015 378 €
Haute-Loire	330 €	0 €	330 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	16 923 789 €
Loire-Atlantique	0 €	6 921 €	6 921 €	0 €	0 €	662 €	331 €	993 €	0 €	0 €	42 890 956 €
Loiret	330 €	1 648 €	1 978 €	1 985 €	331 €	0 €	0 €	2 316 €	0 €	0 €	30 583 277 €
Lot	0 €	2 637 €	2 637 €	0 €	0 €	331 €	1 655 €	1 985 €	0 €	0 €	17 226 880 €
Lot-et-Garonne	0 €	659 €	659 €	0 €	0 €	331 €	1 324 €	1 655 €	0 €	0 €	14 739 744 €
Lozère	330 €	0 €	330 €	662 €	662 €	0 €	0 €	1 324 €	0 €	0 €	11 629 862 €
Maine-et-Loire	0 €	2 966 €	2 966 €	0 €	0 €	662 €	331 €	993 €	0 €	0 €	32 876 727 €
Manche	0 €	659 €	659 €	0 €	0 €	3 640 €	993 €	4 633 €	0 €	0 €	27 071 169 €
Marne	4 285 €	0 €	4 285 €	3 971 €	6 287 €	0 €	0 €	10 258 €	0 €	0 €	26 004 294 €
Haute-Marne	1 978 €	0 €	1 978 €	6 618 €	2 647 €	0 €	0 €	9 265 €	0 €	0 €	16 724 878 €
Mayenne	2 307 €	0 €	2 307 €	0 €	993 €	0 €	0 €	993 €	0 €	0 €	15 295 997 €
Meurthe-et-Moselle	0 €	989 €	989 €	0 €	0 €	7 942 €	1 324 €	9 265 €	0 €	0 €	29 406 159 €
Meuse	0 €	1 648 €	1 648 €	0 €	0 €	331 €	2 316 €	2 647 €	0 €	0 €	15 259 068 €
Morbihan	0 €	2 637 €	2 637 €	0 €	0 €	3 971 €	662 €	4 633 €	0 €	0 €	25 910 045 €
Moselle	0 €	3 296 €	3 296 €	0 €	0 €	3 640 €	3 309 €	6 949 €	0 €	0 €	43 732 793 €
Nièvre	0 €	659 €	659 €	0 €	0 €	1 324 €	0 €	1 324 €	0 €	0 €	17 517 593 €
Nord	0 €	989 €	989 €	0 €	0 €	0 €	993 €	993 €	0 €	0 €	86 635 782 €
Oise	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	31 256 890 €
Orne	0 €	0 €	0 €	6 618 €	0 €	0 €	0 €	6 618 €	0 €	0 €	19 572 505 €
Pas-de-Calais	0 €	5 273 €	5 273 €	0 €	0 €	662 €	1 655 €	2 316 €	0 €	0 €	61 425 834 €
Puy-de-Dôme	0 €	659 €	659 €	0 €	0 €	993 €	0 €	993 €	0 €	0 €	39 920 816 €
Pyrénées-Atlantiques	0 €	1 648 €	1 648 €	0 €	0 €	662 €	662 €	1 324 €	0 €	0 €	27 222 421 €

## Tableaux récapitulatifs des montants de compensation pérenne sous forme de fiscalité transférée (TICPE et TSCA)

Tableau 2 - Les départements (détail)

Départements	TRANCHE 2016			TRANCHE 2017				TRANCHE 2018	TRANCHE 2019	TOTAL tranches 2005 à 2019	
	Services des parcs de l'équipement transférés en 2010	Services des parcs de l'équipement transférés en 2011	TRANCHE 2016	Services des parcs de l'équipement transférés en 2010		Services des parcs de l'équipement transférés en 2011		TRANCHE 2017	TRANCHE 2018		TRANCHE 2019
	Compensation des dépenses d'action sociale des personnels OPA ayant opté dans le cadre de la 2ème campagne de droit d'option	Compensation des dépenses d'action sociale des personnels OPA ayant opté dans le cadre de la 2ème campagne de droit d'option		Compensation des dépenses d'action sociale des OPA des PARCS ayant opté pour l'intégration au 1er janvier 2017	Compensation des dépenses d'action sociale des OPA des PARCS à l'extinction des droits d'option	Compensation des dépenses d'action sociale des OPA des PARCS ayant opté pour l'intégration au 1er janvier 2017	Compensation des dépenses d'action sociales des OPA des PARCS à l'extinction des droits d'option				
Hautes-Pyrénées	0 €	1 978 €	1 978 €	0 €	0 €	5 956 €	2 978 €	8 935 €	0 €	0 €	16 304 336 €
Pyrénées-Orientales	0 €	659 €	659 €	0 €	0 €	993 €	993 €	1 985 €	0 €	0 €	19 429 735 €
Bas-Rhin	989 €	0 €	989 €	3 640 €	8 604 €	0 €	0 €	12 244 €	0 €	0 €	38 200 315 €
Haut-Rhin	0 €	2 637 €	2 637 €	0 €	0 €	1 655 €	5 625 €	7 280 €	0 €	0 €	25 562 087 €
Rhône	2 307 €	0 €	2 307 €	1 985 €	0 €	0 €	0 €	1 985 €	0 €	0 €	56 020 919 €
Haute-Saône	0 €	6 921 €	6 921 €	0 €	0 €	1 324 €	0 €	1 324 €	0 €	0 €	12 863 931 €
Saône-et-Loire	330 €	0 €	330 €	662 €	662 €	0 €	0 €	1 324 €	0 €	0 €	29 059 949 €
Sarthe	3 625 €	0 €	3 625 €	0 €	10 920 €	0 €	0 €	10 920 €	0 €	0 €	29 346 590 €
Savoie	3 625 €	0 €	3 625 €	1 324 €	0 €	0 €	0 €	1 324 €	0 €	0 €	32 198 845 €
Haute-Savoie	0 €	330 €	330 €	0 €	0 €	1 324 €	331 €	1 655 €	0 €	0 €	35 988 551 €
Paris	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	67 542 311 €
Seine-Maritime	0 €	1 978 €	1 978 €	0 €	0 €	2 647 €	0 €	2 647 €	0 €	0 €	47 963 507 €
Seine-et-Marne	0 €	2 966 €	2 966 €	0 €	0 €	3 971 €	5 956 €	9 927 €	0 €	0 €	53 250 229 €
Yvelines	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	331 €	662 €	993 €	0 €	0 €	48 897 132 €
Deux-Sèvres	0 €	1 318 €	1 318 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	18 247 613 €
Somme	1 648 €	0 €	1 648 €	0 €	331 €	0 €	0 €	331 €	0 €	0 €	30 182 422 €
Tarn	0 €	1 648 €	1 648 €	0 €	0 €	1 324 €	331 €	1 655 €	0 €	0 €	18 858 890 €
Tarn-et-Garonne	2 966 €	0 €	2 966 €	331 €	1 324 €	0 €	0 €	1 655 €	0 €	0 €	12 332 897 €
Var	0 €	989 €	989 €	0 €	0 €	2 978 €	0 €	2 978 €	0 €	0 €	37 703 201 €
Vaucluse	0 €	659 €	659 €	0 €	0 €	1 324 €	662 €	1 985 €	0 €	0 €	20 788 691 €
Vendée	8 240 €	0 €	8 240 €	4 964 €	5 625 €	0 €	0 €	10 589 €	0 €	0 €	26 308 913 €
Vienne	0 €	330 €	330 €	0 €	0 €	1 985 €	662 €	2 647 €	0 €	0 €	18 900 930 €
Haute-Vienne	0 €	2 966 €	2 966 €	0 €	0 €	2 316 €	331 €	2 647 €	0 €	0 €	17 260 863 €
Vosges	0 €	3 625 €	3 625 €	0 €	0 €	1 985 €	993 €	2 978 €	0 €	0 €	21 042 897 €
Yonne	6 592 €	0 €	6 592 €	331 €	662 €	0 €	0 €	993 €	0 €	0 €	21 469 677 €
Territoire-de-Belfort	1 318 €	0 €	1 318 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	6 224 346 €
Essonne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	42 693 260 €
Hauts-de-Seine	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	331 €	0 €	331 €	0 €	0 €	55 898 566 €
Seine-Saint-Denis	0 €	659 €	659 €	0 €	0 €	662 €	0 €	662 €	0 €	0 €	53 976 846 €
Val-de-Marne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	993 €	0 €	993 €	0 €	0 €	42 720 811 €
Val-d'Oise	1 648 €	0 €	1 648 €	0 €	3 640 €	0 €	0 €	3 640 €	0 €	0 €	44 474 828 €
<b>TOTAL METROPOLE</b>	<b>85 364 €</b>	<b>157 544 €</b>	<b>242 908 €</b>	<b>54 269 €</b>	<b>58 902 €</b>	<b>120 782 €</b>	<b>67 506 €</b>	<b>301 459 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>2 738 641 955 €</b>
Guadeloupe	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	993 €	993 €	0 €	0 €	19 561 261 €
Martinique	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	14 543 297 €
Guyane	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	9 361 691 €
Réunion	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	40 660 233 €
<b>TOTAL OUTRE-MER</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>993 €</b>	<b>993 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>84 126 482 €</b>
<b>TOTAL GLOBAL</b>	<b>85 364 €</b>	<b>157 544 €</b>	<b>242 908 €</b>	<b>54 269 €</b>	<b>58 902 €</b>	<b>120 782 €</b>	<b>68 498 €</b>	<b>302 452 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>2 822 768 436 €</b>

## Annexe n° 1

## Tableaux récapitulatifs des montants de compensation pérenne sous forme de fiscalité transférée (TICPE et TSCA)

Tableau 3 - Mayotte (art 39 LFI 2012)

	Total 2012-2017	TRANCHE 2018					TRANCHE 2019		Total 2012-2019
		Protection maternelle et infantile	Formation professionnelle Loi du 5 mars 2014	DAC provisionnel revalorisation des bourses au niveau universitaires (décret 28/12/2016)	Droit à compensation des charges nouvelles résultant de l'arrêté du 18/05/2017 - diplôme d'Etat LMD infirmier - revalorisant les indemnités de stages	Total tranche 2018	Recentralisation RSA	Total tranche 2019	
Département de Mayotte	26 141 935 €	14 530 672 €	917 431 €	27 396 €	13 900 €	15 489 399 €	-15 315 670 €	-15 315 670 €	26 315 663 €

## Annexe n° 1

# Tableaux récapitulatifs des montants de compensation pérenne sous forme de fiscalité transférée (TICPE et TSCA)

### Tableau 4 - Au titre du RMI et du RSA

Départements		RMI	RSA	TOTAL
001	AIN	16 186 604	3 279 410	19 466 014
002	AISNE	29 944 045	10 868 942	40 812 987
003	ALLIER	22 430 417	4 961 542	27 391 959
004	ALPES DE HTE PROVENCE	9 264 387	1 810 083	11 074 470
005	HAUTES ALPES	4 482 022	896 326	5 378 348
006	ALPES MARITIMES	75 680 032	11 639 328	87 319 360
007	ARDECHE	16 552 847	2 848 237	19 401 084
008	ARDENNES	25 530 554	5 412 656	30 943 210
009	ARIEGE	15 354 718	2 250 792	17 605 510
010	AUBE	20 059 098	5 410 440	25 469 538
011	AUDE	42 402 489	7 517 827	49 920 316
012	AVEYRON	8 909 593	1 443 089	10 352 682
013	BOUCHES DU RHONE	314 297 172	41 288 168	355 585 340
014	CALVADOS	40 871 813	7 459 402	48 331 215
015	CANTAL	6 326 127	640 325	6 966 452
016	CHARENTE	27 150 627	5 636 614	32 787 241
017	CHARENTE MARITIME	46 359 099	7 605 496	53 964 595
018	CHER	25 178 565	4 348 244	29 526 809
019	CORREZE	8 948 489	1 771 735	10 720 224
021	COTE D'OR	23 101 792	4 090 762	27 192 554
022	COTES D'ARMOR	23 821 738	4 559 069	28 380 807
023	CREUSE	6 833 923	897 268	7 731 191
024	DORDOGNE	28 810 283	4 314 291	33 124 574
025	DOUBS	25 148 025	5 517 724	30 665 749
026	DROME	31 816 621	5 281 521	37 098 142
027	EURE	28 142 049	7 745 714	35 887 763
028	EURE ET LOIR	18 560 307	4 310 801	22 871 108
029	FINISTERE	44 628 764	5 119 457	49 748 221
	Collectivité de CORSE	29 991 601	3 080 143	33 071 744
030	GARD	86 598 731	13 045 786	99 644 517
031	HAUTE GARONNE	110 402 958	12 486 505	122 889 463
032	GERS	7 937 845	1 456 619	9 394 464
033	GIRONDE	103 266 816	14 506 802	117 773 618
034	HERAULT	128 688 913	16 419 212	145 108 125
035	ILLE ET VILAINE	33 703 018	6 633 716	40 336 734
036	INDRE	10 236 811	2 500 765	12 737 576
037	INDRE ET LOIRE	34 485 440	5 766 358	40 251 798
038	ISERE	51 310 500	9 720 152	61 030 652
039	JURA	7 790 096	1 933 767	9 723 863
040	LANDES	20 745 095	3 409 004	24 154 099
041	LOIR ET CHER	16 821 078	3 264 927	20 086 005
042	LOIRE	38 495 836	5 981 780	44 477 616
043	HAUTE LOIRE	6 139 601	1 391 839	7 531 440
044	LOIRE ATLANTIQUE	70 032 404	11 136 104	81 168 508
045	LOIRET	29 831 234	6 356 910	36 188 144
046	LOT	9 458 804	1 316 719	10 775 523
047	LOT ET GARONNE	23 307 064	4 117 951	27 425 015
048	LOZERE	2 841 122	310 973	3 152 095
049	MAINE ET LOIRE	38 699 647	7 609 148	46 308 795
050	MANCHE	19 254 256	3 680 680	22 934 936
051	MARNE	31 736 247	7 618 334	39 354 581
052	HAUTE MARNE	9 641 735	2 396 179	12 037 914

## Annexe n° 1

### Tableaux récapitulatifs des montants de compensation pérenne sous forme de fiscalité transférée (TICPE et TSCA)

#### Tableau 4 - Au titre du RMI et du RSA

Départements		RMI	RSA	TOTAL
053	MAYENNE	8 103 935	2 198 585	10 302 520
054	MEURTHE ET MOSELLE	52 856 992	8 883 439	61 740 431
055	MEUSE	11 491 644	2 861 056	14 352 700
056	MORBIHAN	30 554 004	5 104 249	35 658 253
057	MOSELLE	48 784 958	12 184 913	60 969 871
058	NIEVRE	14 126 222	2 909 200	17 035 422
059	NORD	267 905 477	65 705 704	333 611 181
060	OISE	39 291 968	11 332 349	50 624 317
061	ORNE	17 186 078	3 416 648	20 602 726
062	PAS DE CALAIS	143 371 049	40 178 202	183 549 251
063	PUY DE DOME	37 714 539	5 427 447	43 141 986
064	PYRENEES ATLANTIQUES	41 603 012	5 048 142	46 651 154
065	HAUTES PYRENEES	14 825 346	2 301 682	17 127 028
066	PYRENEES ORIENTALES	57 149 941	11 111 198	68 261 139
067	BAS RHIN	56 264 482	12 472 390	68 736 872
068	HAUT RHIN	28 927 062	8 319 246	37 246 308
069	RHONE	13 096 341	1 677 419	14 773 760
	METROPOLE DE LYON	92 772 198	11 882 545	104 654 743
070	HAUTE SAONE	9 452 302	2 628 134	12 080 436
071	SAONE ET LOIRE	21 918 496	4 585 608	26 504 104
072	SARTHE	28 871 344	7 145 400	36 016 744
073	SAVOIE	14 045 826	2 219 973	16 265 799
074	HAUTE SAVOIE	22 767 295	3 252 976	26 020 271
075	PARIS	234 345 639	12 244 370	246 590 009
076	SEINE MARITIME	102 852 182	21 284 647	124 136 829
077	SEINE ET MARNE	46 697 060	16 402 042	63 099 102
078	YVELINES	44 747 755	7 914 137	52 661 892
079	DEUX SEVRES	14 485 718	3 698 888	18 184 606
080	SOMME	41 587 201	10 455 345	52 042 546
081	TARN	25 000 637	4 127 690	29 128 327
082	TARN ET GARONNE	17 180 812	3 270 299	20 451 111
083	VAR	91 471 316	10 503 512	101 974 828
084	VAUCLUSE	49 192 077	9 100 811	58 292 888
085	VENDEE	16 959 937	4 171 953	21 131 890
086	VIENNE	28 063 443	6 586 202	34 649 645
087	HAUTE VIENNE	20 357 902	4 614 349	24 972 251
088	VOSGES	18 197 078	5 224 824	23 421 902
089	YONNE	16 742 310	4 635 300	21 377 610
090	TERRITOIRE DE BELFORT	8 186 970	1 952 740	10 139 710
091	ESSONNE	60 921 662	12 020 204	72 941 866
092	HAUTS DE SEINE	89 654 852	9 826 161	99 481 013
093	SEINE SAINT DENIS	198 626 080	35 033 598	233 659 678
094	VAL DE MARNE	98 416 182	15 082 896	113 499 078
095	VAL D'OISE	67 847 478	15 111 853	82 959 331
101	GUADELOUPE	147 954 250	29 392 881	177 347 131
103	MARTINIQUE	140 009 331	25 033 335	165 042 666
104	REUNION	328 592 810	76 310 819	404 903 629
105	Saint-Pierre-et-Miquelon	109 569	9 307	118 876
<b>TOTAUX</b>		<b>4 889 489 814</b>	<b>891 920 303</b>	<b>5 781 410 117</b>

Annexe n° 2

Tableaux récapitulatifs des montants de compensation pérenne sous forme de dotation générale de décentralisation (DGD)

Tableau 1 - Les régions

REGIONS	Inscription en loi de finances - P119		Inscription au Projet annuel de performance (PAP)	
	Concours aux ports maritimes	TOTAL	DGD des régions de droit commun	Concours aux bibliothèques municipales et départementales de prêt*
	Service des ports transférés au 1er janvier 2008 Compensation en année pleine des postes devenus vacants en 2018		LGV Est	
Auvergne - Rhône-Alpes		0 €		
Bourgogne - Franche-Comté		0 €		
Bretagne		0 €		
Centre - Val-de-Loire		0 €		
Corse		0 €		
Grand-Est		0 €	4 706 879 €	
Hauts-de-France		0 €		
Ile-de-France		0 €		
Normandie	30 858 €	30 858 €		
Nouvelle Aquitaine		0 €		
Occitanie	61 716 €	61 716 €		
Pays de la Loire		0 €		
Provence-Alpes-Côte d'Azur		0 €		
<b>TOTAL METROPOLE</b>	<b>92 574 €</b>	<b>92 574 €</b>	<b>4 706 879 €</b>	
Guadeloupe		0 €		
Martinique		0 €		
Guyane		0 €		
Réunion		0 €		
<b>TOTAL OUTRE-MER</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	
<b>TOTAL</b>	<b>92 574 €</b>	<b>92 574 €</b>	<b>4 706 879 €</b>	<b>8 000 000 €</b>

\* Abondement de 8 M€ en CP par redéploiement des crédits de la mission RCTafin d'assurer un alignement sur le montant des AE voté en LFI 2018.

## Annexe n° 2

## Tableaux récapitulatifs des montants de compensation pérenne sous forme de dotation générale de décentralisation (DGD)

Tableau 2 - Les régions d'outre-mer

REGIONS	Total tranche 2005	Total tranche 2006	Total Tranche 2007	Total Tranche 2008	Total Tranche 2009	Total Tranche 2010	TRANCHE 2011								Total Tranche 2011	
							Réforme LMD infirmier (2ème tranche)	Personnels des services des RNIL transférés en 2009			Services des parcs de l'Equipement transférés en 2011					
								Personnels titulaires ayant opté au 31/08/2010 (2ème campagne d'option)	Dépenses d'action sociale des personnels ayant opté au 31/08/2010	Postes devenus vacants en 2011	Charges de vacations	Agents non titulaires	Vacants intermédiaires	Postes vacants 2011		Dépenses de fonctionnement
Guadeloupe	2 642 328 €	1 598 460 €	9 243 706 €	4 458 893 €	10 377 732 €	4 495 498 €	13 123 €	0 €	0 €	0 €	1 501 €	0 €	12 951 €	0 €	4 408 €	31 983 €
Martinique	3 522 946 €	1 946 279 €	5 896 209 €	9 772 163 €	4 594 060 €	6 709 809 €	9 999 €	0 €	0 €	0 €	2 676 €	48 298 €	64 925 €	58 599 €	0 €	184 497 €
Guyane	1 112 038 €	1 192 864 €	847 736 €	2 021 727 €	955 363 €	112 536 €	7 330 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	7 330 €
Réunion	6 407 451 €	2 787 017 €	-205 220 €	2 449 404 €	39 199 311 €	3 512 526 €	23 880 €	1 147 797 €	2 411 €	468 424 €	2 848 €	0 €	56 656 €	66 468 €	8 770 €	1 777 254 €
St Pierre et Miquelon	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
<b>TOTAL</b>	<b>13 684 762 €</b>	<b>7 524 620 €</b>	<b>15 782 432 €</b>	<b>18 702 188 €</b>	<b>55 126 466 €</b>	<b>14 830 368 €</b>	<b>54 332 €</b>	<b>1 147 797 €</b>	<b>2 411 €</b>	<b>468 424 €</b>	<b>7 025 €</b>	<b>48 298 €</b>	<b>134 532 €</b>	<b>125 067 €</b>	<b>13 178 €</b>	<b>2 001 064 €</b>

## Annexe n° 2

## Tableaux récapitulatifs des montants de compensation pérenne sous forme de dotation générale de décentralisation (DGD)

Tableau 2 - Les régions d'outre-mer

REGIONS	TRANCHE 2012								Total Tranche 2012	TRANCHE 2013						Total Tranche 2013	
	Réforme LMD infirmier (3ème tranche)	Réforme de l'AFGSU (2ème tranche)	Personnels des services des RNIL transférés en 2009			Services des parcs de l'Equipement transférés en 2011		Services des parcs de l'Equipement transférés en 2011			Réforme LMD infirmier (4ème tranche)	Réforme LMD infirmier (ajustement de la compensatio n car prise en compte des demandeurs d'emploi - toutes tranches)	Réforme de l'AFGSU (3ème tranche)	Réforme LMD infirmier anesthésiste (1ère tranche)			
			Emplois disparus	Personnels ayant opté au 19/12/2010 (3ème et dernière campagne d'option)	Dépenses d'action sociales des personnels ayant opté au 19/12/2010	Postes devenus vacants en 2012	Personnels ayant opté au 31/08/2011 (1ère campagne d'option)	Dépenses d'action sociales des personnels ayant opté au 31/08/2011		Personnels ayant opté au 31/08/2012 (2ème campagne d'option)					Dépenses d'action sociales des personnels ayant opté au 31/08/2012		Postes vacants 2013
Guadeloupe	5 824 €	-7 129 €	0 €	0 €	0 €	0 €	93 492 €	530 €	92 717 €	0 €	-223 €	0 €	-4 750 €	4 996 €	0 €	9 346 €	9 369 €
Martinique	4 539 €	-4 908 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	-369 €	0 €	0 €	30 618 €	-4 730 €	4 141 €	0 €	0 €	30 029 €
Guyane	3 447 €	-2 922 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	525 €	0 €	0 €	0 €	-4 776 €	2 898 €	0 €	0 €	-1 878 €
Réunion	10 648 €	-12 738 €	25 778 €	8 682 060 €	17 109 €	30 618 €	80 213 €	266 €	8 833 954 €	0 €	0 €	0 €	-9 198 €	13 063 €	0 €	9 346 €	13 211 €
St Pierre et Miquelon	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
<b>TOTAL</b>	<b>24 458 €</b>	<b>-27 696 €</b>	<b>25 778 €</b>	<b>8 682 060 €</b>	<b>17 109 €</b>	<b>30 618 €</b>	<b>173 705 €</b>	<b>796 €</b>	<b>8 926 828 €</b>	<b>0 €</b>	<b>-223 €</b>	<b>30 618 €</b>	<b>-23 454 €</b>	<b>25 097 €</b>	<b>0 €</b>	<b>18 692 €</b>	<b>50 731 €</b>

## Annexe n° 2

## Tableaux récapitulatifs des montants de compensation pérenne sous forme de dotation générale de décentralisation (DGD)

Tableau 2 - Les régions d'outre-mer

REGIONS	TRANCHE 2014				Total Tranche 2014	TRANCHE 2015			Total Tranche 2015	TRANCHE 2016		Total Tranche 2016	TRANCHE 2017			Total Tranche 2017
	Services des parcs de l'Equipement transférés en 2011		Réforme AFGSU sages-femmes	Réforme LMD infirmier anesthésiste (2ème tranche)		Services des parcs de l'Equipement transférés en 2011	Transfert de compétences de la loi "Form pro" du 5 mars 2014	Réforme LMD infirmier anesthésiste (3ème tranche)		Services des parcs de l'Equipement transférés en 2011	Réforme LMD masseur-kiné (1ère tranche)		Réforme LMD masseur-kiné (2ème tranche)	Services des parcs de l'Equipement transférés en 2011	Compensation des dépenses d'action sociale des personnels OPA à l'extinction des droits d'option	
	Personnels ayant opté au 31/12/2012 (dernière campagne d'option)	Dépenses d'action sociale des personnels ayant opté au 31/12/2012														
Guadeloupe	228 300 €	1 214 €	0 €	7 657 €	237 171 €	0 €	1 815 513 €	-4 789 €	1 810 724 €	659 €	659 €	0 €	4 633 €	1 655 €	6 287 €	
Martinique	257 944 €	1 101 €	4 837 €	0 €	263 882 €	0 €	1 305 393 €	0 €	1 305 393 €	989 €	10 103 €	11 092 €	14 205 €	6 618 €	23 140 €	
Guyane	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	2 938 355 €	0 €	2 938 355 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
Réunion	308 731 €	1 375 €	5 885 €	7 657 €	323 648 €	3 276 €	2 861 776 €	-4 789 €	2 860 263 €	989 €	10 103 €	11 092 €	14 205 €	0 €	8 604 €	
St Pierre et Miquelon	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	53 967 €	0 €	53 967 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
<b>TOTAL</b>	<b>794 976 €</b>	<b>3 689 €</b>	<b>10 722 €</b>	<b>15 314 €</b>	<b>824 701 €</b>	<b>3 276 €</b>	<b>8 975 003 €</b>	<b>-9 578 €</b>	<b>8 968 701 €</b>	<b>2 637 €</b>	<b>20 206 €</b>	<b>22 843 €</b>	<b>28 410 €</b>	<b>11 251 €</b>	<b>12 575 €</b>	



## Annexe n° 2

## Tableaux récapitulatifs des montants de compensation pérenne sous forme de dotation générale de décentralisation (DGD)

Tableau 3 - Les départements

DEPARTEMENTS	Programme 119	
	Concours pour le financement du transfert du domaine public fluvial	
	Domaine public fluvial - Transfert au syndicat mixte Ports Normands Associés de l'Orne Aval	Domaine public fluvial - Transfert du domaine public fluvial de la Touques au Syndicat mixte du bassin versant de la Touques
Ain		
Aisne		
Allier		
Alpes-de-Haute-Provence		
Hautes-Alpes		
Alpes-Maritimes		
Ardèche		
Ardennes		
Ariège		
Aube		
Aude		
Aveyron		
Bouches-du-Rhône		
Calvados	20 000 €	10 000 €
Cantal		
Charente		
Charente-Maritime		
Cher		
Corrèze		
Corse-du-Sud		
Haute-Corse		
Côte-d'Or		
Côtes-d'Armor		
Creuse		
Dordogne		
Doubs		
Drôme		
Eure		
Eure-et-Loir		
Finistère		
Gard		
Haute-Garonne		
Gers		
Gironde		
Hérault		

DEPARTEMENTS	Programme 119	
	Concours pour le financement du transfert du domaine public fluvial	
	Domaine public fluvial - Transfert au syndicat mixte Ports Normands Associés de l'Orne Aval	Domaine public fluvial - Transfert du domaine public fluvial de la Touques au Syndicat mixte du bassin versant de la Touques
Ille-et-Vilaine		
Indre		
Indre-et-Loire		
Isère		
Jura		
Landes		
Loir-et-Cher		
Loire		
Haute-Loire		
Loire-Atlantique		
Loiret		
Lot		
Lot-et-Garonne		
Lozère		
Maine-et-Loire		
Manche		
Marne		
Haute-Marne		
Mayenne		
Meurthe-et-Moselle		
Meuse		
Morbihan		
Moselle		
Nièvre		
Nord		
Oise		
Orne		
Pas-de-Calais		
Puy-de-Dôme		
Pyrénées-Atlantiques		
Hautes-Pyrénées		
Pyrénées-Orientales		
Bas-Rhin		
Haut-Rhin		
Rhône		

DEPARTEMENTS	Programme 119	
	Concours pour le financement du transfert du domaine public fluvial	
	Domaine public fluvial - Transfert au syndicat mixte Ports Normands Associés de l'Orne Aval	Domaine public fluvial - Transfert du domaine public fluvial de la Touques au Syndicat mixte du bassin versant de la Touques
Haute-Saône		
Saône-et-Loire		
Sarthe		
Savoie		
Haute-Savoie		
Paris		
Seine-Maritime		
Seine-et-Marne		
Yvelines		
Deux-Sèvres		
Somme		
Tarn		
Tan-et-Garonne		
Var		
Vaucluse		
Vendée		
Vienne		
Haute-Vienne		
Vosges		
Yonne		
Territoire-de-Belfort		
Essonne		
Hauts-de-Seine		
Seine-Saint-Denis		
Val-de-Marne		
Val-d'Oise		
TOTAL METROPOLE	20 000 €	10 000 €
Guadeloupe		
Martinique		
Guyane		
Réunion		
TOTAL OUTRE-MER	0 €	0 €
TOTAL	20 000 €	10 000 €

**Annexe n° 2**

**Tableaux récapitulatifs des montants de compensation pérenne sous forme de dotation générale de décentralisation (DGD)**

**Tableau 4 - Les communes et leurs groupements**

Communes et groupements de communes	Programme 119					TOTAL
	Concours pour le financement du transfert du domaine public fluvial					
	Domaine public fluvial - Compensation du transfert des services en charge du DPF de la Sèvre Niortaise - Ajustement en année pleine des postes vacants 2015 a/c de 2019	Domaine public fluvial - Compensation du transfert des services en charge du DPF de la Sèvre Niortaise - Compensation en année pleine des postes vacants 2018	Domaine public fluvial - Compensation du transfert des services en charge du DPF de la Sèvre Niortaise - Ajustement des droits d'option 2017	Domaine public fluvial - Compensation du transfert des services en charge du DPF de la Sèvre Niortaise - Ajustement des droits d'option 2018	Domaine public fluvial - Compensation du transfert des services en charge du DPF de la Sèvre Niortaise - Ajustement des droits d'option 2018 - Action sociale HT2	
Institut interdépartemental du bassin de la Sèvre Niortaise (IIBSN)	3 830 €	63 248 €	2 819 €	-26 147 €	-234 €	43 516 €
<b>TOTAL</b>	<b>3 830 €</b>	<b>63 248 €</b>	<b>2 819 €</b>	<b>-26 147 €</b>	<b>-234 €</b>	<b>43 516 €</b>

Annexe n°3  
Tableau récapitulatif des montants de compensation non pérenne sous forme de fiscalité transférée (TIPCE et TSCA)

Les régions

REGIONS	Transfert de la gestion des fonds européens - 3ème vague (transfert au 1er janvier 2017)			Transfert des CREPS							DAC Transfert de compétence NACRE Mayotte & 3 Saints	Total	
	Compensation prorata	Compensation des	Compensation des CET	Postes vacants 2018 au	Compensation des	Compensation des	Compensation des	Action sociale	CET	Ajustement de la			
AUVERGNE-RHONE ALPES				16 301 €					295 €				16 596 €
BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE		54 027 €		39 193 €	2 400 €				590 €	6 533 €			102 743 €
BRETAGNE													0 €
CENTRE VAL DE LOIRE													0 €
CORSE	39 937 €												39 937 €
GRAND-EST					1 200 €	-201 009 €			-1 475 €	16 585 €			-184 699 €
HAUTS-DE-France				57 411 €				111 648 €	1 180 €				170 239 €
ILE-DE-FRANCE													0 €
NORMANDIE													0 €
NOUVELLE AQUITAINE		73 300 €	400 €		12 352 €				295 €	2 600 €			88 947 €
OCCITANIE				42 279 €					590 €	2 633 €			45 502 €
PAYS DE LA LOIRE													0 €
PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR										910 €			910 €
<i>Total Métropole</i>	39 937 €	127 327 €	400 €	155 184 €	15 952 €	-201 009 €	111 648 €	1 475 €	29 261 €	0 €	0 €		280 175 €
GUADELOUPE		155 537 €		41 843 €					295 €		45 351 €		243 026 €
MARTINIQUE													0 €
GUYANE													0 €
REUNION					-8 766 €								-8 766 €
SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON												350 €	350 €
SAINT-MARTIN												-219 €	-219 €
SAINT-BARTHELEMY												337 €	337 €
MAYOTTE												-146 908 €	-146 908 €
<i>TOTAL Outre-mer</i>	0 €	155 537 €	0 €	41 843 €	-8 766 €	0 €	0 €	295 €	0 €	45 351 €	-146 440 €		514 903 €
<b>TOTAL GLOBAL</b>	39 937 €	282 864 €	400 €	197 027 €	7 186 €	-201 009 €	111 648 €	1 770 €	29 261 €	45 351 €	-146 440 €		795 078 €
		323 201 €					191 234 €						

## Annexe 4

**Tableaux récapitulatifs des montants de compensation non  
pérenne sous forme de dotation générale de  
décentralisation (DGD)**

Tableau 1 - Les régions

REGIONS	Concours aux ports maritimes	TOTAL
	Personnels Equipement - Services des ports transférés en 2008	
	Compensation prorata temporis des postes devenus vacants en 2018	
Auvergne-Rhône-Alpes		0 €
Bourgogne-Franche-Comté		0 €
Bretagne		0 €
Centre-Val-de-Loire		0 €
Corse		0 €
Grand-Est		0 €
Hauts-de-France		0 €
Ile-de-France		0 €
Normandie	30 858 €	30 858 €
Nouvelle Aquitaine		0 €
Occitanie	33 430 €	33 430 €
Pays de la Loire		0 €
Provence-Alpes-Côte d'Azur		0 €
<b>Total métropole</b>	<b>64 288 €</b>	<b>64 288 €</b>
Guadeloupe		0 €
Martinique		0 €
Guyane		0 €
Réunion		0 €
<b>Total ROM</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>
<b>TOTAL GLOBAL</b>	<b>64 288 €</b>	<b>64 288 €</b>

**Annexe 4**  
**Tableaux récapitulatifs des montants de compensation non pérenne sous forme de dotation générale de décentralisation (DGD)**

**Tableau 2 - Les départements**

DEPARTEMENTS	DGD des départements de droit commun	TOTAL	DEPARTEMENTS	DGD des départements de droit commun	TOTAL	DEPARTEMENTS	DGD des départements de droit commun	TOTAL
	Personnels de l'Équipement - Services en charge des routes			Personnels de l'Équipement - Services en charge des routes			Personnels de l'Équipement - Services en charge des routes	
	Mise en œuvre de la loi du 11/10/1985			Mise en œuvre de la loi du 11/10/1985			Mise en œuvre de la loi du 11/10/1985	
Ain		0 €	Ille-et-Vilaine		0 €	Haute-Saône		0 €
Aisne		0 €	Indre		0 €	Saône-et-Loire		0 €
Allier		0 €	Indre-et-Loire	20 951 €	20 951 €	Sarthe		0 €
Alpes-de-Haute-Provence		0 €	Isère		0 €	Savoie		0 €
Hautes-Alpes		0 €	Jura		0 €	Haute-Savoie		0 €
Alpes-Maritimes		0 €	Landes		0 €	Paris		0 €
Ardèche		0 €	Loir-et-Cher		0 €	Seine-Maritime		0 €
Ardennes		0 €	Loire		0 €	Seine-et-Marne		0 €
Ariège		0 €	Haute-Loire		0 €	Yvelines		0 €
Aube		0 €	Loire-Atlantique		0 €	Deux-Sèvres		0 €
Aude		0 €	Loiret		0 €	Somme		0 €
Aveyron		0 €	Lot		0 €	Tarn		0 €
Bouches-du-Rhône		0 €	Lot-et-Garonne		0 €	Tarn-et-Garonne		0 €
Calvados		0 €	Lozère		0 €	Var		0 €
Cantal		0 €	Maine-et-Loire		0 €	Vaucluse		0 €
Charente		0 €	Manche		0 €	Vendée		0 €
Charente-Maritime		0 €	Marne		0 €	Vienne		0 €
Cher		0 €	Haute-Marne		0 €	Haute-Vienne		0 €
Corrèze		0 €	Mayenne		0 €	Vosges		0 €
Corse-du-Sud		0 €	Meurthe-et-Moselle		0 €	Yonne		0 €
Haute-Corse		0 €	Meuse		0 €	Territoire-de-Belfort		0 €
Côte-d'Or		0 €	Morbihan		0 €	Essonne		0 €
Côtes-d'Armor		0 €	Moselle		0 €	Hauts-de-Seine		0 €
Creuse		0 €	Nièvre		0 €	Seine-Saint-Denis	25 171 €	25 171 €
Dordogne		0 €	Nord		0 €	Val-de-Marne	113 377 €	113 377 €
Doubs		0 €	Oise		0 €	Val-d'Oise		0 €
Drôme		0 €	Orne		0 €	<b>TOTAL METROPOLE</b>	<b>255 573 €</b>	<b>255 573 €</b>
Eure		0 €	Pas-de-Calais		0 €	Guadeloupe	-26 238 €	-26 238 €
Eure-et-Loir		0 €	Puy-de-Dôme		0 €	Martinique		0 €
Finistère		0 €	Pyrénées-Atlantiques		0 €	Guyane		0 €
Gard		0 €	Hautes-Pyrénées		0 €	Réunion		0 €
Haute-Garonne		0 €	Pyrénées-Orientales		0 €	<b>TOTAL OUTRE-MER</b>	<b>-26 238 €</b>	<b>-26 238 €</b>
Gers		0 €	Bas-Rhin		0 €	<b>TOTAL</b>	<b>229 335 €</b>	<b>229 335 €</b>
Gironde	96 074 €	96 074 €	Haut-Rhin		0 €			
Hérault		0 €	Rhône		0 €			

## Annexe 4

### Tableaux récapitulatifs des montants de compensation non pérenne sous forme de dotation générale de décentralisation (DGD)

#### Tableau 3 - Les communes et de leurs groupements

Communes et groupements de communes	Concours pour le financement du transfert du domaine public fluvial						TOTAL
	Personnels du MTES - transfert du DPF de la Sèvre niortaise, du Mignon et des Autizes au 1er janvier 2015						
	Ajustement prorata temporis des PV 2015 au titre de 2016	Ajustement en année pleine des PV 2015 au titre de 2017	Ajustement en année pleine des PV 2015 au titre de 2018	Compensation prorata temporis des postes vacants 2018	Ajustement des droits d'option 2017	Mesure non pérenne - Ajustement des droits d'option 2017 - Action sociale HT2	
Institution interdépartementale du bassin de la Sèvre niortaise	3 830 €	3 830 €	3 830 €	42 165 €	5 638 €	-234 €	59 059 €
<b>TOTAL</b>	<b>3 830 €</b>	<b>3 830 €</b>	<b>3 830 €</b>	<b>42 165 €</b>	<b>5 638 €</b>	<b>-234 €</b>	<b>59 059 €</b>

## Annexe n° 5 : Tableau récapitulatif des décrets de transfert de services

### Le partage définitif des services, par décret en Conseil d'État

Les décrets ayant fait l'objet d'une publication sont énumérés dans le tableau suivant :

Services transférés par ministère décentralisateur	Numéro et date du décret	Date de publication du décret au JO	Date d'entrée en vigueur
<b>Services transférés au 1<sup>er</sup> janvier 2006</b>			
Services participant aux missions d'accueil, de restauration, d'hébergement et d'entretien général technique dans les collèges et les lycées et services gestionnaires des personnels TOS (ministère de l'éducation nationale)	Décret n° 2005-1631 du 26 décembre 2005	27 décembre 2005	1 <sup>er</sup> janvier 2006
<b>Services transférés au 1<sup>er</sup> janvier 2007</b>			
Services exerçant les compétences en matière de routes départementales (ministère de l'équipement)	Décret n° 2006-1341 du 6 novembre 2006	7 novembre 2006	1 <sup>er</sup> janvier 2007
Services exerçant les compétences en matière de routes nationales (ministère de l'équipement)	Décret n° 2006-1342 du 6 novembre 2006	7 novembre 2006	1 <sup>er</sup> janvier 2007
Services exerçant les compétences en matière de fonds de solidarité pour le logement (ministère de l'équipement)	Décret n° 2006-1343 du 6 novembre 2006	7 novembre 2006	1 <sup>er</sup> janvier 2007
Services exerçant les compétences dans les ports départementaux maritimes (ministère de l'équipement)	Décret n° 2006-1344 du 6 novembre 2006	7 novembre 2006	1 <sup>er</sup> janvier 2007
Services participant aux missions d'accueil, de restauration, d'hébergement et d'entretien général technique dans les lycées agricoles et services gestionnaires des personnels TOS des lycées agricoles (ministère de l'agriculture)	Décret n° 2006-1756 du 23 décembre 2006	30 décembre 2006	1 <sup>er</sup> janvier 2007
<b>Services transférés au 1<sup>er</sup> février 2007</b>			
Services régionaux de l'inventaire général du patrimoine culturel (ministère de la culture)	Décret n° 2007-20 du 4 janvier 2007	6 janvier 2007	1 <sup>er</sup> février 2007
<b>Services transférés au 1<sup>er</sup> septembre 2007</b>			
Services participant aux missions d'accueil, de restauration, d'hébergement et d'entretien général technique dans les lycées professionnels maritimes (ministère de l'équipement)	Décret n° 2007-778 du 10 mai 2007	11 mai 2007	1 <sup>er</sup> septembre 2007
<b>Services transférés au 1<sup>er</sup> janvier 2008</b>			
Services exerçant les compétences en matière de routes nationales (portions résiduelles) et transfert des services au département de la Seine-Saint-Denis exerçant les compétences en matière de routes départementales	Décret n° 2007-1614 du 15 novembre 2007	17 novembre 2007	1 <sup>er</sup> janvier 2008

<b>Services transférés par ministère décentralisateur</b>	<b>Numéro et date du décret</b>	<b>Date de publication du décret au JO</b>	<b>Date d'entrée en vigueur</b>
(ministère de l'équipement)			
Services exerçant les compétences dans le domaine des aérodromes (ministère de l'équipement)	Décret n° 2007-1615 du 15 novembre 2007	17 novembre 2007	1 <sup>er</sup> janvier 2008
Services exerçant les compétences dans le domaine des ports d'intérêt national (ministère de l'équipement)	Décret n° 2007-1616 du 15 novembre 2007	17 novembre 2007	1 <sup>er</sup> janvier 2008
Services exerçant les compétences dans le domaine des ports maritimes transférés en application de la loi du 22 juillet 1983 (ministère de l'équipement)	Décret n° 2007-1617 du 15 novembre 2007	17 novembre 2007	1 <sup>er</sup> janvier 2008
Services exerçant les compétences dans le domaine des voies d'eau – 5 départements (ministère de l'équipement)	Décret n° 2007-1618 du 15 novembre 2007	17 novembre 2007	1 <sup>er</sup> janvier 2008
Services assurant la conduite des opérations en matière d'aménagement foncier – 1 <sup>ère</sup> vague de transfert (ministère de l'agriculture)	Décret n° 2007-1946 du 26 décembre 2007	1 <sup>er</sup> janvier 2008	1 <sup>er</sup> janvier 2008
<b>Services transférés au 1<sup>er</sup> janvier 2009</b>			
Services exerçant les compétences à l'égard du RMI, des FAJ, des CLIC, des CODERPA, des FSL, des fonds d'aide eau et énergie, de la lutte anti-vectorielle et des bourses et formations sanitaires et sociales (ministère de l'intérieur et ministère en charge des affaires sociales)	Décret n° 2008-791 du 20 août 2008	21 août 2008	1 <sup>er</sup> janvier 2009
Services exerçant les compétences dans le domaine des voies d'eau au profit de 3 départements (ministère de l'équipement)	Décret n° 2008-1377 du 19 décembre 2008	24 décembre 2008	1 <sup>er</sup> janvier 2009
Services exerçant les compétences dans le domaine des ports maritimes transférés en application de la loi du 22 juillet 1983 au profit de la Communauté d'agglomération de Morlaix (ministère de l'équipement)	Décret n° 2008-1378 du 19 décembre 2008	24 décembre 2008	1 <sup>er</sup> janvier 2009
Services exerçant les compétences en matière de routes nationales – Transfert au département de la Guyane et à la région Réunion et transfert de portions résiduelles de routes nationales à 10 départements (ministère de l'équipement)	Décret n° 2008-1379 du 19 décembre 2008	24 décembre 2008	1 <sup>er</sup> janvier 2009
Services exerçant les compétences à l'égard du RMI, des FAJ, des CLIC, des CODERPA, des FSL, des fonds d'aide eau et énergie, de la lutte anti-vectorielle et des bourses et formations sanitaires et sociales – Modification du décret du 20 août 2008 (ministère de l'intérieur et ministère en charge des affaires sociales)	Décret n° 2008-1450 du 22 décembre 2008	31 décembre 2008	1 <sup>er</sup> janvier 2009

<b>Services transférés par ministère décentralisateur</b>	<b>Numéro et date du décret</b>	<b>Date de publication du décret au JO</b>	<b>Date d'entrée en vigueur</b>
Services assurant la conduite des opérations en matière d'aménagement foncier – 2 <sup>ème</sup> vague de transfert (ministère de l'agriculture)	Décret n° 2008-1552 du 31 décembre 2008	1 <sup>er</sup> janvier 2009	1 <sup>er</sup> janvier 2009
<b>Services transférés au 1<sup>er</sup> septembre 2009</b>			
Services déconcentrés participant à l'exercice des compétences transférées au STIF en matière de plan de déplacements urbains, d'organisation et de fonctionnement des transports scolaires et de remboursement des frais de déplacement des élèves et des étudiants handicapés (MEDDTL, ministères de l'intérieur et de l'éducation nationale)	Décret n° 2009-954 du 29 juillet 2009	2 août 2009	1 <sup>er</sup> septembre 2009
<b>Services transférés au 1<sup>er</sup> janvier 2010</b>			
Services déconcentrés participant à l'exercice des compétences dans le domaine des voies d'eau dont la propriété a été transférée à la région Bretagne au 1 <sup>er</sup> janvier 2008 et participant à l'exercice des compétences sur le domaine public fluvial du port de Saint-Laurent-du-Maroni dont la propriété a été transférée à la communauté de communes de l'Ouest guyanais au 1 <sup>er</sup> janvier 2009 (MEDDTL)	Décret n°2009-1622 du 23 décembre 2009	26 décembre 2009	1 <sup>er</sup> janvier 2010
Services assurant la conduite des opérations en matière d'aménagement foncier – 3 <sup>ème</sup> vague de transfert (ministère de l'agriculture)	Décret n°2009-1669 du 29 décembre 2009	30 décembre 2009	1 <sup>er</sup> janvier 2010
Services chargés de la délivrance des autorisations préalables au changement d'usage des locaux destinés à l'habitation (ministère de l'intérieur et MEDDTL)	Décret n°2009-1726 du 30 décembre 2009	31 décembre 2009	1 <sup>er</sup> janvier 2010
<b>Services transférés au 1<sup>er</sup> janvier 2011</b>			
Services déconcentrés participant à l'exercice des compétences dans le domaine des voies d'eau dont la propriété a été transférée à la région Alsace, au département du Bas-Rhin et à la Communauté urbaine de Strasbourg (ministère de l'agriculture)	Décret n°2010-1756 du 30 décembre 2010	31 décembre 2010	1 <sup>er</sup> janvier 2011
<b>Services transférés au 1<sup>er</sup> janvier 2012</b>			
Services déconcentrés en charge du domaine public fluvial non navigable de la Vire et du canal de Vire-Taute dont la propriété a été transférée au syndicat pour le développement du Saint-Lois (ministère de l'écologie)	Décret n°2011-2017 du 29 décembre 2011	30 décembre 2011	1 <sup>er</sup> janvier 2012
<b>Services transférés au 1<sup>er</sup> janvier 2014</b>			
Services déconcentrés en charge du domaine public fluvial du Var dont la propriété a été transférée au département des Alpes-Maritimes (ministère de l'écologie)	Décret n°2013-1206 du 23 décembre 2013	24 décembre 2013	1 <sup>er</sup> janvier 2014

<b>Services transférés par ministère décentralisateur</b>	<b>Numéro et date du décret</b>	<b>Date de publication du décret au JO</b>	<b>Date d'entrée en vigueur</b>
<b>Services transférés au 1<sup>er</sup> janvier 2015</b>			
Services déconcentrés du domaine public fluvial de la Sèvre Niortaise, du Mignon et des Autizes (ministère de l'écologie)	Décret n° 2014-1558 du 22 décembre 2014	24 décembre 2014	1 <sup>er</sup> janvier 2015
Services déconcentrés participant aux missions de l'autorité de gestion des programmes européens financés au titre du fonds social européen ou du fonds européen de développement régional ou du fonds européen agricole pour le développement rural (ministères de l'intérieur, de l'écologie, de l'agriculture, du travail, de l'économie, de la culture et services du premier ministre)	Décret n° 2015-783 du 29 juin 2015	30 juin 2015	1 <sup>er</sup> juillet 2015 pour les services mis à disposition avant le 1 <sup>er</sup> avril 2015 sinon 1 <sup>er</sup> janvier de l'année suivant la mise à disposition
<b>Services transférés au 1<sup>er</sup> janvier 2017</b>			
Services déconcentrés participant à l'exercice de la compétence des centres de ressources, d'expertises et de performances sportives (ministère des sports)	Décrets n° 2016-1055 du 1 <sup>er</sup> août 2016 et n°2016-1803 du 20 décembre 2016	3 août et 22 décembre 2016	1 <sup>er</sup> janvier 2017
Services déconcentrés participant à l'exercice des compétences en matière de formation professionnelle transférés par la loi n°2014-288 du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale (ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social, ministère de la justice)	Décret n°2016-1678 du 26 décembre 2016	28 décembre 2016	1 <sup>er</sup> janvier 2017